Quatre-vingt-unième année. — N° 142. Le Numéro : 10 francs. Jeudi 16 Juin 1949.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES


| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Débats de l'Assemblée nationale | Débats du Conseil de la République | Débats de l'Assemblée de l'Union française | Avis et Rapports du Conseil économique | ÉDITION COMPLÈTE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compte Chèque postal : 100.97, Paris | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et France d'outre-mer | 3.000 | 1.650 | 900 | 700 | 500 | 300 | 200 | 4.500 | 2.500 | 1.350 |
| Etranger | 5.500 | 2.900 | 1.600 | 2.550 | 1.400 | 850 | 350 | 11.300 | 5.900 | 2.600 |

L'Edition des **LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Edition des **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des **DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Edition des **AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE** comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle

L'Edition **COMPLÈTE** comprend : outre l'Edition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexe. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 15 FRANCS


### AVIS

Le *Journal officiel* a procédé au tirage à part des décrets n°s 49-785 et 49-786 du 3 juin 1949 portant fixation des **nouveaux taux des pensions de guerre et allocations spéciales.**

Ce fascicule, qui porte le n° **519**, est en vente, au prix de **10 F**, aux bureaux des Journaux officiels, **31, quai Voltaire, à Paris (7e)**, et aux bureaux de vente de l'imprimerie nationale, **91, avenue des Champs-Elysées, Paris (8e)** (dans le hall), et **18, rue Scribe, Paris (9e)** (recette centrale des finances de la Seine).

L'expédition de ce fascicule peut également être effectuée, moyennant le payement de la somme indiquée ci-dessus, sur demande adressée à la direction des Journaux officiels, **31, quai Voltaire, Paris (7e)** (compte chèque postal 100-97, Paris).

## SOMMAIRE


### LOIS

*Loi* n° 49-787 du 15 juin 1949 relative au cumul des exploitations agricoles (p. 5950).

### DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

**Présidence du conseil.**

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

*Décret* n° 49-788 du 14 juin 1949 portant modification des conditions de concession et d'exploitation des liaisons spécialisées (p. 5951).

*Décret* n° 49-789 du 14 juin 1949 portant réaménagement : des tarifs de location à la presse de secteurs Baudot ou Verdan dans les relations avec la Corse et l'Afrique du Nord ; des tarifs de transmission des phototélégrammes (p. 5951).

**Ministère de la justice.**

*Décret* du 14 juin 1949 portant acceptations de démission, nominations, conférant l'honorariat à des officiers publics et ministériels et suppressions d'offices (p. 5952).

*Arrêté* portant mutation et nomination (administration pénitentiaire) (p. 5953).

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LÉGION D'HONNEUR

*Arrêtés* portant radiations et suspension dans la Légion d'honneur et la médaille militaire (p. 5953).

**Ministère de l'intérieur.**

*Décrets* du 1er juin 1949 portant création de bureaux de bienfaisance mixtes dans diverses communes d'Algérie (p. 5954).

*Décret* n° 49-790 du 14 juin 1949 portant modification aux conditions d'admission aux fonctions de commissaires de police de la ville de Paris et du département de la Seine (p. 5954).

*Décret* du 14 juin 1949 portant reclassement de membres de l'inspection générale de l'administration au ministère de l'intérieur (p. 5954).

*Décret* du 15 juin 1949 portant dissolution du conseil municipal et institution d'une délégation spéciale dans la commune de Cahors (Lot) (p. 5954).

*Arrêtés* portant mutations, promotions et mises en congé (sûreté nationale) (p. 5954).

**Ministère de la défense nationale.**

*Décret* du 28 février 1949 portant concession de la médaille militaire (p. 5955).

*Décrets* des 10 et 15 juin 1949 portant promotion, admission et affectation d'officiers généraux des armées de mer et de terre (p. 5956).

*Décret* n° 49-791 du 14 juin 1949 fixant la liste des emplois d'officiers généraux des services de santé des armées (p. 5956).

*Décret* du 14 juin 1949 portant nomination d'un membre suppléant de la commission de revision des marchés de fortification (p. 5957).

*Décrets* du 14 juin 1949 portant promotions, nominations, acceptations de démission, changement d'arme, réintégrations, admissions dans les réserves et rectificatif (armées de terre et de l'air, active et réserve) (p. 5957).

*Décret* du 15 juin 1949 portant désignation d'un administrateur spécial de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (p. 5959).

*Arrêté* portant nomination (régisseurs d'avances) (p. 5959).

*Décision* portant nomination d'un maître ouvrier tailleur (troupes coloniales) (p. 5959).

*Liste* d'admissibilité définitive au grade d'ingénieur des directions de travaux de 2e classe du commissariat de la marine (p. 5959).

*Liste*, par ordre de mérite, des élèves attachés d'administration ayant satisfait aux examens de fin d'instruction de l'école des attachés d'administration de la marine à Cherbourg (session 1949) (rectificatif) (p. 5959).

**Ministère de l'éducation nationale.**

*Arrêté* du 7 juin 1949 relatif au baccalauréat dans les territoires de la France d'outre-mer et à l'étranger (p. 5967).

*Arrêté* du 8 juin 1949 portant affectation provisoire au ministère de l'éducation nationale d'immeubles domaniaux à Bruyères (Vosges) (p. 5967).

*Arrêté* du 10 juin 1949 portant remise de débet (p. 5967).

*Arrêtés* portant réintégration, nomination et rapportant les dispositions de précédents arrêtés:
Administration centrale (p. 5967).
Direction de l'architecture (p. 5967).
Inspection de l'hygiène scolaire et universitaire (p. 5967).

*Arrêté* portant nomination des membres du conseil académique de Paris (rectificatif) (p. 5967).

**Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.**

*Arrêté* portant mise en disponibilité (administration centrale) (p. 5965).

**Ministère de l'industrie et du commerce.**

*Arrêté* du 31 mai 1949 modifiant la composition de la commission centrale des rentes à allouer par suite d'accidents du travail ou de maladies professionnelles (p. 5955).

*Arrêté* portant nomination du rapporteur général des commissions des marchés instituées auprès des entreprises publiques dépendant du ministère de l'industrie et du commerce (p. 5955).

*Arrêté* portant nomination des rapporteurs et secrétaires de la commission des marchés d'Electricité de France (p. 5955).

*Arrêté* portant nomination des membres du conseil d'administration du centre technique de l'industrie horlogère (rectificatif) (p. 5955).

**Ministère de l'agriculture.**

*Arrêté* du 2 juin 1949 portant ratification de la désignation du président du comité national interprofessionnel du lait de brebis pour l'année 1949 (p. 5959).

*Arrêtés* portant mutations, révocation, acceptation de démission, licenciement et rapportant les dispositions de précédents arrêtés (eaux et forêts) (p. 5959).

**Ministère de la France d'outre-mer.**

*Décrets* du 14 juin 1949 portant réintégration et mise en disponibilité (administrateurs adjoints des colonies) (p. 5960).

*Arrêté* du 31 mai 1949 portant augmentation du fonds de roulement et de l'annuité obligatoire de renouvellement de la régie des chemins de fer du Cameroun (p. 5960).

*Arrêté* du 8 juin 1949 modifiant l'arrêté fixant les conditions et le programme du concours pour l'emploi de chiffreur colonial stagiaire (p. 5960).

*Arrêté* du 10 juin 1949 fixant la date de l'examen de sortie du stage prévu pour les stagiaires d'administration coloniale orientés vers les cadres de l'agriculture aux colonies (p. 5960).

*Arrêté* du 10 juin 1949 fixant la date du concours d'admission à l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale (p. 5960).

*Arrêté* du 13 juin 1949 portant approbation des statuts du centre technique forestier tropical (p. 5960).

*Arrêté* portant désignation du directeur général de l'office des bois de l'Afrique équatoriale française (p. 5962).

*Arrêtés* portant nomination, intégration, réintégrations, mise en congé, maintien en disponibilité, licenciements, acceptations de démission, placant en position de mission et modifiant un précédent arrêté:
Administration coloniale (p. 5962).
Administration générale des colonies (p. 5962).
Agriculture aux colonies (p. 5962).
Haut commissariat de la République à Madagascar (p. 5962).
Magistrature d'outre-mer (p. 5962).
Services civils de l'Indochine (p. 5962).
Transmissions coloniales (p. 5962).
Travaux météorologiques des colonies (p. 5962).
Travaux publics des colonies (p. 5963).
Vétérinaires des colonies (p. 5963).

**Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.**

*Décret* du 14 juin 1949 relatif à l'application de l'article 7 (§ 2) de la loi du 28 octobre 1946 sur les évacuations d'office ou par ordre de l'autorité militaire (p. 5963).

*Décrets* du 14 juin 1949 portant extension à diverses communes de l'ensemble des dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée (p. 5963).

**Ministère de la santé publique et de la population.**

*Décret* du 11 juin 1949 portant promotion et nominations dans l'ordre de la Santé publique (p. 5966).

**INFORMATIONS PARLEMENTAIRES**

**Assemblée nationale.** — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocations de commissions. — Réunions de commissions. — Convocation de la conférence des présidents (p. 5967).

**Conseil de la République.** — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocation de commission. — Réunions de commissions (p. 5970).

**INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE**

Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocation de commission (p. 5971).

**INFORMATIONS RELATIVES AU CONSEIL ECONOMIQUE**

Ordre du jour (p. 5972).

**AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS**

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

*Avis* aux importateurs titulaires de licences délivrées sur autorisations d'achat Marshall du premier trimestre 1949 (p. 5972).

*Avis* aux importateurs et avis de l'office des changes n° 404 relatif aux formalités et procédures à respecter par les importateurs titulaires de licences financables dans le cadre de l'aide américaine à l'Europe (plan Marshall) (rectificatif) (p. 5972).

*Avis* aux importateurs de produits en provenance des Pays-Bas et des Indes néerlandaises (p. 5972).

*Avis* aux exportateurs de porcs à destination de l'Autriche (p. 5972).

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

*Avis* aux importateurs de produits en provenance des Pays-Bas et des Indes néerlandaises (p. 5972).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

*Avis* aux exportateurs de porcs à destination de l'Autriche (p. 5972).

MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

*Avis* de vacance de chaire à l'école supérieure des sciences de l'Indochine (p. 5972).

**Annonces** (p. 5973).

**DÉBATS PARLEMENTAIRES**
(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)
N° 45 C. R.

**Conseil de la République.** — Compte rendu *in extenso* des débats du mercredi 15 juin 1949. — Questions écrites (p. 1415).

PRIX : 8 F

# LOIS

## LOI n° 49-787 du 15 juin 1949 relative au cumul des exploitations agricoles.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

*Article unique.* — L'article 45 *bis* de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée par la loi du 13 avril 1946, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 45 bis. — Les fonds de ferme qui, depuis le 1er septembre 1939, auront fait l'objet de réunions ou de cumuls d'exploitation, ayant eu pour résultat le départ volontaire ou forcé de familles d'exploitants, propriétaires, fermiers ou métayers, pourront être rendus à la culture familiale avant le 1er janvier 1951, si la commission consultative des baux ruraux émet à ce sujet un avis général, favorable et motivé.

« Dans les départements intéressés, les préfets fixeront par arrêté, sur avis de la commission consultative, avant le 1er juillet 1949, les surfaces minima par région naturelle, au-dessus desquelles les réunions et cumuls effectués par un même exploitant pourront être remis en cause.

« Les exploitants des fonds susvisés auront la faculté de choisir la ou les exploitations qu'ils entendent continuer à exploiter. Ils devront en faire la déclaration au greffe du tribunal paritaire cantonal du lieu de l'exploitation, et, s'ils sont fermiers ou métayers à leur propriétaire, et ce, avant le 1er août 1949.

« Les fonds susceptibles d'être rendus à la culture familiale pourront, avant le 29 septembre 1949, faire l'objet d'une location par accord amiable stipulant l'entrée en jouissance à la plus proche échéance culturale annuelle. Toutefois, cette disposition n'est pas opposable au preneur qui aura saisi le tribunal paritaire avant le 14 avril 1948.

« A compter du 20 septembre 1949, tout intéressé de nationalité française dépourvu d'exploitation agricole, donnant des gages de qualités professionnelles, ayant saisi le tribunal paritaire cantonal, pourra faire prononcer l'amodiation desdits biens à son profit dans les limites de ce qu'il lui sera possible d'exploiter personnellement, aux conditions fixées par l'article 33 ci-dessus.

« Le tribunal paritaire ne pourra refuser l'amodiation qu'en raison de l'impossibilité d'une gestion indépendante et viable du fonds réclamé — ou de la situation familiale de l'exploitant en place — ou de l'absence de garanties offertes par le demandeur.

« En outre, l'exploitant, propriétaire ou preneur, qui, chef de famille, désire réserver tel fonds de ferme réuni ou cumulé pour y établir, à sa majorité, l'un ou plusieurs de ses descendants en ligne directe, peut demander au tribunal saisi d'une demande d'amodiation, de surseoir à statuer pendant un délai maximum de trois ans.

« Ce délai peut être étendu sans cependant pouvoir excéder six ans, en faveur d'un descendant en ligne directe suivant régulièrement les cours d'une école d'agriculture.

« Si, à l'expiration du délai accordé, le descendant n'est pas effectivement établi, à son nom et d'une manière distincte, sur le fonds, objet de l'instance, l'amodiation est prononcée d'office par le tribunal, qui peut en outre accorder au bénéficiaire une indemnité à titre de dommages-intérêts.

« L'amodiation prend alors effet à l'expiration de l'année culturale en cours.

« Si, par l'effet de la réunion ou depuis la réunion, il y a eu regroupement, mutation ou échange de parcelle, le tribunal pourra modifier les limites des fonds réclamés en vue d'assurer une meilleure exploitation.

« Pour éviter l'amodiation, le propriétaire ne pourra exciper du mauvais état des bâtiments, le preneur étant seul juge de leur utilisation sous son exclusive responsabilité civile. Pour leur amélioration, celui-ci ne pourra invoquer contre le propriétaire aucune autre disposition que celles des articles 13 à 16 ci-dessus.

« Toutes les décisions des commissions consultatives devront être validées par arrêté du ministre de l'agriculture ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 15 juin 1949.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil des ministres,*
HENRI QUEUILLE.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*
ROBERT LECOURT.

*Le ministre de l'intérieur,*
JULES MOCH.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le ministre de l'agriculture,*
PIERRE PFLIMLIN.

# DÉCRETS, ARRÊTÉS & CIRCULAIRES

## PRÉSIDENCE DU CONSEIL

### POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

**Décret n° 49-788 du 14 juin 1949 portant modification des conditions de concession et d'exploitation des liaisons spécialisées.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones) et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu le décret du 17 juin 1938 concernant la procédure de fixation des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques;

Vu l'article 5 du décret du 26 décembre 1946 portant réaménagement de certaines taxes postales, télégraphiques et téléphoniques;

Vu le décret n° 48-1422 du 16 septembre 1948 portant réaménagement de certaines taxes postales, télégraphiques et téléphoniques;

Vu le décret n° 48-1984 du 31 décembre 1948 portant réaménagement de certaines taxes postales, télégraphiques et téléphoniques,

Décrète:

Art. 1er. — Peut être autorisée par arrêté du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones), la location de liaisons spécialisées destinées à relier deux ou plusieurs établissements appartenant à des personnes morales ou physiques non coassociées mais dont les activités sont complémentaires et doivent être coordonnées dans un but d'intérêt général.

Art. 2. — Les liaisons spécialisées destinées à la transmission de courants de télémesures ou de télécommandes bénéficient d'une réduction de 40 p. 100 sur les redevances mensuelles de location-entretien et d'usage normalement applicables dans la relation considérée.

Sont exclusivement considérées comme liaisons de l'espèce des liaisons destinées:

1° A l'échange de signaux d'appel ou d'alarme;

2° A desservir des appareils de mesure;

3° A faire fonctionner des dispositifs spéciaux.

En aucun cas, les signaux échangés ne doivent avoir le caractère d'une correspondance.

Art. 3. — Peut être autorisé par l'administration des postes, télégraphes et téléphones:

*a*) L'exploitation alternativement au téléphone et au télégraphe d'une liaison spécialisée;

*b*) L'exploitation simultanée au téléphone et au télégraphe d'une liaison spécialisée;

*c*) L'utilisation d'une liaison spécialisée du type téléphonique comme support de voies télégraphiques. L'installation et l'entretien du matériel nécessaire pour la réalisation des voies télégraphiques seront à la charge de l'usager.

Dans les cas prévus aux paragraphes *b* et *c*, la redevance à percevoir est celle applicable à une liaison spécialisée téléphonique ordinaire, majorée de 20 p. 100 par voie télégraphique supplémentaire utilisée.

Art. 4. — Toute installation faite sur une liaison spécialisée doit être soumise à une autorisation préalable à la mise en service donnée par l'administration des postes, télégraphes et téléphones.

Des arrêtés pris par le secrétaire d'Etat aux postes, télégraphes et téléphones pourront fixer les conditions techniques à remplir pour obtenir l'autorisation préalable de mise en service.

Les frais auxquels le contrôle par l'administration des postes, télégraphes et téléphones des liaisons prévues aux articles 2 et 3 pourrait donner lieu sont remboursés par les permissionnaires sur production de titres de perception dressés par l'administration des postes, télégraphes et téléphones. Les locataires sont tenus également de pourvoir aux frais d'acquisition, d'installation et d'entretien des appareils nécessaires au contrôle lorsqu'ils utilisent sur leurs liaisons des appareils qui ne sont pas en usage dans le bureau de l'administration des postes, télégraphes et téléphones où ce contrôle s'exerce ou que les besoins du contrôle exigent l'emploi permanent d'un appareil spécial.

Art. 5. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones) et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones),*
EUGÈNE THOMAS.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
EDGAR FAURE.

**Décret n° 49-789 du 14 juin 1949 portant réaménagement: des tarifs de location à la presse de secteurs Baudot ou Verdan dans les relations avec la Corse et l'Afrique du Nord; des tarifs de transmission des phototélégrammes.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones), du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu le décret du 5 juin 1935 créant un service de phototélégrammes dans le régime intérieur et les textes subséquents;

Vu le décret du 17 avril 1937 relatif au mode d'établissement de la taxe fixée par le décret du 29 août 1936 pour les phototélégrammes du régime intérieur transmis entre postes privés;

Vu le décret du 17 juin 1938 concernant la procédure de fixation des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques;

Vu le décret n° 45-2007 du 31 août 1945 portant fixation: 1° des taxes postales applicables aux journaux et écrits périodiques dans le régime intérieur ainsi que dans les relations franco-coloniales et intercoloniales; 2° des taxes télégraphiques de presse dans le régime intérieur;

Vu le décret n° 48-1984 du 31 décembre 1948 portant réaménagement de certaines taxes postales, télégraphiques et téléphoniques;

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 6 du décret n° 45-2007 du 31 août 1945 sont abrogées et remplacées par les suivantes:

« Mise à la disposition des journaux ou agences de presse de voies télégraphiques entre la France continentale d'une part, la Corse et l'Afrique du Nord d'autre part;

« Redevance de location par appareil télétypeur, clavier Baudot, clavier Verman, utilisé:

« Pour la première demi-heure qui est indivisible ..... 240 F.

« Par période supplémentaire de cinq minutes ou fraction de cinq minutes en excédent..... 40 ».

Art. 2. — Les dispositions du paragraphe 4: « Phototélégrammes » de l'article 5 du décret n° 48-1984 du 31 décembre 1948 sont remplacées par les suivantes:

« 1° Phototélégrammes échangés entre deux postes publics ou entre un poste public et un poste privé:

« *a*) Les deux postes étant fixes. 1.200 F.

« *b*) Le poste public étant mobile ..... 2.460

2° Phototélégrammes échangés entre deux postes privés:

« Par phototélégramme, lorsque la durée de transmission est inférieure à dix minutes ..... 900 F.

« Lorsque la durée de transmission est supérieure à dix minutes:

« Pour les dix premières minutes. 900

« Par dix minutes ou fraction de dix minutes en sus des dix premières ..... 900

« L'usage d'un poste privé est soumis à l'autorisation préalable de l'administration; les appareils utilisés doivent être choisis uniquement parmi les modèles types agréés par l'administration ».

Art. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 4. — Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones), le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1949.

RENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones),*
EUGÈNE THOMAS.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
EDGAR FAURE.

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**Décret du 14 juin 1949 acceptant la démission d'officiers publics et ministériels, nommant des officiers publics et ministériels, supprimant des offices et conférant l'honorariat à d'anciens officiers publics et ministériels.**

Par décret en date du 14 juin 1949:

Sont acceptées les démissions de:

M. Demnard (Pierre), notaire à la résidence de Nice, canton de ce nom (Alpes-Maritimes).

M. Monjon (Fernand), notaire à la résidence de Versailles, canton de ce nom (Seine-et-Oise).

M. Laumonier (François), avoué près le tribunal de première instance de Saumur (Maine-et-Loire).

M. Deguingand (Bernard-Louis-Joseph), huissier du tribunal de première instance de Loudun (Vienne).

M. Forlay (Pierre-Marie-Louis), huissier du tribunal de première instance de Quimper (Finistère).

Sont supprimés:

L'office d'avoué près la cour d'appel de Lyon, vacant par suite de la démission acceptée de M. Vaure (Joseph-Rémi-Eugène), à charge par MM. Mauret, Escoffier, Seignol, Brondel, Laforest, Bureau du Colombier, Mourand, Rollet, Guichard, Aguirand, Gontier, Collin, Jacob, Dulac, Dumont et Beroud, avoués près la même cour, de verser à titre d'indemnité à M. Vaure ou aux ayants droit de celui-ci, dans les deux mois de la notification du présent décret, et avec les intérêts légaux en cas de retard, la somme de 360.000 F, qui sera ainsi répartie:

MM. Mauret payera: 33.750 F.
Escoffier payera: 33.750 F.
Seignol payera: 33.750 F.
Brondel payera: 33.750 F.
Laforest payera: 22.500 F.
Bureau du Colombier payera: 22.500 F.
Mourand payera: 22.500 F.
Rollet payera: 22.500 F.
Guichard payera: 22.500 F.
Aguirand payera: 22.500 F.
Gontier payera: 22.500 F.
Collin payera: 22.500 F.
Jacob payera: 11.250 F.
Dulac payera: 11.250 F.
Dumont payera: 11.250 F.
Beroud payera: 11.250 F.

En conséquence le décret du 6 juin 1936, qui avait fixé à dix-sept le nombre des avoués près la cour d'appel de Lyon, est modifié et ce nombre est réduit à seize.

L'office d'avoué près le tribunal de première instance de Saumur, vacant par suite de la démission acceptée de M. Laumonier (François), à charge par MM. Aubineau, Moche, Bauchard et Bonneau, avoués près le même tribunal de verser audit M. Laumonier ou aux ayants droit de celui-ci dans les deux mois de la notification du présent décret et avec les intérêts légaux en cas de retard, la somme de 250.000 F qui sera ainsi répartie:

MM. Aubineau payera: 75.000 F.
Moche payera: 75.000 F.
Bauchard payera: 62.500 F.
Bonneau payera: 37.500 F.

En conséquence, le décret du 7 septembre 1867 qui a fixé à cinq le nombre des avoués près le tribunal de Saumur est modifié et ce nombre est réduit à quatre.

L'office d'huissier du tribunal de première instance de Niort (Deux-Sèvres), vacant par suite de la démission acceptée de M. Bouffard (René-Pierre-Eugène), à charge par MM. Barbeau, Baudry, Quintard et Hervé, huissiers du même tribunal de payer à titre d'indemnité à M. Bouffard ou à ses ayants droit, dans les deux mois de la notification du présent décret et avec les intérêts légaux en cas de retard, la somme de 400.000 F, qui sera ainsi répartie:

MM. Barbeau payera: 368.000 F.
Baudry payera: 12.000 F.
Quintard payera: 12.000 F.
Hervé payera: 8.000 F.

En conséquence, le décret du 8 mai 1934, qui fixait à huit le nombre des huissiers du tribunal de Niort, est modifié et ce nombre est réduit à sept.

L'office d'huissier du tribunal de première instance de Barbezieux (Charente), vacant par suite de l'acceptation de la démission de M. Cramaih (Henri-Marc-Raymond), à charge par M. Thibaud, huissier du même tribunal, de payer à M. Cramaih ou à ses ayants droit, dans les deux mois de la notification du présent décret et avec les intérêts légaux en cas de retard, la somme de 50.000 F, à titre d'indemnité.

En conséquence, le décret du 7 février 1922, qui a fixé à sept le nombre des huissiers du tribunal de Barbezieux, est modifié et ce nombre est réduit à six.

L'office d'huissier du tribunal de première instance de Guéret, vacant par suite de la démission acceptée de Me Michonet, à charge par Me Jardy, huissier du même tribunal, de payer à Me Michonet ou à ses ayants droit, dans les deux mois de la notification du présent décret et avec les intérêts légaux en cas de retard, la somme de 40.000 F, à titre d'indemnité.

En conséquence, le décret du 21 mars 1937, qui a fixé à neuf le nombre des huissiers du tribunal de Guéret, est modifié et ce nombre est réduit à huit.

Sont nommés:

M. Amiel (René), notaire à la résidence d'Auterive, canton de ce nom (Haute-Garonne), en remplacement de M. Espert (Pierre), décédé.

M. Blanloeil (Alfred-Marie-André-Léon), notaire à la résidence de Palmbœuf, canton de ce nom (Loire-Inférieure), en remplacement de M. Lecuyer (Alexis-Louis-Marie), démissionnaire.

M. Bloyet (Fernand-Georges-Auguste), notaire à la résidence de Rabodanges, canton de Putanges (Orne), en remplacement de M. Blanloeil (Alfred-Marie-André-Léon), démissionnaire.

M. Bordarier (René-Samuel), notaire à la résidence de Saint-Gilles, canton de ce nom (Gard), en remplacement de M. Longueville (Emile-Joseph-Simon), démissionnaire.

M. Bouché-Pillon (Charles-Alphonse), notaire à la résidence de Bar-sur-Seine, canton de ce nom (Aube), en remplacement de M. Bloyet (Fernand-Georges-Auguste), démissionnaire.

M. Drojat (Jean-Joseph), notaire à la résidence de Felletin, canton de ce nom (Creuse), en remplacement de M. des Lions (Marie-Gustave-Antonin), décédé.

M. Girault (Léon-Aimé-Louis), notaire à la résidence de Fontenay-le-Comte, canton de ce nom (Vendée), en remplacement de M. Arsicaud (Louis-Charles-Honoré), démissionnaire.

M. Hiribarren (Marie-Edmond), notaire à la résidence d'Ustaritz, canton de ce nom (Basses-Pyrénées), en remplacement de M. Hiribarren (Jean-Louis), son père, démissionnaire.

M. Issartial (Ernest-Camille), notaire à la résidence de Villeneuve-les-Avignon, canton de ce nom (Gard), en remplacement de M. Geoffroy (Jean-Ferdinand), non acceptant, et dont la nomination est rapportée, à charge de verser à la caisse des dépôts et consignations à titre d'indemnité, préalablement à sa prestation de serment, la somme de huit cent mille francs, qui sera consignée pendant une durée de six mois au profit de qui de droit.

M. Joly (Michel-Victor-René), notaire à la résidence de Cartelegue, canton de Blaye (Gironde), en remplacement de M. Camillessus (Louis-César), démissionnaire.

M. Leroy (Marcel-Désiré), notaire à la résidence de Saint-Amant-Roche-Savine, canton de ce nom (Puy-de-Dôme), en remplacement de M. Rochelois (Lucien-Antonin-Pierre), démissionnaire.

M. Leylavergne (François-Jean), notaire à la résidence de Benevent-l'Abbaye, canton de ce nom (Creuse), en remplacement de M. Peyron (Jean-Marius), décédé.

M. Mahieu (Michel-Gabriel-Joseph), notaire à la résidence de Château-Regnault-Bogny, canton de Montherme (Ardennes), en remplacement de M. Guy (Charles-Robert), décédé.

M. Marlin (Henri-Emile), notaire à la résidence de Reims, canton de ce nom (Marne), en remplacement de M. Beauvais (Jean-Emile-Georges), mort pour la France.

M. Mathieu (Maurice-Daniel-Paulin), notaire à la résidence de Mauriac, canton de ce nom (Cantal), au poste laissé vacant par la démission qu'il en avait donnée et qui a été acceptée par arrêté du 21 juin 1916; le payement de la valeur du droit de présentation dudit office, évaluée à 925.000 F, aura lieu par confusion.

M. Morand (Roger-Marie-Jacques), notaire à la résidence de Lalinde, canton de ce nom (Dordogne), en remplacement de M. Chavoix (Clément-Pierre-André), démissionnaire.

M. Noe (Roger-Henri-Jean), notaire à la résidence de Caderousse, canton d'Orange (Vaucluse), en remplacement de M. Grimaud (Auguste-Pascal), décédé.

M. Poupinet (Georges-René-Ernest), notaire à la résidence de Charmes, canton de ce nom (Vosges), en remplacement de M. Jeandel (Pierre), mort pour la France.

M. Sicard (Paul-Guillaume), notaire à la résidence de Marseille (Bouches-du-Rhône), en remplacement de M. Allegre (Henry-Marie-Thomas), décédé.

M. Thorel (Félix-Alexis-Louis-Joseph), notaire à la résidence de Landivy, canton de ce nom (Mayenne), en remplacement de M. Hubiol (Auguste-Marie-Michel), démissionnaire.

M. Brendel (André-Emile-Adolphe), avoué près le tribunal de première instance de Bergerac (Dordogne), en remplacement de M. Jouanel (André), démissionnaire.

M. Brunet (Jean-Honoré-Laurent), avoué près le tribunal de première instance de Bonneville (Haute-Savoie), en remplacement de M. Brunet (Jean-Alban), démissionnaire.

M. Fossemale (André-Paul), avoué près le tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Barbu (Paul-Louis), démissionnaire.

M. Lemonnier (Jacques-Marie-Charles-Robert), avoué près le tribunal de première instance d'Yvetot (Seine-Inférieure), en remplacement de M. Lemonnier (Robert-Narcisse), son père, démissionnaire.

M. Loyer (Léon-Yves-François), avoué près le tribunal de première instance de Fougères (Ille-et-Vilaine), en remplacement de M. Ruffle (Joseph-Francis-Pierre), démissionnaire.

M. Regnault (Pierre-Jean), avoué près le tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Pittaud de Forges (Jacques-Charles-Albert-Auguste), décédé.

M. Renaudeau (Lucien), avoué près le tribunal de première instance de Montfort-sur-Meu (Ille-et-Vilaine), en remplacement de M. Loyer (Léon-Yves-François), démissionnaire.

M. Saulnier (Gustave-Edmond-Georges), avoué près le tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Servin (Pierre-Henri-Jules-Louis), démissionnaire.

Mme Seguin (Andrée-Charlotte), veuve Mauduit, avoué près le tribunal de première instance d'Yvetot (Seine-Inférieure), en remplacement de M. Mauduit (Fernand-Auguste-Adolphe), son mari décédé.

M. Tandonnet (Jean-Marie-Joseph-Augustin-Eugène), avoué près le tribunal de première instance de Condom (Gers), en remplacement de M. Ardilouze (Constantin-François), démissionnaire.

M. Barlitier (André-Sylvain-Jean), huissier du tribunal de première instance de Joigny (Yonne), en remplacement de M. Simonin (Robert-Marie-Camille), décédé.

M. Bocquel (Jean), huissier du tribunal de première instance des Sables-d'Olonne (Vendée), en remplacement de M. Monod (Denis-William-Edouard), démissionnaire.

M. Bodecot (Jean-Emile-Gustave), huissier du tribunal de première instance de Dunkerque (Nord), en remplacement de M. Serlooten (Anatole-Alban-Aristide), décédé.

M. Carrier (Fernand-Auguste-Camille), huissier du tribunal de première instance de Trévoux (Ain), en remplacement de M. Faudel (René-Jean), démissionnaire.

M. Citerne (Jean-Joseph), huissier du tribunal de première instance de Montbrison (Loire), en remplacement de M. Dhonte (Robert-Roger-Raymond), démissionnaire.

M. Davy (Armand-Désiré Victor-Jules), huissier du tribunal de première instance de Vendôme (Loir-et-Cher), en remplacement de M. Heitschel (Louis-Eugène-Germain), démissionnaire.

M. Dhonte (Robert-Roger-Raymond), huissier du tribunal de première instance d'Hazebrouck (Nord), en remplacement de M. Gay (François-Léon-Omer), démissionnaire.

M. Dufrêne (Lucien-Victor-Fernand), huissier du tribunal de première instance d'Orléans (Loiret), en remplacement de M. Dufrêne (Emile-Fernand), son père, démissionnaire.

M. Forget (Albert-Jean-Hippolyte-Auguste), huissier du tribunal de première instance de Quimper (Finistère), en remplacement de M. Forget (Albert-Jean-Marie), son père, mort pour la France.

M. Forlay (Pierre-Marie-Louis), huissier du tribunal de première instance de Châteaulin (Finistère), en remplacement de M. Thos (Joseph-Marie), démissionnaire.

M. Gourd (Edmond), huissier du tribunal de première instance de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), en remplacement de M. Rouyre (Jean-Rodolphe), démissionnaire.

M. Klener (Désiré), huissier du tribunal de première instance de Mulhouse (Haut-Rhin), en remplacement de M. Beyhurst (Joseph-François-Xavier), nommé à d'autres fonctions.

M. Lassagne (René-Pierre), huissier du tribunal de première instance de Cusset (Allier), en remplacement de M. Papon (Pierre-Alfred), démissionnaire.

M. Martinot (René-Charles), huissier du tribunal de première instance de Louviers (Eure), en remplacement de M. Poisson (René-Jean), démissionnaire.

M. Monod (Denis-William-Edouard), huissier du tribunal de première instance de Cusset (Allier), en remplacement de M. Lassagne (René-Pierre), démissionnaire.

M. Perreau (Pierre), huissier du tribunal de première instance d'Auxerre (Yonne), en remplacement de M. Darces (Emile-Louis-Vincent), démissionnaire.

M. Pommarel (Jean-Baptiste-Germain), huissier du tribunal de première instance d'Ussel (Corrèze), en remplacement de M. Bourdain (René-Laurent), démissionnaire.

Mlle Quinet (Simone-Reine-Marguerite), huissier du tribunal de première instance de Wassy (Haute-Marne), en remplacement de M. Quinet (Charles-Augustin), son père, décédé.

M. Willmann (Marie-André-Joseph), huissier du tribunal de première instance de Saint-Dié (Vosges), en remplacement de M. Laivée (René-Marcel), démissionnaire.

L'honorariat est conféré à:

M. Guillemard (Charles-Louis-Maurice), ancien notaire à la résidence de Dijon (Côte-d'Or).

M. Rayer (Louis-Edouard), ancien notaire à Tours-sur-Marne (Marne).

M. Riou (Jean), ancien notaire à la résidence de Pont-Croix (Finistère).

M. Faure (Antoine), ancien huissier du tribunal civil de Corbeil (Seine-et-Oise).

M. Poussard (Emmanuel-Théodore-Marie), ancien huissier du tribunal de première instance de la Seine.

### Administration pénitentiaire.

Par arrêté du 10 juin 1949:

Est muté, par nécessité de service, en la même qualité:

Aux prisons de Fresnes: M. Dubreuil (Henri), surveillant chef adjoint (2e classe) à la maison d'arrêt de la Rochelle, détaché à l'île d'Yeu.

Est nommée surveillante stagiaire aux prisons de Fresnes:

Mme Dubreuil (Hélène), surveillante auxiliaire à la maison d'arrêt de Fontenay-le-Comte, détachée à l'île d'Yeu.

## GRANDE CHANCELLERIE DE LA LEGION D'HONNEUR

### Radiations et suspension dans la Légion d'honneur et la médaille militaire.

Par arrêtés du grand chancelier en date du 8 juin 1949, ont été:

1° Rayés des matricules de la Légion d'honneur:

MM.

Baudienville (Julien-Georges-Ernest, chevalier de la Légion d'honneur du 22 janvier 1936, en qualité de rédacteur principal des postes, télégraphes et téléphones, rayé à compter du 9 mars 1945.

Berret (François-Gabriel), chevalier de la Légion d'honneur du 25 décembre 1935, en qualité de lieutenant, centre de mobilisation d'artillerie n° 11, rayé à compter du 25 mai 1945.

2° Sont rayés des contrôles de la médaille militaire:

MM.

Bourguignon (Auguste), médaillé militaire du 11 juillet 1922, en qualité de sergent, bataillon d'infanterie coloniale de Diégo-Suarez, rayé à compter du 4 février 1946.

Brumas (Pierre-Joseph), médaillé militaire du 7 octobre 1932, en qualité de sergent, centre mobilisateur du génie n° 4, rayé à compter du 14 décembre 1948.

Drouot (Marius-Paul), médaillé militaire du 20 octobre 1931, en qualité de soldat, centre de mobilisation d'artillerie n° 17, rayé à compter du 10 octobre 1945.

Finou (Asiscle-Jean-Michel), médaillé militaire du 6 juillet 1919, en qualité de gendarme à la 16e légion, rayé à compter du 15 janvier 1945.

Gorlier (Louis-Marie-Julien), médaillé militaire du 11 mars 1936, en qualité d'adjudant-chef, 3e bataillon de l'air, rayé à compter du 9 mars 1945.

Martinez (Eluterio), médaillé militaire du 31 décembre 1938, en qualité de soldat, recrutement de Nice, rayé à compter du 7 mars 1946.

Potet (Constant), médaillé militaire du 30 avril 1907, en qualité de sergent à la section d'infirmiers militaires des troupes coloniales, rayé à compter du 5 avril 1945.

Romajon (Clément-Louis-Marie), médaillé militaire du 7 octobre 1932, en qualité de soldat, 184e régiment d'artillerie lourde, rayé à compter du 12 avril 1945.

3° Suspendu de plein droit de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de médaillé militaire:

M. Cachin (Constant), médaillé militaire du 28 juin 1935, en qualité d'adjudant, 153e régiment d'infanterie, suspendu à compter du 11 juillet 1945.

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décret du 1er juin 1949 portant création de bureaux de bienfaisance mixtes dans la commune mixte du Haut-Sebaou et dans la commune de plein exercice de Saint-Eugène (département d'Alger).**

Par décret en date du 1er juin 1949:

La création d'un bureau de bienfaisance mixte est autorisée dans la commune mixte du Haut-Sebaou (département d'Alger).

La création d'un bureau de bienfaisance mixte est autorisée dans la commune de Saint-Eugène (département d'Alger).

**Décret du 1er juin 1949 portant création de bureaux de bienfaisance mixtes dans les communes des Trois-Marabouts, de Beni-Saf, de Frenda et de Nemours (département d'Oran).**

Par décret en date du 1er juin 1949:

La création d'un bureau de bienfaisance mixte est autorisée dans la commune des Trois-Marabouts (département d'Oran).

La création d'un bureau de bienfaisance mixte est autorisée dans la commune de Beni-Saf (département d'Oran).

La création d'un bureau de bienfaisance mixte est autorisée dans la commune de Frenda (département d'Oran).

La création d'un bureau de bienfaisance mixte est autorisée dans la commune de Nemours (département d'Oran).

**Décret n° 49-790 du 14 juin 1949 portant modification aux conditions d'admission aux fonctions de commissaires de police de la ville de Paris et du département de la Seine.**

Le président du conseil des ministres,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 11 du décret du 8 avril 1928, modifié par les décrets du 20 juillet 1932, du 23 décembre 1940, du 13 avril 1942 et du 4 février 1943, est et demeure abrogé.

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre de l'intérieur,*
JULES MOCH.

**Décret du 14 juin 1949 portant reclassement de membres de l'inspection générale de l'administration au ministère de l'intérieur.**

Par décret en date du 14 juin 1949:

Sont reclassés en qualité d'inspecteurs généraux de l'administration les inspecteurs généraux des services administratifs dont les noms suivent:

M. Brunschwig-Bordier (Jacques), avec une ancienneté de 2 ans 6 mois et 22 jours au 30 octobre 1948 dans la 1re classe de son grade.

M. Petit (Robert), avec une ancienneté de 2 ans 3 mois et 29 jours au 30 octobre 1948 dans la 1re classe de son grade.

M. Wuillaume (Roger), avec une ancienneté de 3 ans 1 mois et 15 jours au 30 octobre 1948 dans le 2e échelon de la 2e classe de son grade.

Les fonctionnaires nommés inspecteurs généraux de l'administration au titre des dispositions transitoires du décret du 4 mars 1948, modifié par le décret du 1er septembre 1948, sont reclassés comme suit, dans le corps de l'inspection générale de l'administration:

M. Bidaux (Fernand), avec une ancienneté de 5 mois et 12 jours au 30 octobre 1948 dans la 1re classe de son grade.

M. Kahn (Robert), avec une ancienneté de 2 mois au 30 octobre 1948 dans la 1re classe de son grade.

M. Meynial (Henri), avec une ancienneté de 2 mois au 30 octobre 1948 dans la 2e classe de son grade.

**Décret du 15 juin 1949 portant dissolution du conseil municipal et institution d'une délégation spéciale dans la commune de Cahors (Lot).**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu les articles 43 et 44 de la loi du 5 avril 1884;

Vu l'article 23 du décret du 5 novembre 1926;

Vu l'article 42 de la loi du 5 avril 1884, modifié par la loi du 9 mars 1936;

Vu l'article 77 de la loi du 5 avril 1884 modifié par la loi du 9 mars 1936;

Vu la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales, et notamment ses articles 1er et 7;

Considérant que, depuis les élections municipales qui se sont déroulées, le 19 octobre 1947, dans la commune de Cahors (Lot), il a été procédé à la désignation du maire et des adjoints;

Que, par la suite, quinze membres du conseil municipal, au nombre desquels figurent le maire et les adjoints, ont remis leur démission, qui est définitive;

Que l'application des paragraphes 1er et 2 de l'article 7 de la loi du 5 septembre 1947 susvisée relatif aux vacances survenues au sein des conseils municipaux des communes de 9.000 habitants et plus, ne permettrait pas de compléter intégralement le conseil municipal;

Que l'article 77 de la loi du 5 avril 1884 modifié par la loi du 9 mars 1936 prescrit qu'avant la convocation des conseillers municipaux en vue de la désignation du maire ou des adjoints, il est procédé aux élections complémentaires qui pourraient être nécessaires pour compléter le conseil municipal;

Qu'en ce qui concerne la ville de Cahors (Lot), commune de plus de 9.000 habitants, des élections complémentaires ne sauraient être envisagées, cette procédure devant avoir nécessairement pour conséquence de détruire la représentation proportionnelle, applicable à ladite commune en vertu de l'article 1er de la loi du 5 septembre 1947 susvisée, ce qui serait contraire à l'objet même de la loi;

Qu'au surplus, la loi du 5 septembre 1947 susvisée ne prévoit aucun cas d'élections complémentaires, mais seulement le renouvellement intégral du conseil municipal, dans l'hypothèse où il a perdu la moitié de son effectif;

Que cette règle, qui se substitue, pour les communes de 9.000 habitants et plus, aux prescriptions de l'article 42, paragraphe 1er, de la loi du 5 avril 1884, modifiée par la loi du 9 mars 1936 prévoyant des élections complémentaires dans le cas où le conseil a perdu le tiers de ses membres, n'a pas pour conséquence de lever l'interdiction faite par l'alinéa 1er du paragraphe 3 de l'article 77 de la loi du 5 avril 1884, de procéder à l'élection du maire ou des adjoints, sans avoir, au préalable, complété, en cas de besoin, le conseil municipal;

Que, dans ces conditions, le conseil municipal de Cahors (Lot) se trouve dans l'impossibilité de procéder valablement à l'élection du maire et des adjoints;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune de Cahors (Lot) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans cette commune une délégation spéciale composée de MM. Maury (Jean), Bessodes (Henri), Barthelemy (Rémy).

Art. 3. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre de l'intérieur,*
JULES MOCH.

### Sûreté nationale.

AGENTS SPÉCIAUX

Par arrêté en date du 15 avril 1949, sont mutés pour convenances personnelles:

M. Jegard (Raymond), inspecteur photographe, agent spécial de 3e classe, à la brigade de police judiciaire à Rennes.

M. Bouquet (Joseph), inspecteur photographe, agent spécial de 3e classe, à la brigade de police judiciaire à Rouen.

INSPECTEURS

Par arrêté en date du 22 février 1949, est muté dans l'intérêt du service: M. Bordenave (André), inspecteur de 2e classe, au service des renseignements généraux à Canfranc.

Par arrêté en date du 23 février 1949, est muté pour convenances personnelles, M. Valadier (Pierre), inspecteur de 1re classe, officier de police judiciaire, à la direction générale de la sûreté nationale.

Par arrêtés en date des 29 mars et 16 avril 1949, pris en application de l'ordonnance du 15 juin 1945 et du décret du 18 avril 1946, ont été promus:

*Inspecteur principal de 3e classe.*

M. Klein (Hermann), inspecteur de 1re classe.

*Inspecteur de 1re classe.*

M. Delarue (Jacques), inspecteur de 2e classe.

Par arrêté en date du 5 avril 1949, M. Chames (Félix), inspecteur de 1re classe, est mis en congé avec demi-traitement pour six mois (dixième congé), en application de l'article 93 de la loi du 19 octobre 1946.

Par arrêté en date du 14 avril 1949, M. Magnou (Eugène), inspecteur de 1re classe, est mis en congé avec traitement pour six mois (cinquième congé), en application des dispositions de l'article 93 de la loi du 19 octobre 1946.

Par arrêtés en date du 15 avril 1949, sont mutés dans l'intérêt du service:

M. Léonard (Jean), inspecteur principal de 2e classe, officier de police judiciaire, au service des renseignements généraux à Brest.

M. Yschard (Robert), inspecteur de 2e classe, à la brigade de surveillance du territoire de Lille.

Par arrêtés en date du 15 avril 1949, sont mutés pour convenances personnelles:

M. Foucher (Roger), inspecteur stagiaire, à la brigade de police judiciaire à Montpellier.

M. Corroyer (Albert), inspecteur de 1re classe, au service des renseignements généraux à Avignon.

Par arrêté en date du 19 avril 1949, est muté pour convenances personnelles: M. Belin (Gaston), inspecteur stagiaire au service des renseignements généraux à Nîmes.

Par arrêtés en date du 19 avril 1949, sont mutés dans l'intérêt du service:

M. Nardin (Henri), inspecteur de 3e classe, officier de police judiciaire au service des renseignements généraux à Monteeau-les-Mines.

M. Michaud (Honoré), inspecteur principal de 2e classe, au service des renseignements généraux à Modane.

M. Barret (André), inspecteur de 2e classe, au service des renseignements généraux du Creusot.

Par arrêté en date du 25 avril 1949, est muté dans l'intérêt du service: M. Texier (Jean), inspecteur de 3e classe au service des renseignements généraux à Poitiers.

Par arrêté en date du 25 avril 1949 sont mutés pour convenances personnelles:

M. Locuyer (Pierre), inspecteur de 1re classe, à la direction générale de la sûreté nationale.

M. Hubert (Vital), inspecteur de 1re classe, à la brigade de police judiciaire à Reims.

Par arrêté en date du 26 avril 1949, M. Charpenay (Jules) est muté au service des renseignements généraux à Bourg.

## MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

**Modification de la composition de la commission centrale des rentes à allouer par suite d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.**

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles (art. 51, 54 et 56);

Vu le décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi (art. 120 et 123);

Vu le décret n° 47-711 du 15 avril 1947 relatif aux régimes spéciaux (art. 3, al. 1er et 5);

Vu l'arrêté du 6 janvier 1948 portant création d'une commission centrale des rentes à allouer par suite d'accidents du travail ou de maladies professionnelles,

Arrête:

Art. 1er. — L'article 2 de l'arrêté du 6 janvier 1948 susvisé est modifié ainsi qu'il suit:

« Art. 2. — Cette commission est composée comme suit:

« 1° Quatre représentants de l'administration:

« Le directeur de l'administration générale ou son délégué président;

« Le chef du bureau du personnel dont relève la catégorie de personnel à laquelle appartient la victime de l'accident ou de la maladie;

« Le directeur ou le chef de service de la victime ou son représentant;

« Le chef du bureau du contentieux;

« 2° Quatre représentants du personnel désignés par les organisations syndicales les plus représentatives, soit:

« Un représentant de la C. G. T.-F. O.;

« Un représentant de la C. F. T. C.;

« Un représentant de la C. G. T.;

« Un représentant du syndicat national autonome des personnels du ministère de l'industrie et du commerce.

« Il est prévu un suppléant pour chaque représentant ».

Art. 2. — Le directeur de l'administration générale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 mai 1949.

Pour le ministre et par délégation:
*Le chef adjoint du cabinet,*
MARCEL FOURNÉ.

**Nomination du rapporteur général des commissions des marchés instituées auprès des entreprises publiques dépendant du ministère de l'industrie et du commerce.**

Par arrêté du 10 juin 1949, M. Schwob, inspecteur général du ministère de l'industrie et du commerce, est nommé rapporteur général des commissions des marchés instituées auprès des entreprises publiques dépendant du ministère de l'industrie et du commerce.

M. Schwob est autorisé, en cas d'absence ou d'empêchement, à se faire remplacer par un fonctionnaire qu'il lui appartiendra de désigner.

**Nomination des rapporteurs et secrétaires de la commission des marchés d'Electricité de France.**

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi n° 48-1268 du 17 août 1948 tendant au redressement économique et financier;

Vu le décret n° 48-1312 du 18 septembre 1948 instituant des commissions des marchés auprès des entreprises publiques dépendant du ministère de l'industrie et du commerce,

Vu l'arrêté ministériel du 18 janvier 1949 fixant la liste des entreprises publiques dépendant du ministère de l'industrie et du commerce auprès desquelles doivent être créées des commissions de marchés;

Vu l'arrêté interministériel du 20 mars 1949 nommant les membres de la commission des marchés d'Electricité de France;

Vu le décret n° 49-651 du 9 mai 1949 modifiant l'article 1er du décret du 18 septembre 1948 susvisé;

Sur la proposition du directeur du gaz et de l'électricité,

Arrête:

Art. 1er. — Les ingénieurs ou ingénieurs en chef des ponts et chaussées et les ingénieurs ou ingénieurs en chef des mines relevant de la direction du gaz et de l'électricité exercent, sur désignation du directeur du gaz et de l'électricité, les fonctions de rapporteurs auprès de la commission des marchés d'Electricité de France.

Art. 2. — MM. Aren, ingénieur des ponts et chaussées au service central de l'électricité, et Heliot, rédacteur au 1er bureau de la direction du gaz et de l'électricité, exercent respectivement les fonctions de secrétaire et secrétaire adjoint de ladite commission.

Art. 3. — En exécution de l'article 3 du décret du 18 septembre 1948 susvisé, les frais résultant du fonctionnement de la commission précitée seront à la charge d'Electricité de France.

Art. 4. — Le directeur du gaz et de l'électricité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 juin 1949.

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
PIERRE BERTRUS.

**Nomination des membres du conseil d'administration du centre technique de l'industrie horlogère.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 26 avril 1949: page 4166, 2e colonne, au lieu de: « Louis Bourreau-Derroches », lire: « Louis Bonneau-Desroches »; au lieu de: « Roger Le Danoix », lire: « Roger Le Danois ».

## MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

**Administration centrale.**

Par arrêté du 14 juin 1949, Mme Marsault (Yvonne), administrateur civil de 2e classe à l'administration centrale des travaux publics, des transports et du tourisme, est placée dans la position de disponibilité sans traitement pour une durée de deux ans, en application de l'article 120 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires.

Cette disposition prend effet à dater du 1er juillet 1949.

## MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

**Décret du 28 février 1949 portant concession de la médaille militaire.**

Par décret en date du 28 février 1949, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées, le conseil de l'ordre entendu, sont décorés de la médaille militaire les militaires dont les noms suivent (services exceptionnels et de résistance), pour prendre rang du 30 décembre 1948:

ABGRALL (Yves), aspirant.

BASTIN (Marcel-Jean-Laurent), adjudant.

BELLON (Jules-Octave), gendarme.

BERGER (René), sergent.

BIZET (Gonslave-François-Louis-Joseph), adjudant-chef.

BONNEL (Ferdinand), caporal.

BRUGIDOU (Gabriel-Jean).

CROCHEZ (René), sergent-major.

DELBOS (Pierre), adjudant-chef.

DOLMAIRE (Marcel), sergent.

CONNET (Georges-Marius), sergent-chef.

GRILLET (Emile-Rodolphe).

GUITTARD (Pierre-Marcel), adjudant-chef.

LAMBOLEZ (Victor-Joseph-Jérémie), adjudant.
LEFORT (Maurice-Abel), adjudant.
LEHMULLER (René), aspirant.
MASSOL (Jean), caporal.
MATRAS (Georges), sergent.

Ces concessions comportent l'attribution de la Croix de guerre avec palme, mais annulent les Croix de guerre antérieurement attribuées ou les citations déjà accordées pour des faits semblables.

**Décret du 10 juin 1949 portant promotion d'un officier général de la marine.**

Le Président de la République,

Sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées,

Vu la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de la marine et du corps des équipages de la flotte;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Est promu dans la 1re section du cadre des officiers généraux de la marine:

*Au grade de vice-amiral.*

(A compter du 20 mai 1949.)

M. le contre-amiral Amanrich (Jean), du port de Toulon, en remplacement de M. le vice-amiral Collinet, décédé.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres, le ministre de la défense nationale et le secrétaire d'Etat aux forces armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juin 1949.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil des ministres,*
HENRI QUEUILLE.

*Le ministre de la défense nationale,*
PAUL RAMADIER.

*Le secrétaire d'Etat aux forces armées,*
JOANNÈS DUPRAZ.

**Décret du 15 juin 1949 portant admission et promotion d'un officier général dans la 2e section du cadre de l'état-major général de l'armée.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre);

Vu la loi du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée;

Vu le décret du 6 juin 1939 portant statut des officiers généraux de la 2e section du cadre de l'état-major général de l'armée;

Vu le décret du 5 août 1943 sur les promotions des officiers généraux;

Vu l'ordonnance du 2 novembre 1945 portant publication au *Journal officiel* des nominations et promotions des officiers;

Vu le décret n° 47-2270 du 29 novembre 1947 fixant les attributions du ministre des forces armées et des secrétaires d'Etat aux forces armées;

Vu le décret n° 48-1420 du 16 septembre 1948 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la défense nationale;

Vu le décret n° 48-1434 du 16 septembre 1948 relatif aux attributions du ministre de la défense nationale et des secrétaires d'Etat aux forces armées;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. le général de brigade Hurault (Louis-Ariste-Alexandre) est admis dans la 2e section du cadre de l'état-major général de l'armée, à compter du 23 septembre 1940 (régularisation).

Art. 2. — M. le général de brigade Hurault, du cadre de réserve, est promu général de division dans la 2e section du cadre de l'état-major général de l'armée, rang du 1er octobre 1944 (régularisation).

Art. 3. — Le président du conseil des ministres, le ministre de la défense nationale et le secrétaire d'Etat aux forces armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 juin 1949.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil des ministres,*
HENRI QUEUILLE.

*Le ministre de la défense nationale,*
PAUL RAMADIER.

*Le secrétaire d'Etat aux forces armées,*
MAX LEJEUNE.

**Décret du 15 juin 1949 portant affectation d'officiers généraux de l'armée de terre (1re section du cadre de l'état-major général de l'armée).**

Le Président de la République,

Sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées,

Vu la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers;

Vu l'article 34 de la loi de pension du 30 décembre 1913;

Vu le décret du 5 août 1943 sur les affectations dans l'armée;

Vu le décret du 7 décembre 1948 relatif à l'emploi des officiers généraux;

Vu le décret n° 49-524 du 15 avril 1949 fixant la liste des emplois d'officiers généraux des armes de l'armée de terre;

Vu le décret n° 47-2270 du 29 novembre 1947 fixant les attributions du ministre des forces armées et des secrétaires d'Etat aux forces armées;

Vu le décret n° 48-1420 du 16 septembre 1948 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la défense nationale;

Vu le décret n° 48-1434 du 16 septembre 1948 relatif aux attributions du ministre de la défense nationale et des secrétaires d'Etat aux forces armées;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les officiers généraux dont les noms suivent, reçoivent les affectations ci-après:

M. le général de brigade Eon (Albert-Marie), commandant le groupement non endivisionné de la 5e région.

M. le général de brigade Masson (Pierre-Auguste), en mission « hors cadres » à la disposition du commissaire général aux affaires allemandes et autrichiennes, comme gouverneur militaire du secteur français de Vienne (pour prendre effet du 4 juillet 1949).

Art. 2. — Le président du conseil des ministres, le ministre de la défense nationale et le secrétaire d'Etat aux forces armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française

Fait à Paris, le 15 juin 1949.

VINCENT AURIOL.

Par le président de la République:

*Le président du conseil des ministres,*
HENRI QUEUILLE.

*Le ministre de la défense nationale,*
PAUL RAMADIER.

*Le secrétaire d'Etat aux forces armées,*
MAX LEJEUNE.

**Décret n° 49-791 du 14 juin 1949 fixant la liste des emplois d'officiers généraux des services de santé des armées.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale et des secrétaires d'Etat aux forces armées,

Vu la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers;

Vu le décret n° 47-2270 du 29 novembre 1947 fixant les attributions du ministre des forces armées et des secrétaires d'Etat aux forces armées;

Vu le décret n° 48-1420 du 16 septembre 1948 relatif aux attributions du ministre de la défense nationale;

Vu le décret n° 48-1434 du 16 septembre 1948 relatif aux attributions du ministre de la défense nationale et des secrétaires d'Etat aux forces armées;

Vu le décret n° 48-1634 du 16 novembre 1948 portant fusion de deux directions et d'un service relevant des secrétaires d'Etat aux forces armées et une direction centrale du service de santé relevant du ministre de la défense nationale;

Vu le décret du 7 décembre 1948 relatif à l'emploi des officiers généraux, et notamment l'article 1er dudit décret;

Après avis des conseils supérieurs de la guerre, de la marine et de l'air et du comité de la défense nationale;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — En vue de l'application du décret du 7 décembre 1948 relatif à l'emploi des officiers généraux, les officiers généraux des services de santé des armées ne peuvent occuper que l'un des emplois figurant sur la liste ci-après:

I. — *Armée de terre.*

(Métropole.)

| | |
|---|---|
| Directeur des services de santé des armées | (1) |
| Inspecteurs techniques des services de santé (chirurgie, hygiène et épidémiologie) | (2) |
| Directeur de l'école d'application du Val-de-Grâce | (1) |
| Directeur de l'école du service de santé de Lyon | (1) |
| Directeurs des services de santé régionaux (métropole) | (6) |
| Directeur du service de santé en Afrique du Nord | (1) |
| Directeur du service de santé des troupes d'occupation en Allemagne | (1) |

II. — *Armée de mer.*

| | |
|---|---|
| Inspecteur technique des services techniques de santé des armées et des écoles | (1) |
| Inspecteur technique de la médecine de travail dans les établissements industriels et les arsenaux des armées | (1) |
| Directeur de l'école principale du service de santé de la marine à Bordeaux | (1) |
| Directeur adjoint auprès du directeur des services de santé des armées | (1) |
| Directeurs régionaux | (2) |
| Inspecteurs technique des services pharmaceutiques et chimiques | (1) |

III. — *Armée de l'air.*

| | |
|---|---|
| Inspecteur technique de médecine aéronautique | (1) |
| Directeur du centre d'études médico-physiologique | (1) |
| Directeur régional | (1) |

Art. 2. — Trois officiers généraux des services de santé des armées n'occupant pas l'un des emplois visés à l'article précédent peuvent être laissés, en situation d'activité, à la disposition du ministre de la défense nationale et des secrétaires d'Etat aux forces armées.

Art. 3. — Ne figurent pas sur la liste prévue à l'article 1er les emplois non rémunérés sur les crédits ouverts aux budgets des dépenses militaires ou rémunérés sur ces crédits, mais à un autre titre que celui d'officier général ou assimilé.

Art. 4. — Le ministre de la défense nationale et les secrétaires d'Etat aux forces armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la défense nationale,*
PAUL RAMADIER.

*Le secrétaire d'Etat aux forces armées,*
MAX LEJEUNE.

*Le secrétaire d'Etat aux forces armées,*
JOANNÈS DUPRAZ.

*Le secrétaire d'Etat aux forces armées,*
JEAN-MOREAU.

**Décret du 14 juin 1949 portant nomination d'un membre suppléant de la commission de revision des marchés de fortification.**

Par décret en date du 14 juin 1949, M. Noël (Henry), inspecteur général de 1re classe des ponts et chaussées, est nommé membre suppléant de la commission de revision des marchés de fortification, en remplacement de M. Tartrat, inspecteur général de 1re classe des ponts et chaussées, en retraite, démissionnaire.

**Décret du 14 juin 1949 portant promotions (armée de terre, active).**

Par décret en date du 14 juin 1949, sont promus, à titre définitif:

ARMÉE ACTIVE

TROUPES MÉTROPOLITAINES

**Infanterie.**

*Au grade de capitaine nord-africain.*

(Pour prendre rang du 1er avril 1949.)

Les lieutenants:

MM. Mohamed ben Larbi ben Djilalli.
Mohsen ben Hadj Hassen Sakka.
Hammou ben Akka ben Hadj Haddou.

**Décret du 14 juin 1949 portant nominations et promotions dans le cadre des officiers du service de santé des troupes coloniales (armée de terre, active).**

Par décret en date du 14 juin 1949:

Sont nommés dans le cadre des officiers du service de santé des troupes coloniales, avec le grade de médecin sous-lieutenant, les élèves de l'école principale du service de santé de la marine et de l'école du service de santé militaire ci-après désignés, reçus docteurs en médecine (nouveau régime d'études):

*Médecins sous-lieutenants.*

(A dater du 10 février 1949.)

M. Lande (Paul-Raymond), reçu docteur en médecine le 9 février 1949.

(A dater du 15 février 1949.)

M. Jousselin (André), reçu docteur en médecine le 14 février 1949.

Par application des dispositions de la loi du 17 février 1926 et du décret du 22 août 1928 (art. 17), modifié par le décret du 15 septembre 1946, les médecins sous-lieutenants ci-dessus désignés prennent rang dans leur grade, sans rappel de solde, du 31 décembre 1945 et sont promus, sans rappel de solde, au grade de médecin lieutenant, pour prendre rang du 31 décembre 1947.

**Décret du 14 juin 1949 portant acceptation d'offres de démission présentées par des officiers d'active (troupes coloniales).**

Par décret en date du 14 juin 1949, sont acceptées, pour compter du 1er mai 1949, les offres de démission de leur grade d'officier d'active présentées par les officiers des troupes coloniales dont les noms suivent:

M. Guisset (Fernand-Louis-Napoléon), capitaine d'infanterie coloniale.

M. Laprevotte (Robert-Henri), lieutenant d'artillerie coloniale.

Ces officiers sont nommés dans les réserves des troupes coloniales, avec leur grade et leur ancienneté de grade, pour compter de la même date.

**Décret du 14 juin 1949 portant acceptation d'offre de démission d'un officier d'active (troupes coloniales).**

Par décret en date du 14 juin 1949, est acceptée, pour compter du 26 décembre 1946, l'offre de démission de son grade présentée par M. le sous-lieutenant d'infanterie coloniale Braun (Jean-Pierre-Nathan).

Cet officier est nommé dans les réserves de l'infanterie coloniale, avec son grade et son ancienneté de grade, pour compter de la même date.

**Décret du 14 juin 1949 portant acceptation d'offre de démission de son grade d'un officier d'active (troupes coloniales).**

Par décret en date du 14 juin 1949, est acceptée, pour compter du 1er mai 1949, l'offre de démission de son grade d'officier d'active, présentée par M. le lieutenant d'administration de l'intendance coloniale Augier de Cremiers (Jean-Louis).

Cet officier est nommé, avec son grade et son ancienneté de grade, dans le cadre auxiliaire de l'intendance, pour compter de la même date.

**Décret du 14 juin 1949 portant acceptation d'offre de démission de son grade d'un officier d'active (troupes coloniales).**

Par décret en date du 14 juin 1949, est acceptée, pour compter du 1er juin 1949, l'offre de démission de son grade d'officier d'active présentée par M. le lieutenant d'infanterie coloniale Vitte (Bernard).

Cet officier est nommé dans les réserves de l'infanterie coloniale avec son grade et son ancienneté de grade, pour compter de la même date.

**Décret du 14 juin 1949 portant changement d'arme (armée de terre, réserve).**

Par décret en date du 14 juin 1949:

Sont admis, sur leur demande, par voie de changement d'arme, avec leur grade et leur ancienneté de grade, dans les cadres de réserve des troupes coloniales, pour compter de la date du présent décret, les officiers de réserve désignés ci-après:

**Infanterie coloniale.**

MM. les lieutenants:

Alzayeta (Jacques-Martin-Clément), venant de la cavalerie (Afrique occidentale française).

Hourcastagnou (Jean-Louis), venant de la chancellerie coloniale (1re région).

Laurin (René-Georges), venant de l'infanterie métropolitaine (1re région).

Mayaudon (Pierre), venant de l'infanterie métropolitaine (Indochine).

**Artillerie coloniale.**

M. le sous-lieutenant Lepron (Maurice), venant de l'artillerie métropolitaine (1re région).

**Cadre des adjoints administratifs des corps de troupe coloniaux.**

M. le lieutenant Pare (Henri-Joseph-Paul), venant de l'infanterie coloniale (3e région).

M. le sous-lieutenant Jans (Georges), venant de l'infanterie coloniale (1re région).

**Chancellerie coloniale.**

M. le lieutenant Poblet (Roger-Emile), venant de l'infanterie coloniale (1re région).

**Service des matériels et bâtiments coloniaux.**

M. le capitaine Debernardi (Georges-Emile-Etienne), venant de l'artillerie coloniale (9e région).

M. le lieutenant Le Goff (André-François-Marie), venant de l'infanterie coloniale (1re région).

**Service de santé colonial.**

M. le médecin capitaine Chatenier (Ludovic), venant du service de santé métropolitain (Indochine).

M. le capitaine d'administration Tupinier (Georges-Maxime), venant du service de santé métropolitain (Indochine).

Sont admis d'office, par voie de changement d'arme, avec leur grade et leur ancienneté de grade, dans les cadres de réserve des troupes coloniales, pour compter de la date du présent décret, les officiers de réserve des troupes métropolitaines désignés ci-après:

**Infanterie coloniale.**

MM. les capitaines:

Baudon (Roger-Louis), venant de la cavalerie (Afrique équatoriale française).

Desnoyers de Bléville (Marc), venant de la cavalerie (Afrique équatoriale française).

Paumier (Gilbert-Sylvain), venant de la cavalerie (Afrique équatoriale française).

M. le lieutenant Journiac (René-Antoine), venant de la cavalerie (Afrique équatoriale française).

M. le sous-lieutenant Hoche (Paul-Bernard), venant de l'infanterie (Madagascar).

**Artillerie coloniale.**

MM. les sous-lieutenants:

Gueguen (Gilbert), venant du train (Afrique occidentale française).

Pupin (Emile-Roger), venant du train (Afrique occidentale française).

**Service de santé colonial.**

M. le médecin lieutenant Labail (Maurice-Paul), venant du service de santé métropolitain (Afrique équatoriale française).

M. le pharmacien sous-lieutenant Marie (Marie-Louis-Armand), venant du service de santé métropolitain (Martinique).

M. le lieutenant d'administration de Bergevin (Daniel-Joseph), venant du service de santé métropolitain (Afrique occidentale française).

**Décret du 14 juin 1949 portant réintégration dans les cadres de réserve (armée de terre).**

Par décret en date du 14 juin 1949, sont réintégrés dans les cadres de réserve de l'infanterie coloniale, avec leur grade, les officiers désignés ci-après:

M. le chef de bataillon Villet (Georges-François), pour compter du 26 octobre 1948 (1re région).

M. le sous-lieutenant Martin (Léon-Bertin), pour compter du 27 septembre 1946 (4e région).

**Décret du 14 juin 1949 portant admission dans les réserves d'un officier des troupes coloniales.**

Par décret en date du 14 juin 1949, M. le chef de bataillon d'infanterie coloniale Parsi (André-Emile-Ange-Edouard) est admis dans les réserves des troupes coloniales, pour compter du jour de sa radiation des contrôles de l'armée active.

Cet officier est promu au grade de lieutenant-colonel de réserve, pour compter de la même date.

**Décret du 14 juin 1949 portant admission dans les réserves de deux officiers des troupes coloniales.**

Par décret en date du 14 juin 1949, les officiers dont les noms suivent sont admis dans les réserves des troupes coloniales, pour compter du jour de leur radiation des contrôles de l'armée active:

*Avec le grade de colonel d'infanterie coloniale.*

M. Solin (Maurice-Léon-Jean), lieutenant-colonel.

*Avec le grade de lieutenant-colonel d'infanterie coloniale.*

M. Chevallier (Charles-Thomas), chef de bataillon.

**Décret du 14 juin 1949 portant admission dans les réserves (troupes coloniales).**

Par décret en date du 14 juin 1949, sont admis dans les réserves des troupes coloniales avec leur grade et leur ancienneté de grade, pour compter du jour de leur radiation des contrôles de l'armée active, les officiers dont les noms suivent:

**Infanterie coloniale.**

*Lieutenant-colonel.*

M. Guillon (César-Edouard).

*Chef de bataillon.*

M. Raze (Paul-Albert-Roger).

**Service des matériels et bâtiments coloniaux.**

*Lieutenant.*

M. Luigi (Jérôme-Pierre-Lucien).

**Service de santé colonial.**

*Médecin colonel.*

M. Leiris (Gustave-Cyrille-Pierre).

**Décret portant modification à un précédent décret, promotions et nominations dans l'armée de terre (active) en faveur des élèves de la 9e série de l'école spéciale militaire interarmes.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 28 mai 1949, page 5265:

TROUPES METROPOLITAINES

**Infanterie.**

| Au lieu de: | Lire: |
|---|---|
| Rodallec (Henry-Marie) | Rodallec (Henri-Marie). |
| Silve (Louis-Jean-Charles) | Silve (Louis-Jean-Charles-Léopold). |
| Le Poittevin de La Croix de Vaubois (Yves-Marie). | Le Poittevin de Lacroix de Vaubois (Yves-Marie-Jude-Edmond-Joseph). |
| De Nompere de Champigny (Henry-Paul-Louis). | De Nompere de Champagny (Henry-Paul-Louis-Jean-Marie). |
| Besineau (Michel-Marie-Jean-Denis) | Besineau (Marie-Michel-Jean-Denis). |
| Henry (René-François) | Henry (René-Francis-Joseph-Albert). |
| Nouaillac (Yves-Etienne) | Nouaillac (Yves-Etienne-Pierre-Léon). |
| Des Rieux de La Villoubert (Pierre-Marie-Joseph-Aimé). | Des Rieux de La Villoubert (Pierre-Marie-Joseph-Anne). |
| Bonnieux (Jean-Marie-Michel-Just) | Bonnieux (Jean-Marie-Michel-Juste). |
| Lemerre (Alexandre-Léon-Emile-Jean) | Le Merre (Alexandre-Léon-Emile-Jean). |
| Loustau (Henri-Paul-Jean-Baptiste) | Loustau (Henri-Paul-Jean-Baptiste). |
| Najean dit Proeschel (Jacques-Henri-Georges). | Najean (Jacques-Henry-Georges). |
| Sapience (Roger-René-Robert) | Sapience (Roger-Robert-René). |
| Gallois (Didier-Alain) | Gallois (Didier-Jean-Alain). |
| Naitte (Jacques) | Haitte (Jacques). |
| Fayette (Henri) | Fayette (André). |
| Legac (Louis-Léon-Pierre-Ange) | Legac (Louis-Léon-Pierre-Ange-Marie). |

**Arme blindée et cavalerie.**

| Au lieu de: | Lire: |
|---|---|
| Lescalreyres (Raymond-Pierre) | Lescastreyres (Raymond-Pierre). |

**Artillerie.**

| Au lieu de: | Lire: |
|---|---|
| Chappelle (Marcel-Claude) | Chapelle (Marcel-Claude). |

**Génie.**

| Au lieu de: | Lire: |
|---|---|
| Neyrand (Joseph-Robert) | Neyrand (Joseph-Robert-Melchior-Marie). |
| Delahaye (Jean-Ernest-Martial-Marie-Joseph) | Delahaye (Jean-Ernest-André-Martial-Marie-Joseph). |
| Desfossey (Charles-Robert-Armand) | Desfossey (Charles-Robert-Armand-Célestin). |
| Reverchon (Henri-Aimé) | Reverchon (Henri-Aimé-Jean). |
| Millereau (Michel-Jean) | Millereau (Michel-Jean-Léon). |
| Perniceni (Jean-Raymond) | Perniceni (Jean-Antoine-Raymond). |
| Teste (Gabriel-Charles) | Teste (Gabriel-Marc-Charles-Marie). |
| Brunet (Omer-Louis-René-Raoul) | Brunet (Omer-Louis-Raoul-René). |
| Martineau (François-Paul) | Martineau (François-Armand-Paul). |
| Kern (René-François) | Kern (René-Gaston-François). |
| Bray (Robert-Jean) | Bray (Robert-Jean-Louis-Lucien). |
| Memain (Jean-Henri) | Memain (Jean-Henri-Lucien). |
| Jeudy (Georges-Ernest) | Jeudy (Georges-Ernest-Jules). |
| De La Lestra (Louis) | De La Lastra (Louis-Diégo-Joaquin). |
| Freisanet (Louis) | Freixanet (Louis). |
| Faivre (André) | Faivre (André-Louis-Eugène). |
| Cron (Emile-Victor) | Cron (Emile-Célestin-Victor-Marcel). |
| Cambarre (Fernand-Gabriel) | Combarre (Fernand-Gabriel). |

**Transmissions.**

| Au lieu de: | Lire: |
|---|---|
| Rustuel (Henri-Louis) | Rustuel (Henri-Louis-Victor). |
| Delargue d'Ervau (Jean-Claude-Léopold) | Delarge d'Ervau (Jean-Claude-Léopold). |
| Gallot (Pierre-Clément) | Gallot (Pierre-Clément-Augustin). |

TROUPES COLONIALES.

**Infanterie.**

| Au lieu de: | Lire: |
|---|---|
| Du Port de Poncharra (Bertrand-Charles) | Du Port de Poncharra (Bertrand-Charles). |
| Gillouard (Claude-François) | Gillouard (Claude-François). |
| Osterero (Marcel-Yves-Fernand) | Osterero (Marie-Yves-Fernand). |
| Malleguil (André-Joseph-Honoré) | Mallegol (André-Joseph-Honoré). |

**Artillerie.**

| Au lieu de: | Lire: |
|---|---|
| Laurens (Laurent-Jacques-Aimé) | Laurens (Raymond-Jacques-Aimé). |
| Gotmann (Arthur) | Golmann (Arthur). |

**Décret du 14 juin 1949 portant acceptation de la démission d'un officier de l'armée active.**

Par décret en date du 14 juin 1949, l'offre de démission de son grade de l'armée active présentée par M. le capitaine du corps des officiers de l'air (cadre sédentaire) Durutin (Charles-Paul), né le 5 avril 1901, est acceptée.

**Décret du 14 juin 1949 portant acceptation de la démission d'un officier de l'armée active.**

Par décret en date du 14 juin 1949, l'offre de démission de son grade de l'armée active présentée par M. le lieutenant du corps des officiers de l'air (cadre navigant) Girou (Jean-Gabriel-Marie), né le 12 octobre 1917, est acceptée.

M. Girou est nommé dans le corps des officiers de réserve de l'air (cadre navigant), à compter du jour de sa radiation des contrôles de l'activité, avec le grade de lieutenant à titre définitif, pour prendre rang du 15 août 1946.

**Décret du 14 juin 1949 portant promotion au grade de capitaine de réserve de l'armée de l'air.**

Par décret en date du 14 juin 1949, est promu au grade ci-après dans les réserves de l'armée de l'air, l'officier dont le nom suit inscrit au tableau d'avancement de 1947 (réserve):

**Corps des officiers de réserve de l'armée de l'air.**

CADRE NAVIGANT

(Rang du présent décret.)

M. Berge (Jacques-Raymond), lieutenant de l'armée active, démissionnaire, né le 5 avril 1911.

**Décret du 15 juin 1949 portant désignation d'un administrateur spécial de la S. N. E. C. M. A.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat aux finances, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées,

Vu la loi n° 48-1056 du 2 juillet 1948 plaçant la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation sous un statut spécial en vue de sa réorganisation;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. l'ingénieur en chef de 1re classe de l'air Desbruères (Henri) est nommé administrateur spécial de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation, à compter du 11 juin 1949, en remplacement de M. Potez (Henri), démissionnaire.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux finances, le ministre de la défense nationale et le secrétaire d'Etat aux forces armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la défense nationale,*
PAUL RAMADIER.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
EDGAR FAURE.

*Le secrétaire d'Etat aux forces armées,*
JEAN MOREAU.

**Régisseurs d'avances.**

Par arrêté du 8 juin 1949, M. l'aspirant Jacquot est nommé régisseur d'avances auprès du magasin régional d'habillement et du service de santé de l'air à Guakam (Afrique occidentale française), en remplacement de M. le sous-lieutenant Puidebois.

**Troupes coloniales.**

Par décision du 9 juin 1949, est nommé, en qualité de maître ouvrier de la 1re catégorie, le maître ouvrier de la 2e catégorie désigné ci-après:

*Tailleur.*

(A compter du 1er avril 1949.)

Boyer (Emile), sergent-major, de la section des C. O. A. Cx. de l'Afrique occidentale française.

**Liste d'admissibilité définitive au grade d'ingénieur des directions de travaux de 2e classe du commissariat de la marine.**

Sont déclarés admissibles au grade d'ingénieur des directions de travaux de 2e classe du commissariat de la marine, à la suite du concours ouvert le 5 avril 1949:

1 MM. Martin (Laurent), agent technique principal de 1re classe du commissariat de la marine.
2 Le Guen (Roger-Louis), agent technique principal de 2e classe du commissariat de la marine.

Fait à Paris, le 3 juin 1949.

Pour le secrétaire d'Etat chargé de la marine et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ALOF DE LOUVENCOURT.

**Liste, par ordre de mérite, des élèves attachés d'administration ayant satisfait aux examens de fin d'instruction de l'école des attachés d'administration de la marine à Cherbourg (session 1949).**

Rectificatif au *Journal officiel* du 4 juin 1949: page 5477, 1re colonne, 9e ligne, branche « Directions de travaux », entre: « 3 Monot (Daniel) » et: « 5 Le Guenno (Marcel) », ajouter: « 4 Lejeune (Yves) ».

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

**Ratification de la désignation du président du comité national interprofessionnel du lait de brebis pour l'année 1949.**

Par arrêté du 7 juin 1949, est ratifiée l'élection par les membres du comité national interprofessionnel du lait de brebis, de M. Clausel de Cousseroues comme président dudit comité pour l'année 1949.

**Eaux et forêts.**

Par arrêté en date du 1er mai 1949, les brigadiers des eaux et forêts dénommés ci-après sont mutés, sur leur demande, en la même qualité, aux postes indiqués ci-dessous:

M. Cheveau (Georges), à Quarré-les-Tombes (Yonne), maison forestière de la Vernoie, est nommé à Merry-sur-Yonne (Yonne), maison forestière de Cyr-Guillaume, brigade n° 10 de l'inspection des eaux et forêts de Sens.

M. Fraisse (Privat), à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche), est nommé aux Cabannes (Ariège), brigade n° 3 de la chefferie des eaux et forêts de Foix-Sud.

M. Garnier (Delphin), à Champagney (Haute-Saône), est nommé à Roquevaire (Bouches-du-Rhône), brigade n° 6 de la chefferie des eaux et forêts d'Aix-en-Provence.

M. Monnot (Jean), à Pont-de-l'Arche (Eure), maison forestière du Rond-de-France, est nommé à la Feuillie (Seine-Inférieure), maison forestière du Landel, brigade n° 3 de la chefferie des eaux et forêts de Lyons-la-Forêt.

M. Penin (Gustave), à Saint-Sauveur (Meurthe-et-Moselle), maison forestière de la Soye, est nommé à Rixheim (Haut-Rhin), maison forestière de l'Ile Napoléon, brigade n° 26 de l'inspection des eaux et forêts de Mulhouse.

Les gardes domaniaux dénommés ci-après sont mutés, sur leur demande, en la même qualité, aux postes indiqués ci-dessous:

M. Bechu (Louis), à Mayenne (Mayenne), est nommé à Betaincourt (Haute-Marne), triage n° 25 de l'inspection des eaux et forêts de Chaumont-Nord.

M. Billet (Gaston), à Levier (Doubs), est nommé à Boujailles (Doubs), triage n° 16 de l'inspection des eaux et forêts de Pontarlier.

M. Brochier (Robert), à Valjouffrey (Isère), est nommé à Oris-en-Rattier (Isère), triage n° 24 de l'inspection des eaux et forêts de Grenoble-Est.

M. Cart (Marcel), à Rozières (Haute-Marne), est nommé à Syam (Jura), triage n° 12 de l'inspection des eaux et forêts de Poligny.

M. Chatey (Jean), à Sancey-le-Grand (Doubs), est nommé à Clerval (Doubs), triage n° 6 de l'inspection des eaux et forêts de Besançon-Est.

M. Chevassu (Marcel), à Molrans-en-Montagne (Jura), non installé, est maintenu à Charchilla (Jura), triage n° 7 de l'inspection des eaux et forêts de Saint-Claude.

M. Corbel (Jean), à la disposition du conservateur des eaux et forêts au Mans (Sarthe), est nommé à Mouliherne (Maine-et-Loire), maison forestière du Péré, triage n° 2 de la chefferie des eaux et forêts d'Angers.

M. Dard (Léon), à Beurville (Haute-Marne), maison forestière des Grandes-Appointes, est nommé à Saint-Laurent-du-Jura (Jura), triage n° 2 de l'inspection des eaux et forêts de Saint-Claude.

M. Delpech (Joseph), à Odeillo via (Pyrénées-Orientales), est nommé à Prades (Pyrénées-Orientales), triage n° 5 de l'inspection des eaux et forêts de Perpignan.

M. Flicker (Paul), au Vallin (Vosges), est nommé à Vergons (Basses-Alpes), triage n° 32 de l'inspection des eaux et forêts de Digne.

M. Forcet (Pierre), à Sore (Landes), est nommé à Pissos (Landes), triage n° 13 de la chefferie des eaux et forêts de Mont-de-Marsan-Nord.

M. Humbert (Michel), à Moncel-les-Lunéville (Meurthe-et-Moselle), maison forestière de la Goutte-des-Meix, est nommé à Moncel-les-Lunéville (Meurthe-et-Moselle), maison forestière de Rendez-Vous, triage n° 20 de l'inspection des eaux et forêts de Lunéville.

M. Jacquard (Gilbert), à Montauville (Meurthe-et-Moselle), maison forestière du Père-Hilarion, est nommé à Bezange-la-Grande (Meurthe-et-Moselle), triage n° 37 de l'inspection des eaux et forêts de Nancy.

M. Lorrain (Emile), à Cirey-les-Mareilles (Haute-Marne), maison forestière de Saint-Cervaux, est nommé à Chalvraines (Haute-Marne), triage n° 24 de l'inspection des eaux et forêts de Chaumont-Sud.

M. Lecuyer (Henri), à la Ferrière-au-Doyen (Orne), maison forestière de la Mare-Bodin, est nommé à Montrichard (Loir-et-Cher), maison forestière d'Aigremont, triage n° 15 *bis* de l'inspection des eaux et forêts de Blois.

M. Levange (Anasthase), à Avallon (Yonne), est nommé à Dixmont (Yonne), triage n° 3 de l'inspection des eaux et forêts de Sens.

M. Menetrier (Maurice), à Chantrans (Doubs), est nommé au Russey (Doubs), triage n° 29 de l'inspection des eaux et forêts de Montbéliard.

M. Meynet (Louis), à Saint-Martin-sur-Arve (Haute-Savoie), non installé, est maintenu à Châtel (Haute-Savoie), triage n° 8 de l'inspection des eaux et forêts de Thonon.

M. Millot (Eugène), à Mouliherne (Maine-et-Loire), maison forestière du Péré, est nommé à Rocé (Maine-et-Loire), maison forestière de la Reine-de-Sicile, triage n° 1 de la chefferie des eaux et forêts d'Angers.

M. Mirgain (Sylvain), à Lachaussée (Meuse), maison forestière d'Haudronville, est nommé à Mirevaux (Vosges), triage n° 4 de l'inspection des eaux et forêts de Neufchâteau.

M. Noël (Albert), à Pisseleux (Aisne), maison forestière de Mortefert, est nommé à Montauroux (Var), triage n° 11 de l'inspection des eaux et forêts de Draguignan.

M. Peron (Charles), aux Ventes-Saint-Rémy (Seine-Inférieure), maison forestière du Fourdes-Vaux, non installé, est maintenu à la Caule-Sainte-Beuve, (Seine-Inférieure), maison forestière de Penthièvre, triage n° 19 de l'inspection des eaux et forêts de Dieppe.

M. Praniong (Justin), à Cassagnas (Lozère), est nommé à Chanac (Lozère), triage n° 17 de l'inspection des eaux et forêts de Mende-Ouest.

M. Rossi (Antoine), à Castelsarrazin (Tarn-et-Garonne), est nommé à Salagnac (Dordogne), maison forestière de Bellegarde, triage n° 5 de l'inspection des eaux et forêts de Périgueux.

M. Savy (Max), à Ceilhes (Hérault), non installé, est maintenu à Minerve (Hérault), triage n° 20 de la chefferie des eaux et forêts de Béziers.

M. Serrière (Emile), à Salmiech (Aveyron), est nommé à Saint-Etienne-de-Gourgas (Hérault), maison forestière de Larché, triage n° 11 de l'inspection des eaux et forêts de Montpellier.

M. Thomas (Louis), à Dourbies (Gard), est nommé à Labruguière (Tarn), triage n° 4 de la chefferie des eaux et forêts d'Albi.

M. Rebatet (Jean), à Aiguilles (Hautes-Alpes), est nommé à Marsanne (Drôme), triage n° 2 de l'inspection des eaux et forêts de Montélimar.

Par arrêté en date du 25 mai 1949, M. Thiertant (Gérard), garde domanial des eaux et forêts de 4e classe à Mars-la-Tour (Meurthe-et-Moselle), triage n° 11 de l'inspection des eaux et forêts de Briey, est révoqué de ses fonctions à compter de la date de la notification du présent arrêté.

Par arrêté en date du 31 mai 1949, M. Colin (Jean-Pierre-Marie), garde domanial des eaux et forêts à Nanteuil-la-Fosse (Marne), triage n° 8 de l'inspection des eaux et forêts de Reims, est rayé des cadres de l'administration des eaux et forêts à compter du 12 août 1948, date de sa suspension de fonctions.

Par arrêté en date du 1er juin 1949, est acceptée, sur sa demande, à compter du 9 avril 1949, la démission de M. Fossoyeux (Robert), garde domanial des eaux et forêts à Planrupt (Haute-Marne), triage n° 33 de l'inspection des eaux et forêts de Chaumont-Nord.

Par arrêté en date du 1er juin 1949, M. Dorlin (René-Auguste-Marie), garde forestier auxiliaire du cadre local provisoire du département de la Réunion, est licencié de ses fonctions à compter du 1er janvier 1949.

Par arrêté en date du 1er juin 1949, les arrêtés ministériels des 22 août 1947 et 1er octobre 1948 sont rapportés en ce qui concerne les nominations à l'emploi de garde domanial des eaux et forêts des candidats, désignés ci-après, non installés, savoir:

M. Dussart (Ernest), 231, boulevard Saint-Germain, à Paris, mis à la disposition du conservateur des eaux et forêts à Orléans (Loiret).

M. Leimbacher (Raymond-Joseph), à Eloie (territoire de Belfort), mis à la disposition du conservateur des eaux et forêts à Vesoul (Haute-Saône).

M. Spinosi (Jean), à Manco (Corse), mis à la disposition du conservateur des eaux et forêts à Chambéry (Savoie).

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

**Décret du 11 juin 1949 portant promotion et nominations dans l'ordre de la Santé publique.**

Par décret du 11 juin 1949, pris sur la proposition du ministre de la santé publique et de la population, sont promus et nommés dans l'ordre de la Santé publique:

*Au grade de commandeur.*

M. Renaud (Albert), administrateur du bureau de bienfaisance du 1er arrondissement de Paris, 3, rue Armand-Carrel, Paris.

*Au grade de chevalier.*

M. Laude (Placide), administrateur du bureau de bienfaisance de Roubaix, 82, boulevard du Général-Leclerc, à Roubaix (Nord).

M. Maillet (Louis), ancien administrateur du bureau de bienfaisance de Bourges, Asnières-lès-Bourges (Cher).

M. Parsy (Jules), administrateur du bureau de bienfaisance de Tourcoing, 176, rue Guisnes, à Tourcoing (Nord).

Mme Reynaud (Antoinette), administrateur du bureau de bienfaisance et de l'assistance médicale, 13, rue de Bruges, la Grande-Combe (Gard).

## MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

**Décret du 14 juin 1949 portant réintégration d'un administrateur adjoint des colonies précédemment en disponibilité.**

Par décret en date du 14 juin 1949, M. Jacquier (Jean), administrateur adjoint de 1re classe des colonies, en position de disponibilité sans traitement, pour une période d'un an, à compter du 2 janvier 1949, est réintégré, sur sa demande, dans ses fonctions, pour compter du 2 mai 1949.

**Décret du 14 juin 1949 modifiant le décret du 31 janvier 1949 plaçant en position de disponibilité sans traitement un administrateur adjoint des colonies.**

Par décret en date du 14 juin 1949, la date de départ de la position de disponibilité sans traitement dans laquelle a été placé M. Frances (Roger), administrateur adjoint de 2e classe des colonies, est reportée du 20 novembre 1948 au 20 février 1949.

**Augmentation des fonds de roulement et de l'annuité obligatoire de renouvellement de la régie des chemins de fer du Cameroun.**

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 31 mai 1949, le fonds de roulement de la régie des chemins de fer du Cameroun est porté à 150 millions, et l'annuité obligatoire de renouvellement à 50 millions.

**Modification de l'arrêté fixant les conditions et le programme du concours pour l'emploi de chiffreur colonial stagiaire.**

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 8 juin 1949, l'épreuve n° 3 de la série B (problème de mathématique), prévue à l'article 7 de l'arrêté du 8 août 1947, est remplacée par la suivante:

« Une série de tests mettant en valeur la rapidité de compréhension et la vivacité d'esprit des candidats ».

**Date de l'examen de sortie du stage prévu pour les stagiaires d'administration coloniale orientés vers les cadres de l'agriculture aux colonies.**

Par arrêté du 10 juin 1949, la date de l'examen de culture générale et de culture théorique prévu par l'article 2 de l'arrêté du 8 mai 1947, a été fixée au lundi 4 juillet 1949.

Le jury d'examen prévu par l'article 4 est composé comme suit:

Président:

Le directeur de l'agriculture, de l'élevage et des forêts.

Membres:

Le chef des services de l'agriculture à la direction de l'agriculture, de l'élevage et des forêts ou son représentant;

Le directeur de l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale;

Un représentant du directeur du personnel.

**Date du concours d'admission à l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale.**

Par arrêté du 10 juin 1949, la date des épreuves des concours pour l'admission des ingénieurs élèves dans le cadre du personnel des ingénieurs de l'agriculture aux colonies et pour l'admission des élèves réguliers à l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale a été fixé au lundi 12 septembre 1949; les épreuves de ces concours se dérouleront à Paris.

Le nombre des places mises au concours pour l'admission des ingénieurs stagiaires est fixé à deux.

Le nombre de places mises au concours en ce qui concerne les élèves réguliers sera fixé par décision du directeur de l'école supérieure d'application d'agriculture tropicale sans pouvoir être supérieur à deux.

**Approbation des statuts du centre technique forestier tropical.**

Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

Vu le décret n° 48-1119 du 15 septembre 1948 portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer;

Vu l'arrêté du 10 mai 1949 instituant un centre technique forestier tropical, et spécialement son article 3;

Après avis du comité directeur du fonds d'investissement et de développement économique et social des territoires d'outre-mer en date du 7 juin 1949,

Arrête:

Art. 1er. — Sont approuvés les statuts du centre technique forestier tropical annexés au présent arrêté.

Art. 2. — Le présent arrêté et les statuts y annexés seront publiés au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 13 juin 1949.

TONY MAILLON.

## STATUTS

### DU CENTRE TECHNIQUE FORESTIER TROPICAL (C. T. F. T.)

#### TITRE Ier. — *Constitution.*

Art. 1er. — Le C. T. F. T., constitué sous la forme d'une société d'Etat, possède un patrimoine dont l'administration et la disposition sont soustraites aux règles domaniales.

L'activité du C. T. F. T. s'exercera conformément aux lois et usages régissant le fonctionnement des sociétés commerciales privées.

Les litiges auxquels donnera lieu l'exercice de l'activité du C. T. F. T. seront portés devant les tribunaux qui seraient, en pareil cas, compétents à l'égard d'une entreprise commerciale privée.

Art. 2. — Le siège du C. T. F. T. est à Nogent-sur-Marne (Seine), 45 *bis*, avenue de la Belle-Gabrielle, et pourra être transféré en toute autre ville de l'Union française par simple décision du conseil.

#### TITRE II. — *Fonctionnement.*

Art. 3. — Le C. T. F. T. est géré par son conseil d'administration, dans les conditions fixées par l'article 6 de l'arrêté institutif du 10 mai 1949.

Les membres du conseil d'administration sont nommés par arrêté du ministre de la France d'outre-mer sur désignation effectuée dans les conditions prévues à l'article 6 de l'arrêté institutif.

Les fonctions de directeur général et celles de membre du conseil du C. T. F. T. sont incompatibles.

Le directeur général du C. T. F. T. ne pourra être simultanément président ou directeur général d'une autre société d'Etat, ou président, directeur général ou gérant d'une société ou entreprise privée.

Le directeur général et les membres du conseil doivent être ressortissants de l'Union française et jouir de leurs droits civils et politiques.

Art. 4. — A l'expiration de la deuxième et de la quatrième année, le tiers des membres du conseil sera renouvelé, les administrateurs sortants étant désignés par voie de tirage au sort. Le renouvellement se continuera ensuite par tiers tous les deux ans, dans l'ordre d'ancienneté, la durée du mandat d'administrateur étant de six ans. Ce mandat est renouvelable.

Les représentants des territoires auprès du conseil sont également désignés pour six ans. Leur mandat est renouvelable.

Les membres du conseil qui, en cours de fonctions, cessent de représenter la personne morale ou l'organisme sur la présentation desquels ils ont été désignés, doivent être remplacés. En cas de remplacement d'un administrateur en cours de mandat, le remplaçant n'est nommé que pour le temps restant à courir jusqu'à l'expiration normale de ce mandat.

Les fonctions d'administrateur peuvent encore prendre fin, en cours de mandat, soit par suite de décès ou de démission, soit sur demande motivée de remplacement émanant de la personne morale ou de l'organisme qui l'avait proposé.

Art. 5. — Le directeur général est nommé, et, le cas échéant, relevé de ses fonctions par le conseil d'administration et agréé par le ministre de la France d'outre-mer. La rémunération du directeur général est fixée par le conseil d'administration, sous réserve d'approbation par le ministre de la France d'outre-mer.

Le directeur général assure, sous l'autorité et le contrôle du conseil d'administration, le fonctionnement du C. T. F. T. Ses pouvoirs sont fixés par le conseil d'administration. Il est responsable de sa gestion devant le conseil d'administration.

Il a sous ses ordres le personnel du centre. Il engage, nomme et licencie les employés et ouvriers, en tenant compte éventuellement des conditions fixées par les contrats ou les conventions collectives.

Le président et le directeur général doivent s'acquitter de leur mission en se conformant aux règles édictées par la puissance publique pour l'exécution des plans de développement économique et social.

Art. 6. — Le conseil d'administration peut déléguer au directeur général tout ou partie de ses pouvoirs, sauf restrictions prévues à l'article 8 ci-dessous.

Il peut déléguer, également sous réserve des mêmes restrictions, certaines de ses attributions à un comité de direction composé de membres du conseil et du directeur général. Le président du conseil d'administration et l'administrateur représentant le service des eaux et forêts du ministère de la France d'outre-mer font obligatoirement partie du comité de direction.

Art. 7. — Le conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président ou à la demande de trois de ses membres aussi souvent que l'exige l'intérêt de la société.

Le directeur général peut assister à ces réunions, mais ne prend pas part au vote.

Le conseil peut nommer un secrétaire soit parmi ses membres, soit en dehors d'eux.

Tout administrateur peut déléguer ses pouvoirs à un autre administrateur à effet de voter en son lieu et place. Toutefois, le mandataire ne peut disposer de plus de deux voix, y compris la sienne.

Le conseil ne peut valablement délibérer que si les deux tiers au moins de ses membres assistent à la séance ou y sont représentés.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 8. — Le conseil d'administration procède à toutes opérations entrant dans l'objet du centre et le représente vis-à-vis des tiers et de toutes administrations.

Il a notamment les pouvoirs suivants, qui sont énonciatifs et non limitatifs:

Il élit le président du conseil et nomme le directeur général dans les conditions prévues à l'article 6 de l'arrêté institutif et sous réserve de l'agrément du ministre de la France d'outre-mer;

Il passe tous actes, contrats, traités ou marchés;

Il procède à toutes acquisitions ou cessions de brevets ou licences, conclut tous achats, ventes et locations d'immeubles, contracte tous emprunts avec ou sans hypothèques ou nantissements sur les biens du centre, autorise tous compromis, transactions, acquiescements, désistements et toutes mainlevées d'inscription de saisie, d'opposition avant ou après payement; il intente et suit toutes actions judiciaires ou poursuites, devant toutes juridictions, tant en demande qu'en défense; il détermine l'emploi des fonds disponibles et le placement des réserves; il procède à toutes acquisitions, aliénations et transferts de valeurs.

Ne peuvent recevoir d'exécution avant d'avoir été approuvées par le conseil d'administration les décisions portant sur les objets ci-après:

1° Statut du personnel;
2° Programmes généraux d'activité;
3° Programmes généraux d'investissements;
4° Emprunts à long et moyen terme, émission de bons et obligations, prises de participations financières et cessions de celles-ci;
5° Offres de concours aux entreprises privées ou publiques au-dessus d'un plafond fixé par le conseil;
6° Augmentation ou réduction du capital;
7° Modification des statuts;
8° Demande de liquidation judiciaire et dépôt de bilan;
9° Etats annuels de prévisions des recettes et dépenses;
10° Bilan annuel, compte de profits et pertes, constitution de réserves, fixation des bénéfices et propositions relatives à leur affectation;
11° Acquisition ou aliénation de biens immobiliers au-dessus d'un plafond fixé par le conseil;
12° Octroi d'hypothèque ou d'autres garanties;
13° Création ou acquisition de tous établissements commerciaux, industriels ou agricoles, fermeture de ces établissements.

Art. 9. — Les clauses d'exclusion et les incompatibilités formulées par les lois et décrets en vigueur en ce qui concerne l'exercice des fonctions de président, d'administrateur, de directeur général, de gérant, de commissaires aux comptes dans les sociétés par actions sont applicables aux personnes qui remplissent les fonctions correspondantes au C. T. F. T.

Art. 10. — Toute convention entre le C. T. F. T. et son directeur général ou l'un de ses administrateurs conclue soit directement, soit indirectement ou par personne interposée est nulle si elle n'a pas été autorisée au préalable par le conseil d'administration.

Il en est de même des conventions qui seraient passées entre le C. T. F. T. et une entreprise dont le directeur général ou l'un des administrateurs est propriétaire, associé en nom ou en participation, gérant, administrateur ou directeur général.

A peine de révocation de ses fonctions et sans préjudice d'autres sanctions, s'il y a lieu, l'intéressé est tenu, avant la conclusion du contrat de déclarer au conseil d'administration qu'il se trouve dans une des situations visées ci-dessus.

Art. 11. — Les opérations comptables du C. T. F. T. seront effectuées conformément aux règles en usage dans les établissements industriels et commerciaux et décrites suivant les normes du plan comptable général agréé par le ministère des affaires économiques (arrêté du 18 septembre 1947).

L'exercice social commencera le 1er juillet et se terminera le 30 juin de chaque année.

Exceptionnellement le premier exercice couvrira la période écoulée jusqu'au 30 juin 1950.

A la clôture de chaque exercice, le directeur général établira un inventaire et dressera un bilan ainsi qu'un compte de profits et pertes qui seront arrêtés par le conseil. Ce dernier fixera ensuite le montant des bénéfices nets en déduisant des produits nets:

*a*) Tous frais généraux et charges sociales comprenant notamment l'intérêt et l'amortissement de tous emprunts, tous traitements de la direction et du personnel et tous frais d'administration et de contrôle;

*b*) Toutes sommes destinées aux divers amortissements industriels et provisions pour amortissements éventuels ou pour risques industriels et commerciaux que le conseil jugerait à propos de faire sur les biens et valeurs du centre.

Sur le montant des bénéfices nets, il sera d'abord prélevé:

1° 5 p. 100 pour constituer un fonds de réserve légale jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital; en cas d'augmentation de celui-ci, la constitution de la réserve légale reprend son cours jusqu'au dixième du nouveau capital;

2° Les sommes que le conseil jugera à propos d'affecter à la constitution de réserves générales, fonds de prévoyance, d'amortissement, d'extension et de modernisation des installations.

Le surplus recevra l'affectation qui sera décidée par le ministre de la France d'outre-mer dans les conditions fixées à l'article 8 de l'arrêté institutif.

Art. 12. — Dans un délai de trois mois après la clôture de l'exercice, le conseil d'administration adresse au ministre de la France d'outre-mer un rapport écrit sur la situation du centre et sur son activité au cours de l'exercice; à ce rapport sont annexés le bilan, le compte de profits et pertes, le compte d'exploitation, l'inventaire et le rapport des commissaires aux comptes.

Art. 13. — Sous les réserves stipulées à l'article 9 de l'arrêté institutif, le personnel du C. T. F. T. est placé, en ce qui concerne ses droits et obligations, sous le régime applicable aux salariés des entreprises privées.

#### TITRE III. — *Contrôle.*

Art. 14. — Auprès du C. T. F. T. sont placés deux commissaires aux comptes nommés par arrêté des ministres de la France d'outre-mer et des finances et choisis dans la métropole parmi les membres de l'ordre des experts comptables dans les conditions fixées par l'article 33 de la loi du 24 juillet 1867, modifié par l'article 4 du décret-loi du 8 août 1935, pour les sociétés faisant appel à l'épargne publique.

Ces commissaires exercent leur mission dans les conditions prévues pour les sociétés anonymes par la loi du 24 juillet 1867 et par les textes subséquents.

Ils adressent leurs rapports sur les comptes du C. T. F. T. au président du conseil d'administration.

Art. 15. — Le commissaire du Gouvernement est chargé:

1° De veiller à l'exécution, par le centre, des dispositions de l'arrêté institutif et de toutes conventions passées entre l'Etat ou les collectivités publiques d'outre-mer et le centre, ainsi que de toutes dispositions d'ordre réglementaire général;

2° De contrôler l'exécution des programmes.

Le commissaire possède les pouvoirs d'investigation sur pièces et sur place pour l'examen de tous documents sociaux, des écritures, des comptes et des bilans.

Le commissaire assiste à toutes les séances du conseil d'administration et, s'il y a lieu, de tous comités de direction. A cet effet, les convocations, accompagnées des ordres du jour, lui seront adressées en même temps qu'aux personnes intéressées.

Le commissaire a le droit de suspendre l'exécution de toute décision du conseil d'administration qui lui paraîtrait porter atteinte à l'intérêt public ou aux droits particuliers de l'Etat.

Ce droit doit être exercé dans les deux jours ouvrables suivant la délibération relative à la décision en cause.

Le commissaire doit, en formulant son veto, en faire connaître explicitement les motifs au conseil d'administration.

Dans ce cas, le conseil d'administration sera réuni pour une nouvelle délibération qui ne pourra être prise qu'après réception des observations du ministre de la France d'outre-mer, ou, à défaut de celles-ci, après le quinzième jour suivant la première délibération.

Les décisions résultant de cette nouvelle délibération seront portées à la connaissance du ministre de la France d'outre-mer dans un délai de quatre jours ouvrables.

Elles ne seront exécutoires qu'après avoir été approuvées par le ministre de la France d'outre-mer.

Elles seront considérées comme approuvées si le ministre n'a pas notifié son désaccord dans le délai de quinze jours datant de la remise en ses bureaux de la copie conforme de la deuxième délibération du conseil d'administration.

Le commissaire peut exercer le même droit de veto contre les décisions de tout comité de direction; mais, dans ce cas, le conseil d'administration doit être, dans le plus bref délai, saisi de la question. Si la majorité du conseil d'administration confirme la décision du comité et que le commissaire persiste dans son veto, il est procédé comme ci-dessus.

Les frais de contrôle sont à la charge du C. T. F. T.

Art. 16. — Le ministre de la France d'outre-mer peut faire procéder par les fonctionnaires de l'inspection des colonies au contrôle et à la vérification *a posteriori*, tant sur pièces que sur place, de la gestion administrative, économique et financière du C. T. F. T. Les pouvoirs d'investigation des inspecteurs des colonies à l'égard du C. T. F. T. seront les mêmes qu'à l'égard des services publics; les inspecteurs des colonies sont autorisés à se faire assister d'experts dans l'exercice de leurs attributions de contrôle ou de vérification.

TITRE IV. — *Dispositions diverses.*

Art. 17. — En cas de dissolution du C. T. F. T., la réalisation de l'actif et le règlement du passif sont poursuivis conformément au droit des sociétés commerciales. L'actif net est remis à la disposition du F. I. D. E. S.

Art. 18. — Le C. T. F. T. est astreint aux mêmes formalités de publication et de publicité que les sociétés par actions.

Art. 19. — Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant du C. T. F. T., la dénomination devra être immédiatement suivie des mots: « Société d'Etat créée en application de la loi du 30 avril 1946 ».

Art. 20. — Le C. T. F. T. est soumis aux mêmes impôts que les entreprises privées.

### Désignation du directeur général de l'office des bois de l'Afrique équatoriale française.

Par arrêté en date du 11 juin 1949, M. Jean Fournois, ingénieur des eaux et forêts des colonies, est nommé directeur général de l'office des bois de l'Afrique équatoriale française, dans les conditions fixées par l'arrêté du 3 mai 1948, pour compter du 1er septembre 1949.

### Administration coloniale.

Par arrêté du 8 juin 1949, sont licenciés de leur emploi de stagiaires de l'administration coloniale:

MM. Devaud (Louis-Joseph-Camille).
Gobbe (Jacques-Raoul-Marcel).
Gualandi (Adolphe).
Lelièvre (Jean-Yves).

### Administration générale des colonies.

Par arrêté du 8 juin 1949, est acceptée la démission de son emploi offerte par M. Tessier (Louis), rédacteur de 1re classe d'administration générale des colonies autres que l'Indochine, pour compter du 20 mai 1949.

### Agriculture aux colonies.

Par arrêté en date du 8 juin 1949, M. Boiteau (Pierre-Louis), ingénieur adjoint de 1re classe des services de l'agriculture aux colonies, élu conseiller de l'Union française, a été placé en service détaché dans la position de congé hors cadres et sans solde, à compter du 9 avril 1949 et pour la durée de son mandat de conseiller à l'Assemblée de l'Union française.

Pendant cette période, l'intéressé sera astreint au versement de la retenue réglementaire de 6 p. 100 au profit de la caisse intercoloniale de retraites, la prise en compte de ses services ne donne pas lieu au versement de la contribution de 1½ p. 100 prévue à l'article 83 du décret du 1er novembre 1928 portant création de cette caisse.

### Haut commissariat de la République à Madagascar.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 27 mai 1949, M. de Buisson de Courson, inspecteur des finances, directeur adjoint du cabinet du haut commissaire de la République à Madagascar, est placé dans la position de mission en France pour une durée maximum de trois mois, à compter du jour de son arrivée dans la métropole, pour participer à une conférence qui se tiendra à Paris et qui sera consacrée plus spécialement aux problèmes relatifs au plan Marshall.

### Magistrature d'outre-mer.

Par arrêté du 8 juin 1949, M. Boni, juge de paix à compétence étendue de Ziguinchor, placé en position de mission au ministère de la France d'outre-mer par arrêtés des 2 décembre 1948, 7 février et 6 avril 1949, est maintenu dans cette position dans les mêmes conditions pour une nouvelle période de trois mois, pour compter du 16 mai 1949.

### Services civils de l'Indochine.

Par arrêté du 3 juin 1949, M. Dufour (Robert), administrateur de 1re classe des services civils de l'Indochine, conseiller aux affaires sociales du haut commissariat de France en Indochine, est placé dans la position de mission en France pendant une durée maximum d'un mois, à compter du jour de son débarquement, pour la mise au point des problèmes concernant les affaires sociales de la Fédération indochinoise.

### Transmissions coloniales.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 7 juin 1949, M. Vinay (Guy), ancien contrôleur de l'ex-cadre spécial temporaire des transmissions de l'Etat, est intégré définitivement dans le cadre général des transmissions coloniales, en qualité de chef de poste radioélectricien de 2e classe, pour compter du 1er février 1949, date de démission de son cadre d'origine.

M. Vinay (Guy) conserve dans son grade d'intégration 1 mois d'ancienneté civile.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 7 juin 1949, M. Lacroix (Louis) a été réintégré dans le cadre général des transmissions coloniales, sous réserve de son aptitude au service outre-mer, en qualité de sous-chef de poste de 3e classe, pour compter du 30 mars 1949, tant au point de vue de l'ancienneté que de la solde.

Sa situation financière sera régularisée compte tenu des émoluments qui lui ont été mandatés à titre d'agent contractuel de l'Afrique occidentale française.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 7 juin 1949, a été acceptée, pour compter du 1er janvier 1948, la démission de son emploi offerte par M. Boyer (Antide), contrôleur de 1re classe des transmissions coloniales.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 8 juin 1949, M. Joannard (Jean), chef de poste radio des transmissions coloniales, est maintenu, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans solde pour une deuxième période d'un an, à compter du 14 août 1949.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 8 juin 1949, a été acceptée la démission de son emploi offerte par M. Duzan (Robert), ingénieur principal de 4e classe des transmissions coloniales.

### Travaux météorologiques des colonies.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 7 juin 1949:

I. — M. Rapp (Paul) est nommé ingénieur adjoint stagiaire des travaux météorologiques du corps colonial et affecté provisoirement en Afrique équatoriale française,

II. — M. Rapp effectuera un stage à l'école d'application de la météorologie nationale à Paris, durant lequel il sera considéré, au point de vue de la solde, comme étant en service au département.

III. — Le traitement de cet agent est à la charge du territoire d'outre-mer où il est affecté.

IV. — La présente nomination de M. Rapp prend effet, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, pour compter de la date de son entrée en stage.

### Travaux publics des colonies.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 8 juin 1949, l'arrêté n° 303 du 9 mars 1949 portant promotion de M. Bigorgne à la 1re classe du grade d'ingénieur général, pour compter du 3 mars 1949, est modifié comme suit:

« M. Bigorgne (Ollivier), ingénieur général de 2e classe des travaux publics des colonies, est promu à la 1re classe de son grade, pour compter du 1er janvier 1947 du point de vue de l'ancienneté et pour compter du 3 mars 1949 du point de vue de la solde ».

### Vétérinaires des colonies.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 3 juin 1949, M. Granjou (Joseph), vétérinaire inspecteur principal de 2e classe du service de l'élevage et des industries animales, a été réintégré, sur sa demande, dans le cadre général du service de l'élevage et des industries animales aux colonies, à compter de la veille de son embarquement.

M. Granjou (Joseph) a été affecté à l'Indochine.

## MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

### Décret du 14 juin 1949 relatif à l'application de l'article 7 (2e) de la loi du 28 octobre 1946 sur les évacuations d'office ou par ordre de l'autorité militaire.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, et notamment son article 7;

Vu les décrets n° 46-2665 du 21 décembre 1946, n° 47-1103 du 14 juin 1947, n° 48-651 du 24 mars 1948, n° 48-1362 du 27 août 1948 et n° 48-2013 du 11 décembre 1948 relatifs à l'application de l'article 7 (§ 2e) de la loi précitée du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre,

Décrète:

Art. 1er. — Les tableaux annexés aux décrets n° 46-2665 du 21 décembre 1946, n° 47-1103 du 14 juin 1947, n° 48-651 du 24 mars 1948, n° 48-1362 du 27 août 1948 et n° 48-2013 du 11 décembre 1948 sont complétés par les tableaux annexes ci-joints.

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*
EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

*Le ministre de l'intérieur,*
JULES MOCH.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
EDGAR FAURE.

#### Département du Bas-Rhin.

Additif au décret n° 47-1103 du 14 juin 1947 (*Journal officiel* du 22 juin):

| ARRONDISSEMENT | CANTONS | COMMUNES | DATES D'ÉVACUATION |
|---|---|---|---|
| Wissembourg..... | Erstein ..... | Erstein (écart de Krafft comprenant la partie de la commune sise à l'Est du canal du Rhône au Rhin)..... | 1er septembre 1939—25 juin 1940. |
| | Seltz ..... | Buhl ..... | 14 janvier 1945—15 février 1945. |
| | Soultz-sous-Forêts .. | Hohwiller ..... | 22 mai 1940—11 juillet 1940. |
| | | Kuhlendorf ..... | 22 mai 1940—15 juillet 1940. |
| | | Reimerswiller ..... | 20 mai 1940— 5 juillet 1940. |
| | | Schwabwiller ..... | 22 mai 1940—25 juin 1940. |
| | Wœrth-sur-Sauer.... | Eberbach-Woerth ..... | 12 février 1945—22 mars 1945. |
| | | Preuschdorf ..... | 14 mai 1940—26 juin 1940. |

#### Département de la Charente-Maritime.

Additif au décret n° 48-651 du 24 mars 1948 (*Journal officiel* du 10 avril):

| ARRONDISSEMENT | CANTON | COMMUNES | PÉRIODES D'ÉVACUATION |
|---|---|---|---|
| Saintes ..... | Cozes ..... | Barzan ..... | 20 mai 1944— 9 mai 1945. |
| | | Boutenac ..... | 20 mai 1944— 9 mai 1945. |

#### Département du Doubs.

Additif au décret n° 48-1362 du 27 août 1948 (*Journal officiel* du 2 septembre):

| ARRONDISSEMENT | CANTON | COMMUNES | PÉRIODES D'ÉVACUATION |
|---|---|---|---|
| Montbéliard..... | Pont-de-Roide ..... | Pont-de-Roide ..... | 1er septembre 1944—12 septembre 1944 |
| Montbéliard..... | Pont-de-Roide ..... | Bourguignon ..... | 2 octobre 1944—18 novembre 1944. |

**Département de Maine-et-Loire.**

Additif et rectificatif au décret n° 48-651 du 21 mars 1948 (*Journal officiel* du 10 avril):

| ARRONDISSEMENT | CANTONS | COMMUNES | PÉRIODES D'ÉVACUATION |
|---|---|---|---|
| Saumur | Saumur | Saumur: la superficie de la localité située sur la rive gauche de la Loire et constituée par les zones suivantes: le château de Saumur, intérieur du quartier de Saumur, compris entre les quais Carnot et Mayaud au Nord, la rue Fidélité à l'Ouest, les rues Saint-Nicolas et Saint-Jean au Sud et la rue Bonnenère à l'Est | 11 août 1944—30 août 1944. |
| | | Une zone délimitée au Nord par la Loire, depuis la place de la République jusqu'au pont du chemin de fer. Au Sud par la rue du Puits-Neuf, place Saint-Pierre, rue Chevreul, montée du Fort dans sa partie Nord-Sud et une ligne partant de la Corne Sud-Ouest de l'enceinte du château, passant à l'angle de la rue Lamartine et de la rue des Moulins et aboutissant à la vieille route de Fontevrault dans l'axe du Pont-de-Fer | 18 août 1944—30 août 1944. |
| | | Evacuation de la zone située à l'Est de la voie ferrée | 24 août 1944—30 août 1944. |
| | Ponts-de-Cé | Murs (Erigné) | 12 août 1944—10 septembre 1944. |
| | | Murs (Saint-Jean) | 13 août 1944— 5 septembre 1944. |
| | | Ponts-de-Cé: au lieu de: « la route de la Pyramide et en général toute la partie Est », lire: « la route de la Pyramide et en général toute la partie Ouest ». | |

**Département de Meurthe-et-Moselle.**

Rectificatif et additif au décret n° 48-651 du 21 mars 1948:

| ARRONDISSEMENTS | CANTONS | COMMUNES | PÉRIODES D'ÉVACUATION |
|---|---|---|---|
| Nancy | Nancy-Est | Malzeville: évacuation de la rue Jéricho, avenue Thiers, rue Sadi-Carnot du n° 1 au n° 15; le quartier de la Croix-de-Mission (écart de Pixerecourt) | 5 septembre 1944—29 septembre 1944. |
| | Nancy-Ouest | Jarville: évacuation totale sauf les quartiers suivants: Haut-du-Bois, côtés impairs des rues Ney et Foch et toutes les maisons situées à partir de cette limite jusqu'au territoire de Laneuveville du 1er au 9 de la rue de la République et du 2 au 16, rue Moskowa, rue Clemenceau côté impair et n°s 2 à 38, rue Kléber, d'Alsace, impasse Jardins | 7 septembre 1944—15 septembre 1944. |
| Lunéville | Arracourt | Bures | 16 juin 1940—1er juillet 1940.<br>28 septembre 1944—1er mai 1945. |
| | | Coincourt | 15 juin 1940—25 juin 1940. |
| | | Arracourt | 5 octobre 1944—1er décembre 1944. |
| | Baccarat | Hablainville | 3 octobre 1944—30 novembre 1944. |
| | Bayon | Blainville-sur-l'Eau: évacuation des rues: de la Gare, rue du Bois-Versin, rue du Rendez-vous, rue de Vitrimont, rue de Plein-Champ, rue de Bléhors, rue du Blois, avenue Pierre-Sémard, rue Gallieni, rue de la Filature, Porte de Landécourt, rue du Champ-de-Ville | 25 avril 1944—15 juin 1944. |
| | | Blainville-sur-l'Eau | 15 juin 1944— 9 mai 1945. |
| | Blamont | Remoncourt | 18 octobre 1944—25 décembre 1944. |
| | | Avricourt | 5 novembre 1944—20 novembre 1944. |

**Département de la Moselle.**

Rectificatif au décret n° 47-1103 du 14 juin 1947 (*Journal officiel* du 22 juin):

| ARRONDISSEMENT | CANTON | COMMUNE | PÉRIODES D'ÉVACUATION |
|---|---|---|---|
| Forbach | Grostenquin | Hellimer | Au lieu de 10 mai 1940, lire: 3 septembre 1939. |

**Département de Seine-et-Oise.**

| ARRONDISSEMENT | CANTON | COMMUNE | PÉRIODES D'ÉVACUATION |
|---|---|---|---|
| Versailles | Mantes-Gassicourt | Mantes-Gassicourt | 9 juin 1940—25 juin 1940. |

**Décret du 14 juin 1949 portant extension aux communes de Lagnieu, Montluel et Sault-Brenaz de l'ensemble des dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée par la loi n° 49-215 du 24 février 1949, et notamment son article 1er;

Vu la proposition du conseil municipal de Sault-Brenaz en date du 24 janvier 1949;

Vu la proposition du conseil municipal de Montluel en date du 30 janvier 1949;

Vu la proposition du conseil municipal de Lagnieu en date du 11 février 1949;

Vu l'avis conforme de la commission départementale de l'Ain en date du 16 février 1949,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée, sont rendues applicables dans leur totalité aux communes de Lagnieu, Montluel et Sault-Brenaz (Ain).

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*
EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
ANTOINE PINAY.

**Décret du 14 juin 1949 portant extension aux communes de Lapleau et Treignac des dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée par la loi n° 49-215 du 24 février 1949, et notamment son article 1er;

Vu la proposition du conseil municipal de Lapleau en date du 17 octobre 1948;

Vu la proposition du conseil municipal de Treignac en date du 16 janvier 1949;

Vu l'avis conforme du conseil général de la Corrèze en date du 26 janvier 1949,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, modifiée, sont rendues applicables dans leur totalité aux communes de Lapleau et Treignac (Corrèze).

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*
EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
ANTOINE PINAY.

**Décret du 14 juin 1949 portant extension aux communes de Bourbriac, Brehat, Callac, Erquy, la Meaugon, Plouezec, Ploumagoar et Quintin de l'ensemble des dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et des locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée par la loi n° 49-215 du 24 février 1949;

Vu la proposition du conseil municipal de Plouezec en date du 29 octobre 1948;

Vu la proposition du conseil municipal de Ploumagoar en date du 10 octobre 1948;

Vu la proposition du conseil municipal de la Meaugon en date du 27 novembre 1948;

Vu la proposition du conseil municipal de Quintin en date du 2 décembre 1948;

Vu la proposition du conseil municipal d'Erquy en date du 5 décembre 1948;

Vu la proposition du conseil municipal de Brehat en date du 5 décembre 1948;

Vu la proposition du conseil municipal de Callac en date du 24 décembre 1948;

Vu la proposition du conseil municipal de Bourbriac en date du 26 décembre 1948;

Vu l'avis conforme du conseil général des Côtes-du-Nord en date du 8 janvier 1949,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 modifiée, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, sont rendues applicables dans leur totalité aux communes de Bourbriac, Brehat, Callac, Erquy, la Meaugon, Plouezec, Ploumagoar et Quintin (Côtes-du-Nord).

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*
EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
ANTOINE PINAY.

**Décret du 14 juin 1949 portant extension à la commune de Faux-la-Montagne de l'ensemble des dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée par la loi n° 49-215 du 24 février 1949, et notamment son article 1er;

Vu la proposition du conseil municipal de Faux-la-Montagne en date du 26 décembre 1948;

Vu l'avis conforme du conseil général de la Creuse en date du 20 janvier 1949,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée, sont rendues applicables dans leur totalité à la commune de Faux-la-Montagne (Creuse).

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*
EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
ANTOINE PINAY.

**Décret du 14 juin 1949 portant extension aux communes d'Airvault, Saint-Léger-lès-Melle et Secondigny de l'ensemble des dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la 16-

gislation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée par la loi n° 49-215 du 24 février 1949, et notamment son article 1er;

Vu la proposition du conseil municipal de Saint-Léger-lès-Melle en date du 24 novembre 1948;

Vu la proposition du conseil municipal d'Airvault en date du 17 décembre 1948;

Vu la proposition du conseil municipal de Secondigny en date du 17 décembre 1948;

Vu l'avis conforme du conseil général des Deux-Sèvres en date du 24 décembre 1948,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée, sont rendues applicables dans leur totalité aux communes d'Airvault, Saint-Léger-lès-Melle et Secondigny (Deux-Sèvres).

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*
EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
ANTOINE PINAY.

**Décret du 14 juin 1949 portant extension aux communes d'Ambazac, Bujaleuf, Bussière-Poitevine, Compreignac, Eymoutiers, la Jonchère-Saint-Maurice, Saint-Sulpice-Laurière de l'ensemble des dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée par la loi n° 49-215 du 24 février 1949, et notamment son article 1er;

Vu la proposition du conseil municipal de Compreignac en date du 11 novembre 1948;

Vu la proposition du conseil municipal d'Ambazac en date du 5 décembre 1948;

Vu la proposition du conseil municipal d'Eymoutiers en date du 5 décembre 1948;

Vu la proposition du conseil municipal de Saint-Sulpice-Laurière en date du 29 décembre 1948;

Vu la proposition du conseil municipal de Bujaleuf en date du 10 janvier 1949;

Vu la proposition du conseil municipal de Bussière-Poitevine en date du 11 janvier 1949;

Vu la proposition du conseil municipal de Jonchère-Saint-Maurice en date du 15 janvier 1949;

Vu l'avis conforme du conseil général de la Haute-Vienne en date du 5 janvier 1949 et de la commission départementale de la Haute-Vienne en date du 27 janvier 1949,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée, sont rendues applicables dans leur totalité aux communes d'Ambazac, Bujaleuf, Bussières-Poitevine, Compreignac, Eymoutiers, la Jonchère-Saint-Maurice et Saint-Sulpice-Laurière (Haute-Vienne).

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*
EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
ANTOINE PINAY.

**Décret du 14 juin 1949 portant extension à la commune de Billom de l'ensemble des dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et des locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée par la loi n° 49-215 du 24 février 1949 et la loi n° 49-507 du 14 avril 1949, et notamment son article 1er;

Vu la proposition du conseil municipal de Billom en date du 2 octobre 1948;

Vu l'avis conforme du conseil général du Puy-de-Dôme en date du 21 janvier 1949,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, et instituant des allocations de logement, modifiée, sont rendues applicables dans leur totalité à la commune de Billom (Puy-de-Dôme).

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*
EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
ANTOINE PINAY.

**Décret du 14 juin 1949 portant application à la commune de Loyes des dispositions de l'article 1er (avant-dernier alinéa) de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée par la loi n° 49-215 du 24 février 1949, et notamment son article 1er;

Vu la proposition du conseil municipal de Loyes en date du 31 janvier 1949;

Vu l'avis conforme de la commission départementale de l'Ain en date du 16 février 1949,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, applicables aux communes visées à l'article 1er de ce texte, cessent d'être en vigueur en ce qui concerne la commune de Loyes (Ain).

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*
EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
ANTOINE PINAY.

**Décret du 14 juin 1949 portant application aux communes d'Aiffres, Chavagne, Faye-l'Abbesse et les Groseillers des dispositions de l'article 1er (avant-dernier alinéa) de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, modifiée par la loi n° 49-215 du 24 février 1949, et notamment son article 1er;

Vu la proposition du conseil municipal d'Aiffres en date du 12 décembre 1948;

Vu la proposition du conseil municipal des Groseillers en date du 12 décembre 1948;

Vu la proposition du conseil municipal de Chavagne en date du 18 décembre 1948;

Vu la proposition du conseil municipal de Faye-l'Abbesse en date du 19 décembre 1948;

Vu l'avis conforme du conseil général des Deux-Sèvres en date du 24 décembre 1948,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, applicables aux communes visées à l'article 1er de ce texte, cessent d'être en vigueur en ce qui concerne les communes de: Allires, Chavagné, Faye-l'Abbesse et les Groseillers (Deux-Sèvres).

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*
EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
ANTOINE PINAY.

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

### Baccalauréat dans les territoires de la France d'outre-mer et à l'étranger.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 13 août 1948 relatif aux épreuves du baccalauréat dans les territoires de la France d'outre-mer et à l'étranger, et notamment l'article 7;

Vu l'avis de la section permanente du conseil supérieur de l'éducation nationale,

Arrête:

*Article unique.* — Les langues arabe, espagnole et portugaise sont admises parmi les langues vivantes étrangères pour lesquelles le bénéfice du décret du 13 août 1948 pourra être demandé.

Fait à Paris, le 7 juin 1949.

Pour le ministre et par délégation:
*Le conseiller technique,*
HENRI LEGRAND.

### Affectation provisoire au ministère de l'éducation nationale d'immeubles domaniaux à Bruyères (Vosges).

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'article 3 du décret du 8 janvier 1929, modifié par l'article 23 du décret-loi du 5 juin 1940 relatif à l'affectation des immeubles domaniaux, aux différents départements ministériels;

Vu la décision prise par la commission interministérielle des immeubles militaires instituée par la loi du 5 avril 1946, en sa séance du 5 novembre 1946;

Vu la circulaire interministérielle du 15 juillet 1947 concernant les modalités d'aliénation et de gestion des immeubles militaires mis à la disposition du secteur civil;

Vu l'adhésion du ministre de la défense nationale en date du 12 mai 1949;

Vu l'avis conforme du ministère des finances et des affaires économiques en date du 20 mai 1949,

Arrête:

Art. 1er. — Est affecté provisoirement au ministère de l'éducation nationale (secrétariat d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports) en vue de l'installation d'un centre d'apprentissage professionnel, l'immeuble domanial situé à Bruyères (Vosges) et dénommé quartier Barbazan, à l'exception de la partie indiquée sur le plan ci-joint et comprenant les bâtiments b, i, h, il, hl et wl.

Art. 2. — Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports au ministère de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 juin 1949.

*Le ministre de l'éducation nationale,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
LÉON DROUART.

### Remise de débet.

Par arrêté du 10 juin 1949, il est fait remise gracieuse à M. Quentin (Maurice), inspecteur de la jeunesse et des sports, demeurant 24, rue Philibert-Delorme, à Paris, sous réserve du payement d'une somme de 20.000 F, de la somme de 41.872 F dont il est redevable envers le Trésor pour trop-perçu au titre des traitements et indemnités du 1er janvier au 30 avril 1946.

### Administration centrale.

Par arrêté en date du 31 décembre 1948, les dispositions de l'arrêté du 26 décembre 1947 admettant Mme Drevet (Berthe), agent du cadre complémentaire de bureau de 3e classe, à faire valoir ses droits à une pension de retraite, à compter du 1er janvier 1948, sont rapportées.

Par arrêté en date du 31 décembre 1948, les dispositions de l'arrêté du 26 décembre 1947 admettant M. Hugonin (Georges), agent du cadre complémentaire de bureau de 2e classe, à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 1er janvier 1948, sont rapportées.

Par arrêté en date du 13 mai 1949, Mlle Le Roux, dame sténodactylographe en congé de longue durée, est réintégrée dans ses fonctions à compter du 13 janvier 1949 et affectée à la direction de l'administration générale.

### Direction de l'architecture.

Le ministre des affaires étrangères et le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'article 2 (§ 2) de la loi provisoirement applicable du 31 décembre 1940 instituant l'ordre des architectes et réglementant le titre et la profession d'architecte, modifiée par la loi du 30 août 1947;

Vu l'arrêté du 21 janvier 1949 autorisant M. Cavellin, ressortissant italien, à exercer la profession d'architecte en France;

Vu la lettre du conseil supérieur de l'ordre des architectes du 8 mars 1949,

Arrêtent:

Art. 1er. — L'arrêté du 21 janvier 1949 autorisant M. Cavellin, architecte de nationalité italienne, à exercer sa profession en France est rapporté.

Art. 2. — Le directeur de l'architecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 mai 1949.

Pour le ministre de l'éducation nationale:
*Le directeur du cabinet,*
LÉON DROUART.

Pour le ministre des affaires étrangères:
*Le secrétaire général,*
ALEXANDRE PARODI.

### Inspection de l'hygiène scolaire et universitaire.

Par arrêté du 3 juin 1949, Mme le docteur Mengin, née Aubert-Champerre, médecin inspecteur régional adjoint de l'hygiène scolaire et universitaire pour l'académie de Paris, est nommée médecin inspecteur de l'hygiène scolaire et universitaire, et rangée à la 3e classe de cet emploi.

L'intéressée est affectée en cette qualité auprès du recteur de l'académie de Caen.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1er janvier 1949.

### Nomination des membres du conseil académique de Paris.

Rectificatif au *Journal officiel* du 8 juin 1949: page 5554, 3e colonne, 2e ligne, au lieu de: « alinéas 7 et 11 de la loi du 27 février 1880 », lire: « alinéas 7 et 11 de l'article 9 de la loi du 27 février 1880 ».

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLÉE NATIONALE

ANNÉE 1949

### Ordre du jour du jeudi 16 juin 1949.

**A neuf heures trente.** — 1re SÉANCE PUBLIQUE

**1.** — Discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 10 (§ 10) de la loi du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement. (Nos 5651-7156.)

**2.** — Discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 autorisant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation. (N° 7366.)

**3.** — Suite de la discussion des articles du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949. (Nos 6894-7376-7377-7378-7379-7380-7381-7382-7383-7384-7385-7115-7403-7458.)

**4.** — Discussion du projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget général de l'exercice 1949. (Dépenses civiles de reconstruction et d'équipement. — Opérations nouvelles). (Nos 6705-7177. — M. Charles Barangé, rapporteur général.)

**5.** — Suite de la discussion: I. du projet de loi complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale; II. du projet de loi complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale; III. de la proposition de loi de M. July et plusieurs de ses collègues tendant, en matière pénale, à substituer aux juridictions d'exception des juridictions normales. (Nos 5671-6571-6933-7360. — M. Grimaud, rapporteur.)

6. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles et fixation de ce budget pour l'exercice 1949. (Nos 7218-7333-7359. — M. de Tinguy, rapporteur.)

7. — Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à créer les conditions budgétaires d'une saine réforme administrative. (Nos 7213-7338. — M. Charles Barangé, rapporteur général.)

8. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse. (Nos 6690-7010-7365. — M. Gosset, rapporteur.)

9. — Suite de la discussion: I. du projet de loi portant aménagement de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; II. de la proposition de M. Eugène Rigal tendant à instaurer au profit des départements et des communes une taxe locale frappant les ventes à la consommation et les prestations de service, obligatoire dans toutes les communes, au taux uniforme de 2 p. 100 (en remplacement des articles 250 et 251 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948). (Nos 6648-6624-6922. — M. Guillant, rapporteur.)

10. — Discussion du projet de loi et de la lettre rectificative au projet de loi portant aménagements fiscaux. (Nos 6682-6945-7174. — M. Charles Barangé, rapporteur général. — Rapporteur spécial: M. Eugène Rigal.)

11. — Discussion des propositions de loi: 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 1er de la loi du 20 juillet 1895 relatif aux placements des fonds des caisses d'épargne; 2° de M. Paumier et plusieurs de ses collègues autorisant les caisses d'épargne à prêter une partie de leurs fonds à des collectivités et établissements publics et à des particuliers sous forme de prêts hypothécaires. (Nos 2648-3990-5200. — M. Gabelle, rapporteur.)

12. — Discussion de la proposition de loi de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de l'article 204 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines. (Nos 6079-6379. — M. Sion, rapporteur.)

13. — Discussion du projet de loi portant application au personnel docker et assimilé des ports maritimes et fluviaux des dispositions de l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée instituant des comités d'entreprise. (Nos 2587-7107. — M. Cayol, rapporteur.)

14. — Discussion de la proposition de loi de M. July et plusieurs de ses collègues tendant à favoriser l'application du travail à mi-temps ou à temps réduit pour le personnel féminin chargé de famille. (Nos 2203-4040-4835. — Mme Francine Lefebvre, rapporteur.)

15. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Lucie Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application dans son intégralité l'article 9 de la loi du 13 août 1947 portant le n° 47-1496, relatif à la rémunération des élèves maîtres et des élèves maîtresses des écoles normales primaires en stage de formation professionnelle, par l'inscription au budget de l'éducation nationale des crédits nécessaires à l'établissement de leurs traitements d'instituteurs stagiaires dès la première année de leur stage. (Nos 5777-6615. — M. Calas, rapporteur.)

16. — Discussion de la proposition de loi de M. Gosset tendant à transférer les études de notaire de l'Escarène, Lévens et Roquebillière à Nice et à y créer cinq études complémentaires. (Nos 2517-4206. — M. Minjoz, rapporteur.)

17. — Discussion de la proposition de loi de MM. Emile Hugues et Delcos, tendant à modifier les dispositions légales réglementant la rédaction des testaments authentiques et mystiques. (Nos 2656-4001. — M. Minjoz, rapporteur.)

**A quinze heures.** — 2e SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote des propositions de résolution: 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours d'urgence de 500 millions de francs aux trois départements algériens victimes des inondations du 28 avril 1949 et plus particulièrement à la commune mixte de Laghouat; 2° de M. Gaston Julian et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide, notamment par des dégrèvements fiscaux, aux producteurs fruitiers des Hautes-Alpes dont les vergers ont été atteints par les gelées printanières; 3° de M. Pouyet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs victimes de la grêle dans le département de l'Allier. (Nos 7262-7297-7350-7371. — M. Truffaut, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

2. — Discussion du projet de loi tendant à faire accorder une pension nationale à la veuve du docteur Charcot, capitaine au long cours, explorateur. (Nos 6083-6372-6468-6478. — M. Emile-Louis Lambert, rapporteur.)

3. — Suite de la discussion des affaires inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

**A vingt et une heures.** — 3e SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion des affaires inscrites à l'ordre du jour de la deuxième séance.

## Séances du jeudi 16 juin 1949.

Des billets portant la date dudit jour et valables pour la journée, comprennent:

*Galeries.* — Depuis M. Lespès, jusques et y compris M. Lussy.

*Tribunes.* — Depuis M. Jacques Chevallier, jusques et y compris M. Cordonnier.

## Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le jeudi 16 juin 1949.

N° 7305. — Proposition de loi de M. Médecin complétant l'article 60 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires (renvoyée à la commission des pensions).

N° 7358. — Proposition de loi de M. Renard tendant à modifier et à compléter l'ordonnance du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise (renvoyée à la commission du travail).

N° 7362. — Proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à proroger la durée statutaire des sociétés anonymes réquisitionnées pendant la guerre (renvoyée à la commission de la justice).

N° 7375. — Rapport, par M. Sion, au nom de la commission de la production industrielle, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre libre le commerce du charbon à usage domestique.

N° 7392 (1). — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (renvoyée à la commission des immunités parlementaires).

N° 7393 (1). — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (renvoyée à la commission des immunités parlementaires).

N° 7394. — Proposition de loi de M. Degoutte prorogeant le délai de douze mois prévu à l'article 127 *bis* de la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 sur la sécurité sociale des cadres (renvoyée à la commission du travail).

N° 7413 (1). — Rapport, par M. Philippe Farine, au nom de la commission des immunités parlementaires, sur la demande en autorisation de poursuites (n° 2792 rectifié) concernant M. de Chevigné.

N° 7414 (1). — Rapport, par M. de Moro-Giafferri, au nom de la commission des immunités parlementaires, sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7149) concernant M. Lavergne.

(1) Le tirage de ce document est limité aux besoins de Mmes et MM. les députés et des services de l'Assemblée nationale.

N° 7434. — Projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat du montant des avantages particuliers octroyés par l'accord franco-italien du 26 mars 1949 au profit des travailleurs italiens employés dans les mines et dans l'agriculture (renvoyé à la commission des finances).

N° 7436. — Avis transmis par M. le président du Conseil économique sur les propositions de loi: 1° tendant à la suppression des mandataires et commissionnaires des halles et à la mise en régie autonome des Halles centrales de Paris; 2° tendant à l'abrogation de la loi du 11 juin 1895 portant réglementation des Halles centrales de Paris, et à la réorganisation complète de ce marché reconnu d'intérêt public national.

N° 7452. — Proposition de loi de M. de Tinguy tendant à permettre la revision du montant des patentes en 1949 (renvoyée à la commission des finances).

N° 7455. — Proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1er août la date d'exigibilité, sans pénalité, du montant des taxes locatives (renvoyée à la commission des finances).

N° 7456. — Rapport par M. Grimaud, au nom de la commission de la justice, sur les propositions de loi: 1° tendant à compléter l'article 10 (§ 10) de la loi du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement; 2° tendant à compléter la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 afin de favoriser une meilleure utilisation des locaux existants et de faciliter le relogement de certains locataires évincés; 3° tendant à modifier l'article 10 (alinéa 7) de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers; 4° tendant à modifier l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 sur les loyers, afin de protéger les locataires dont l'occupation est liée au contrat de travail; 5° tendant à compléter l'article 10 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers en vue d'assurer le relogement des locataires privés de leur habitation pour des raisons indépendantes de leur volonté; 6° tendant à modifier l'article 10 (alinéa 7) de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers; 7° tendant à compléter l'article 10 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers.

N° 7457. — Rapport par M. de Tinguy, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi portant autorisation d'avances du Trésor à la caisse nationale de crédit agricole.

N° 7458. — Deuxième rapport supplémentaire par M. Guesdon, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949 (Défense nationale: Section commune, guerre, articles de loi) (tome III) (articles de loi).

## Commission des affaires économiques.

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Alliot, Benchennouf, Bergasse, Bergeret, Xavier Bouvier (Ille-et-Vilaine), Carlier (Marcel) (Drôme), Catrice, Cerclier, Chambeiron, Chevalier (Fernand) (Alger), Christiaens, Mme Degrond, MM. Denis (Alphonse) (Haute-Vienne), Denis (André) (Dordogne), Dixmier, Duforest, Mlle Dupuis (José) (Seine), MM. Errecart, Fabre, Gazier, Genest, Gervolino, Mme Ginollin, MM. Greffier, Guérin (Maurice) (Rhône), Hugues (Joseph-André) (Seine), Joubert, Juge, Julian (Gaston) (Hautes-Alpes), Leenhardt (Francis), Mme Le Jeune (Hélène) (Côtes-du-Nord), M. Mauroux, Mme Nédelec, M. Poimboeuf, Mme Poinso-Chapuis, MM. Ramonet, Rigal (Albert) (Loiret), Serre, Solinhac, Villard.

*Excusés.* — MM. Chaze, Coffin.

**Commission des affaires étrangères.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Aragon (d'), Arthaud, Aumeran, Bardoux (Jacques), Paul Bastid, Bidault (Georges), Billoux, Biscarlet, Edouard Bonnefous, Mme Madeleine Braun, MM. Cayeux (Jean), Chambrun (de), Coste-Floret (Alfred) (Haute-Garonne), Dhers, Gorse, Gouin (Félix), Jouve (Géraud), Lapie (Pierre-Olivier), Marin (Louis), René Mayer (Constantine), Moustier (de), Philip (André), Pourtalet, Rivet, Rosenblatt, Scherer (Marc), Schumann (Maurice) (Nord), Teitgen (Henri) (Gironde), Terrenoire, Mme Vaillant-Couturier, MM. Vendroux, Viard.

*Excusés.* — MM. Fonlupt-Esperaber, Raymond-Laurent.

*Suppléant.* — M. Jacquet (de M. Philip).

**Commission de l'agriculture.**

*Séances du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Bas, Baudry d'Asson (de), Baurens, Bessac, Blanchet, Mme Boutard, MM. Castera, Delcos, Farinez, Ihuel, Kauffmann, Lamarque-Cando, Lambert (Lucien) (Bouches-du-Rhône), Mme Lambert (Marie), MM. Laurens (Camille) (Cantal), Lucas, Mabrut, Masson (Jean) (Haute-Marne), Montagnier, Moussu, Olmi, Paumier, Perdon (Hilaire), Pirot, Pouyet, Prigent (Tanguy) (Finistère), Rincent, Rochet (Waldeck), Roulon, Ruffe, Sesmaisons (de), Terpend, Thoral, Valay, Vée, Zunino.

*Excusé.* M. Fernand Chevalier.

*Suppléants.* — MM. Asseray (de M. Bocquet), Toublanc (de M. Sourbet).

**Commission de la défense nationale.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Anxionnaz, Arnal, Aubarde, Bartolini, Bas, Bouret (Henri), Bouvier-O'Cottereau (Mayenne), Capdeville, Caron, Christiaens, Coulibaly-Ouezzin, Dassonville, Evrard, Girardot, Jacquinot, Joinville (Alfred Malleret), Lambert (Emile-Louis) (Doubs), Maroselli, Mercier (André-François) (Deux-Sèvres), Métayer, Michelet, Monteil (André) (Finistère), Montel (Pierre), Ponoy, Roucaute (Roger) (Ardèche), Teitgen (Pierre) (Ille-et-Vilaine), Tourné, Triboulet, Pierre Villon, Wasmer.

*Excusés.* — MM. Mekki, Clostermann.

*Suppléants.* — MM. Poirot (de M. Maurellet), Guille (de M. Le Troquer), Guilbert (de M. Labrosse).

**Commission de l'éducation nationale.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Airoldi, Baudry d'Asson (de), Bèche, Billières, Binot, Calas, Mme Charbonnel, M. Deixonne, Mlle Dienesch, MM. Doutre, Dupuy (Marceau) (Gironde), Faraud, Farine (Philippe), Fauvel, Finot, Garaudy, Gau, Mme Guérin (Lucie) (Seine-Inférieure), MM. Hamon (Marcel), Kir, Mme Lempereur, MM. Marc-Sangnier, Masson (Albert) (Loire), Moro-Giafferri (de), Ramonet, Rincent, Roques, Mlle Rumeau, MM. Signor, Thamier, Viatte.

*Suppléants.* — MM. Guilbert (de M. Cayol), André Monteil (de Mlle Lambin).

**Commission de la famille, de la population et de la santé publique.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Arthaud, Barrot, Mme Bastide (Denise) (Loire), Bissol, Boulet (Paul), Bouxom, Castellani, Cayeux (Jean), Chassaing, Cordonnier, Dézarnaulds, Mmes Douteau, François, MM. Frédet (Maurice), Gallet, Guilbert, Mme Hertzog-Cachin, MM. Lacaze (Henri), Mazuez (Pierre-Fernand), Michaud (Louis) (Vendée), Mora, Olmi, Mmes Poinso-Chapuis, Rabaté, M. Regaudie, Mme Roca, MM. Roclore, Segelle, Vuillaume, Mlle Weber.

*Suppléant.* — M. Thuillier (de Mme Vermeersch).

**Commission des finances.**

*1re séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Bacon, Barangé (Charles), Bourgès-Maunoury, Burlot, Charlot (Jean), Dagain, Denais (Joseph), Mme Duvernois, MM. Gabelle, Garcia, Gozard, Gresa (Jacques), Guesdon, Guyon (Jean-Raymond), Lamps, Meunier (Pierre), Palewski, Paumier, Ramette, Taillade, Tinguy (de), Truffaut.

*Excusé.* — MM. Dusseaulx, Buron.

*Suppléants.* — MM. de Sesmaisons (de M. Laniel), de Chambrun (de M. Cogniot), Waldeck-Rochet (de M. Duclos), Pierrard (de M. Dupuy), Charpentier (de M. Buron), Tanguy Prigent (de M. David).

*2e séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Abelin, Auguet, Bacon, Barangé (Charles), Blocquaux, Bourgès-Maunoury, Charlot (Jean), David (Marcel), Denais (Joseph), Dupuy (Marc), Gabelle, Garcia, Gavini, Gozard, Gresa (Jacques), Guesdon, Guyon (Jean-Raymond), Meunier (Pierre), Palewski, Paumier, Pleven (René), Pronteau, Taillade, Tinguy (de), Truffault.

*Excusés.* — MM. Dusseaulx, Buron.

*Suppléants.* — MM. Charpentier (de M. Buron), Tanguy Prigent (de M. Aubry), Baylet (de M. Gaillard), Gaborit (de M. Mendès-France), de Sesmaisons (de M. Laniel), Barel (de M. Cogniot).

**Commission de la justice et de législation.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — Mlle Archimède, MM. Berger, Bourbon, Charhant, Charpin, Chautard, Citerne, Mme Claeys, MM. Courant, Defos du Rau, Delahouire, Depreux (Edouard), Desjardins, Dominjon, Gallet, Garet, Grimaud, Larrappe, Mabrut, Médecin, Mondon, Montillot, Moro Giafferri (de), Palewski, Péron (Yves), Mme Rabaté, MM. Rollin (Louis), Roques, Mme Schell, MM. Silvandre, Sissoko (Fily-Dabo), Tinaud (Jean-Louis), Toujas, Valentino, Wasmer.

*Excusé.* — M. Minjoz.

**Commission de la marine marchande et des pêches.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Bianchini, Bissol, Cance, Cayol, Cermolacce, Coudray, Dassonville, Fayet, Gavini, Gosnat, Gouge, Guiguen, Guilbert, Guitton, Hamon (Marcel), Henneguelle, Mazier, Michaud (Louis) (Vendée), Monjaret, Prigent (Robert) (Nord), Ramarony, Rencurel, Siefridt, Signor, Tinaud (Jean-Louis).

*Excusé.* — M. Yvon.

*Suppléants.* — MM. Fouyet (de M. Laurelli), Le Coutaller (de M. Reeb).

**Commission des moyens de communication et du tourisme.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Allonneau, Arnal, Babet (Raphaël), Barel, Barthélémy, Béné (Maurice), Benoist (Charles), Bour, Bouret (Henri), Xavier Bouvier (Ille-et-Vilaine), Chevallier (Louis) (Indre), Couston, Dufour, Faraud, Hulin, Lecrivain-Servoz, Martel (Louis), Midol, Penoy, Poumadère, Reeb, Regaudie, Mme Reynaud, MM. Schaff, Schmidt (Robert), (Haute-Vienne), Verneyras.

*Excusé.* — M. Bianchini.

*Suppléants.* — MM. Guilbert (de M. Beauquier), M. Gabelle (de M. Schmitt) (Albert) (Bas-Rhin), Henneguelle (de M. Damas).

**Commission des pensions.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Devemy, Diallo (Yacine), Draveny, Duclos (Jean) (Seine-et-Oise), Dufour, Durroux, Lambert (Emile-Louis) (Doubs), Le Coutaller, Maillocheau, Mokhtari, Mouchet, Mouton, Nazi Boni, Mme Péri, MM. Poirot (Maurice), Rosenblatt, Roucaute (Roger) (Ardèche), Touchard, Tourné, Mlle Weber.

*Excusés.* — MM. Forcinal, Cherrier, Genest, Mekkhi, de Raulin-Laboureur.

*Suppléants.* — MM. Bonnet (de M. Bentaleb), Bacon (de M. Moisan), Caron (de M. Hulin), Gabelle (de M. Pierre-Grouès).

**Commission de la presse.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Baylet, Bichet, Binot, Borra, Brusset (Max), Coste-Floret (Alfred) (Haute-Garonne), Desson, Dreyfus-Schmidt, Félix, Gosset, Hugonnier, Jouve (Géraud), Mallez, Jean Meunier (Indre-et-Loire), Pierrard, Rivet, Schmidt (Robert) (Haute-Vienne), Thuillier, Verneyras.

**Commission de la production industrielle.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — Bèche, Boccagny, Bouvier-O'Cottereau (Mayenne), Camphin, Cartier (Marius) (Haute-Marne), Couston, Degoutte, Finet, Furaud, Goudoux, Gourdon, Lespès, Loustau, Louvel, Mallez, Mudry, Peyrat, Peytel, Poulain, Roucaute (Gabriel) (Gard), Mme Schell, MM. Sion, Védrines.

*Excusés.* — MM. Beugniez, Le Scielleur, Moynet.

**Commission de la reconstruction et des dommages de guerre.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Chevallier (Pierre) (Loiret), Coudray, Crouzier, Klein, Fauvel, Fouyet, Garet, Gautier, Gouge, Greffier, Guiguen, Guitton, Hénault, Mme Lambert (Marie) (Finis-

tère), MM. Lareppe, Le Coutaller, Lenormand, Levindrey, Midol, Nisse, Poirot (Maurice), Poulain, Schmitt (René) (Manche), Siefridt, Sigrist, Thiriet, Toublanc, Triboulet, Wolff.

*Excusés.* — MM. Raymond-Laurent, Yvon.

### Commission des territoires d'outre-mer.

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Anxionnaz, Aujoulat, Benoist (Charles), Mlle Bosquier, MM. Caillavet, Castellani, Césaire, Coulibaly Ouezzin, Defferre, Diallo (Yacine), Douala, Dumas (Joseph), Marc Dupuy (Gironde), Félix-Tchicaya, Frédéric-Dupont, Guillon (Jean) (Indre-et-Loire), Hamani Diori, Juglas, Laureili, Lisette, Lozeray, Malbrant, Mamadou Konaté, Martine, Monin, Ninine, Senghor, Silvandre, Temple, Thibault, Villard.

*Suppléants.* — MM. Degoutte (de M. Caillavet), Marceau Dupuy (de M. Gaillard), Solinhac (de M. Le Sciellour).

### Commission du travail et de la sécurité sociale.

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Amiot (Octave), André (Pierre), Bacon, Mme Bastide (Denise) (Loire), MM. Besset, Beugniez, Bonnet, Boutavant, Bouxom, Chassaing, Costes (Alfred) (Seine), Mme Darras, MM. Degoutte, Delachenal, Duprat (Gérard), Duquesne, Fayet, Gazier, Joubert, Mme Lefebvre (Francine) (Seine), MM. Levindrey, Mazier, Meck, Moisan, Ninine, Patinaud, Paul (Gabriel) (Finistère), Mlle Prévert, MM. Renard, Segelle, Sion, Theetten, Viatte.

*Suppléant.* — Mme Claeys (de M. Lavergne).

### Convocations de commissions.

La commission de l'agriculture se réunira le vendredi 17 juin 1949, à quatorze heures trente (local de la commission n° 232):

Examen de l'avis de M. Charpentier sur le projet de loi (n° 6896) relatif à l'aménagement fiscal en matière de bénéfices agricoles.

La commission de la défense nationale se réunira le jeudi 16 juin 1949, à neuf heures trente (local de la commission n° 213):

Suite de l'examen du projet de loi (n° 6894) portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1949 (budgets annexes).

La commission de la famille, de la population et de la santé publique se réunira le vendredi 17 juin 1949, à seize heures (local de la commission n° 249):

Suite du rapport de M. Bouxom sur le projet de loi (n° 6319) portant création de bureaux d'aide sociale et la proposition de loi (n° 4952) de M. Ségelle tendant à fusionner les bureaux de bienfaisance et les bureaux d'assistance en bureaux d'aide sociale.

La commission des finances se réunira le jeudi 16 juin 1949, à dix heures (local de la commission des finances):

I. — Projet de loi (n° 6790) collectif d'ordonnancement portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948; 2° ratification de décrets. — M. le rapporteur général.

II. — Projet de loi (n° 6017) portant ratification de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921 et de l'article 7 du décret du 24 mai 1938. — M. le rapporteur général.

III. — Proposition de loi de M. Lionel de Tinguy tendant à permettre la revision du montant des patentes en 1949. (Avec demande de discussion d'urgence). — M. le rapporteur général.

La séance de la commission de l'intérieur, suspendue le mercredi 15 juin 1949, sera reprise le jeudi 16 juin 1949, à quinze heures (même local, même ordre du jour). La réunion prévue pour seize heures est annulée.

La commission de la marine marchande et des pêches se réunira le jeudi 16 juin 1949, à dix heures trente (local de la commission n° 220):

Décisions à prendre au sujet de la convention entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique concernant l'exploitation des lignes entre le continent et la Corse.

La commission des moyens de communication et du tourisme se réunira le vendredi 17 juin 1949, à dix heures (local de la commission n° 211).

I. — Suite de l'examen du rapport de M. Bouret sur le projet de loi (n° 4512) portant organisation de l'aéronautique marchande.

II. — Questions diverses.

La commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 se réunira le jeudi 16 juin 1949, à dix heures (local n° 255):

Suite de l'audition de M. le général Weygand.

### Réunions de commissions du jeudi 16 juin 1949.

Commission des boissons, à quinze heures. — Local n° 232.

Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945, à dix heures. — Local n° 255.

Commission de la défense nationale, à neuf heures trente. — Local n° 213.

Commission d'enquête sur le vin, à dix heures trente. — Local n° 206.

Commission des immunités parlementaires, à seize heures. — Local n° 254.

Commission de l'intérieur, à quinze heures. — Local n° 207.

Commission de la presse, à dix heures. — Local n° 230.

Commission du ravitaillement, à dix heures trente. — Local n° 232.

Commission du relèvement européen, à dix-sept heures. — Local n° 255.

Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions, à dix heures. — Local n° 249.

Commission de la marine marchande et des pêches, à dix heures trente. — Local n° 220.

Commission des finances, à dix heures. — Local de la commission.

### Convocation de la conférences des présidents.

La conférence des présidents, prévue par l'article 39 du règlement, se réunira le vendredi 17 juin 1949, à quatorze heures trente, dans le cabinet de M. le président (organisation de la discussion des interpellations sur la politique économique dans les territoires d'outre-mer; programme des travaux de l'Assemblée jusqu'à l'interruption de la session).

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1949

### Ordre du jour du jeudi 16 juin 1949.

**A neuf heures trente.** — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier. (N°s 441 et 451, année 1949. — M. Jean Berthoin, rapporteur général; et n° 461, année 1949, Avis de la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme. — M. Lodéon, rapporteur; et n° 467, année 1949. — Avis de la commission de la production industrielle. — M. de Villoutreys, rapporteur; et n° 469, année 1949. — Avis de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. Rochereau, rapporteur; et n° , année 1949. — Avis de la commission du ravitaillement et des boissons. — M. Georges Bernard, rapporteur; et n° , année 1949. — Avis de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. Bardon-Damarzid, rapporteur.)

2. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits provisoires et autorisation d'engagement de dépenses au titre des dépenses militaires pour le mois de juin 1949. (N°s 463 et 472, anne 1949. — M. Pierre Boudet, rapporteur.)

3. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi autorisant le ministère de l'éducation nationale à participer aux frais d'organisation d'une exposition de la Résistance. (N° 445, année 1949. — M. Courrière, rapporteur.)

4. — Discussion de la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 8 et 47 de la loi du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz. (N°s 286, année 1948, 405 et 461, année 1949. — M. Aubert, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée, comprennent:

*1er étage.* — Depuis M. Pierre de Gaulle, jusques et y compris M. Hébert.

*Tribunes.* — Depuis M. Héline, jusques et y compris M. Georges Maire.

### Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le jeudi 16 juin 1949.

N° 449. — Proposition de résolution de M. Edouard Barthe tendant à modifier les modalités de payement des dommages dus aux viticulteurs sinistrés.

N° 454. — Rapport de M. Lagarrosse sur la proposition de résolution tendant à élaborer un programme de conversion de la forêt gabonaise en forêt pure d'okoumés.

N° 460. — Proposition de résolution de M. Cornu tendant à ramener les effectifs de fonctionnaires et le nombre des automobiles des administrations au chiffre existant au 1er janvier 1939, et à libérer les appartements occupés par les administrations.

N° 464 (1). — Rapport de M. Aubert, sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 8 et 47 de la loi portant nationalisation de l'électricité et du gaz.

N° 472. — Rapport de M. Pierre Boudet sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour juin 1949.

(1) NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les sénateurs le 15 juin 1949.

**Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. André (Louis), Bardon-Damarzid, Bourgeois, Brousse (Martial), Cajonne (Nestor), Cordier (Henri), Gadoin, Laffargue (Georges), Lagarrosse, Lemaire (Marcel), Loison, Longchambon, Méric, Pascaud, Patinôtre (François) (Aube), Rochereau, Saint, Soldani.

**Commission de l'agriculture.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Brettes, Brune (Charles), Delorme, Dulin, Durand (Jean), Félice (de), Ferrant, Fournier (Bénigne), Gravier (Robert), Lemaire (Marcel), Pinvidic, Ponthriand (de), Primet, Saint-Cyr, Voyant.

*Excusés.* — MM. Durieux, Restat.

*Suppléant.* — M. Brousse (de M. Capelle).

**Commission de l'éducation nationale, des beaux-arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Canivez, Cayrou (Frédéric), Mme Delabie, M. Delalande, Mlle Dumont (Mireille), MM. Ehm, Héline, Lassagne, Lelant, Maire (Georges), Manent, Maurice (Georges), Morel Charles), Ou Rabah (Abdelmadjid), Robert (Paul).

*Excusé.* — M. Bertaud.

*Suppléant.* — M. Poisson (de M. Razac).

**Commission de la famille, de la population et de la santé publique.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — Mme Cardot (Marie-Hélène), MM. Lalay (Bernard), Leccia, Le Guyon (Robert), Paget (Alfred), Plait, Reveillaud, Varlot.

*Excusé.* — M. Malecot.

*Suppléante.* — Mme Girault (de Mme Yvonne Dumont).

**Commission des finances.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Alric, Bolifraud, Boudet (Pierre), Chapalain, Courrière, Debû-Bridel (Jacques), Demusois, Diethelm (André), Fléchet, Grenier (Jean-Marie), Emilien Lieutaud, Litaise, Masoger (Jean), Pellenc, Peschaud, Roubert (Alex), Saller.

*Excusé.* — M. Auberger.

*Suppléants.* — M. Primet (de M. Marrane), M. Serrure (de M. Ignacio-Pinto).

**Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Bardon-Damarzid, Carcassonne, Chazette, Chevalier (Robert), Delalande, Félice (de), Geoffroy (Jean), Giacomoni, Gilbert Jules, Joseau-Marigné, Maire (Georges), Molle (Marcel), Pernot (Georges), Reynouard, Tailhades.

*Excusés.* — M. Bordeneuve, Mme Girault.

**Commission de la marine et des pêches.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Abel-Durand, Denvers, Estève, Giacomoni, Gracia (Lucien de), Jaouen (Yves), Jézéquel, Lasalarié, Léger, Léonetti, Lodéon, Rochereau, Satineau, Symphor, Vourc'h.

*Excusés.* — M. Brunet, Mme Eboué, MM. de Gouyon, Romani, Tellier.

*Suppléant.* — M. Razac (de M. Claireaux).

**Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression).**

La commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) a nommé secrétaire M. Montillé (Lailiet de), en remplacement de Mme Claeys, démissionnaire.

**Convocation de commission.**

La commission de la défense nationale se réunira le jeudi 16 juin 1949, un quart d'heure avant le début de la séance de nuit (local n° 217):

Echange de vues sur l'examen du budget militaire.

**Réunions du jeudi 16 juin 1949.**

Commission de comptabilité, à onze heures trente. — Local n° 253.

Commission de la défense nationale, un quart d'heure avant la séance de nuit. — Local n° 217.

Commission de l'intérieur, à dix heures. — Local n° 221.

Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, à neuf heures trente. — Local n° 202.

Commission de la production industrielle, à dix heures trente. — Local n° 271.

Commission du ravitaillement et des boissons, à dix heures trente. — Local n° 214.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre, à dix heures trente. — Local n° 213.

# INFORMATIONS

RELATIVES A

# L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE

**Ordre du jour du jeudi 16 juin 1949.**

**A quinze heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

Discussion de la proposition de résolution de M. Thévenin, Mlle Allemandi, MM. Coulibaly, Arnault, Bizot et des membres du groupe communiste et apparentés et du groupe du rassemblement démocratique africain, tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi modifiant les conditions d'attribution des allocations familiales aux salariés algériens travaillant dans la métropole dont la famille réside en Algérie. (Nos 488, année 1948 et 86, année 1949. — M. Chassiot, rapporteur.)

**Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le 16 juin 1949.**

N° 151. — Rapport de M. Cianfarani sur la proposition (n° 63, année 1949) de MM. Cianfarani et Meyer, tendant à obtenir une plus large contribution de la métropole à la réalisation du plan de progrès social de l'Algérie, notamment en matière d'enseignement, de santé publique et de petite hydraulique.

**Commission des affaires sociales.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Begarra, Bidet, Bolifraud, Borrey, Catrice (Paul), Chassiot, Chekkal Dahò, Corniglion, Corval, Coulibaly, Gervais, La Gravière, Mlle Le Ber, Mme Mairoux, M. Voca.

*Excusés.* — Mmes Bertrand, Cadot, MM. Soldani, Lapart, Perier, Touré, Mme M. Verger.

*Suppléants.* — M. P. Catrice (de M. Grimaldi), M. Begarra (de M. Camprasse), M. Bolifraud (de M. Carroué), M. Borrey (de M. Zussy), M. Chassiot (de M. Donnat), M. Corniglion (de M. Ibrahim), M. Coulibaly (de M. Boumendjel), M. Gervais (de M. Boukhelouat).

**Commission de défense de l'Union française.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Reisbed, Bichon, Chevance-Bertin (général), Daher, Delmas, Derange, Esnault, Gaignard, Georget, Laurant-Eynac, Levy, Meyer, Mme Emilienne Moreau, MM. Moullec (contre-amiral), Sion Var, Tubert (général), Vivier, Mme la princesse Yukanthor.

*Excusés.* — MM. Gaudart, Lachenal, Nignan, Ramampy, Zinsou.

*Suppléants.* — M. l'amiral Moullec (de M. Comiti), M. Daher (de M. de La Vasselais), M. Gaignard (de M. Motais de Narbonne), M. le général Tubert (de M. le général Plagne), M. Levy (de M. Savary), M. Yvon Esnault (de M. Schock).

**Commission du plan, de l'équipement et des communications.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Bilavarn Ehoun, Charlier, Cianfarani, Delmas, Egretaud, Georget, Jacobson, Jumillon, Lhuillier, Longuet, Schock, Serot, Sylvestre, Thesmia.

*Excusés.* — MM. Ahmed Kotoko, Cumbet, Gaudart, Gueye Momar Djim, Lombarde, Plagne, Ya Doumbia.

*Suppléants.* — Mlle Lafon (de Mlle Allemandi), MM. Delmas (de M. Rond), Egretaud (de M. d'Arboussier), Georget (de M. Tétau), Jumillon (de M. Camprasse), Sylvestre (de M. Touré), Jacobson (de M. R. Moreux), Schock (de M. Schmitt), Cianfarani (de M. Aubert).

**Commission des relations extérieures.**

*Séance du mercredi 15 juin 1949.*

*Présents.* — MM. Bidet, Corval, Esnault, Julien, Kemajou, Laussier, Le Bron-Kéris, Mme Lefaucheux, MM. Moullec (contre-amiral), Naroun, Soppo Priso, Mme la princesse Yukanthor.

*Excusés.* — MM. Coubèche, Darian, Michard-Pélissier, Oudard, Ramampy, Sarraut, Savi de Tové, Sok Chhong, Souvannavong Gurot, Mme Marienne Verger.

*Suppléants.* — MM. Bidet (de M. Georges Rond), Esnault (de M. Jozé), Julien (de

M. Dumas), Gaulissier (de M. Lachenal), Moullec (de M. de Boysson), Soppo Priso (de M. Rosenfeld), Pieri (de M. Alduy).

*N'a pas assisté à la séance.* — M. Barbé, en application de l'article 96 du règlement.

**Convocation de commission.**

La commission d'instruction se réunira le mardi 21 juin 1949, à quatorze heures (local n° 217):

Seconde audition de Me Stibbe sur les élections des conseillers de Madagascar.

# INFORMATIONS
RELATIVES
# AU CONSEIL ECONOMIQUE

**Séance du mardi 21 juin 1949.**

A QUINZE HEURES

*Ordre du jour.*

1. — Proposition de loi n° 2106 relative au statut du fermage et du métayage.

2. — Projet de loi n° 7084 relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques et de la Société nationale d'études et de constructions de moteurs d'aviation et à la protection des secrets de la défense nationale.

# AVIS & COMMUNICATIONS

**Ministère des finances et des affaires économiques.**

*Avis aux importateurs titulaires de licences délivrées sur autorisations d'achat Marshall du premier trimestre 1949.*

Les titulaires de licences d'importation imputées sur les autorisations d'achat du premier trimestre 1949, c'est-à-dire dont le numéro ECA-38 se termine par le groupe de chiffres 491, disposent d'un délai qui expirera le 30 juin 1949 pour obtenir la livraison de leurs marchandises.

1. — Toutes les licences 491 pour lesquelles les contrats correspondants n'ont pas été remis au Crédit national dans les délais prescrits et en tout cas le 10 juin 1949 au plus tard, seront annulées purement et simplement.

2. — Les titulaires de licences 491, qui ont remis leurs contrats au Crédit national et qui estiment ne pas pouvoir obtenir la livraison des marchandises avant la date limite du 30 juin 1949, sont informés que les services Français demanderont à l'ECA d'accorder les reports de crédits nécessaires pour leur permettre de mener à bonne fin les opérations engagées. Toutefois, le bénéfice éventuel de la décision à intervenir ne pourra être réservé qu'aux importateurs qui auront transmis à leur direction technique, soit directement, soit par le canal des organismes professionnels compétents et pour le 23 juin courant au plus tard, les renseignements suivants:

Numéro ECA de l'autorisation d'achat (ex: 38-390-00-491);
Numéro de la « Letter of Commitment »;
Numéro de la licence d'importation;
Numéro de la fiche P. R. E.;
Montant en dollars des marchandises qui ne seront pas livrées au 30 juin;
Désignation du fournisseur;
Trimestres civils durant lesquels la livraison doit intervenir.

*Avis aux importateurs et avis de l'office des changes n° 404 relatif aux formalités et procédures à respecter par les importateurs titulaires de licences financables dans le cadre de l'aide américaine à l'Europe (plan Marshall).*

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 juin 1949:

Page 5634, 1re colonne, paragraphe *b*, 4e ligne:

Au lieu de:

« De cargaisons financées par l'E. C. A. envoyées aux pays participants sous pavillon autre que celui d'un des pays participants, dans la mesure où le payement de ces services est effectué en dollars, conformément aux usages du commerce;

« De cargaisons non financées par l'E. C. A. expédiées sous pavillon américain aux pays participants »,

Lire:

« De cargaisons financées par l'E. C. A. envoyées au pays participant sous pavillon autre que celui dudit pays participant, dans la mesure où le payement de ces services est effectué en dollars, conformément aux usages du commerce;

« De cargaisons non financées par l'E. C. A. expédiées sous pavillon américain au pays participant ».

Même page, 2e colonne, section II, paragraphe *a*, dernier alinéa, 2e ligne, au lieu de: « La demande peut en être faite par dossier distinct », lire: « La demande doit en être faite par dossier distinct ».

Même page, 3e colonne, deuxième partie, section I, 4e alinéa, 7e et 8e ligne, au lieu de: « Il conviendra de rappeller », lire: « il conviendra de rappeler ».

Page 5636, 1re colonne, 3e Frais de transport maritime, deux premières lignes, au lieu de: « Dans le cas où le remboursement est demandé pour le fret, soit maritime, soit aérien, il y a lieu de... », lire: « Dans le cas où le remboursement est demandé pour le fret maritime, il y a lieu de... ».

Page 5637, 2e colonne, section VI, 1°, 3e alinéa, 2e ligne, au lieu de: « Une lettre d'engagement spéciale (type C) sera demandée par l'E. C. A. », lire: « Une lettre d'engagement spéciale (type C) sera demandée à l'E. C. A. ».

Même page, 3e colonne, quatrième partie, section I, 1°, 2e alinéa, au lieu de: « seuls seront acceptés par le Crédit national des contrats afférents à de telles licences en vertu desquelles la livraison des fournitures doit avoir lieu antérieurement au 30 juin 1949 », lire: « seuls seront acceptés par le Crédit national des contrats afférents à de telles licences en vertu desquels la livraison des fournitures doit avoir lieu antérieurement au 30 juin 1949 ».

Même page, même colonne, quatrième partie, section I, 2°, 2e ligne, au lieu de: « licences délivrées au titre du deuxième semestre 1949 », lire: « licences délivrées au titre du deuxième trimestre 1949 ».

Page 5638, 1re colonne, Procédure P. R. E.-A., Engagement solidaire de l'intermédiaire agréé, avant-dernier alinéa avant *N. B.*, au lieu de: « sur la contre-valeur en francs au cours pratiqué par le fonds de stabilisation des échanges, à la date du règlement de la somme réglée », lire: « sur la contre-valeur en francs, au cours résultant de la réglementation générale des changes, à la date du règlement de la somme réglée ».

Page 5638, 2e colonne, Engagement de l'importateur, deux dernières lignes, au lieu de: « jusqu'à la date exclue du règlement effectif de la somme impayée », lire: « jusqu'à la date incluse du règlement effectif de la somme impayée ».

Même page, même colonne, Engagement solidaire de l'intermédiaire agréé, dernier alinéa avant *N. B.*, au lieu de: « Cet intérêt courra *de plano* et sans mise en demeure, à partir du onzième jour inclus suivant la date de payement à l'exportateur (ou autre créancier) par son correspondant aux Etats-Unis et jusqu'à la date exclue du règlement effectif de la somme impayée », lire: « Cet intérêt courra, *de plano* et sans mise en demeure, à partir du dixième jour exclu suivant la date de payement à l'exportateur (ou autre créancier) par son correspondant aux Etats-Unis et jusqu'à la date incluse du règlement effectif de la somme impayée ».

**Ministère des finances et des affaires économiques et ministère de l'industrie et du commerce.**

*Avis aux importateurs de produits en provenance des Pays-Bas et des Indes néerlandaises.*

(Poste 33. — *B*: Coquillage.)

Comme suite à l'avis aux importateurs de produits en provenance des Pays-Bas et des Indes néerlandaises publié au *Journal officiel* du 14 mai 1949, il est précisé que les importations de coquillages (poste 33, du titre III, Appels d'offres) seront réservées en priorité aux utilisateurs fabricants de boutons et aux négociants importateurs spécialisés. Ces derniers devront joindre à l'appui de leur demande d'autorisation d'importation la liste des fabricants de boutons de nacre dont ils auront reçu une commande.

Enfin, la date limite de dépôt des demandes d'autorisation d'importation, précédemment fixée au 8 juin 1949, à dix-sept heures trente, est reportée au 25 juin 1949, à douze heures trente, dernier délai.

**Ministère des finances et des affaires économiques et ministère de l'agriculture.**

*Avis aux exportateurs de porcs à destination de l'Autriche.*

Les exportateurs sont informés que le contingent de 10.000 porcs gras sur pied, prévu par l'accord commercial franco-autrichien actuellement en vigueur, est ouvert à l'exportation.

Les demandes d'autorisation d'exportation, établies sur formules réglementaires modèle 02, seront reçues par l'office des changes (sous-direction des licences et autorisations commerciales), 8, rue de la Tour-des-Dames, Paris (9e), dès publication du présent avis.

Elles devront être accompagnées, sous peine de rejet, de la photocopie du contrat passé avec l'acheteur autrichien et d'un engagement de l'exportateur de livrer les porcs avant le 31 juillet 1949.

L'exportation ne devra porter que sur des porcs gras d'un poids vif supérieur à 130 kg.

Les demandes seront examinées au fur et à mesure de leur réception, jusqu'à épuisement du contingent prévu.

**Ministère de la France d'outre-mer.**

*Avis de vacance de chaire à l'école supérieure des sciences de l'Indochine.*

La chaire de chimie générale de l'école supérieure des sciences de l'Indochine a été déclarée vacante par arrêté du 24 mai 1949 du haut commissaire de France en Indochine.

Le délai accordé aux candidats éventuels pour faire valoir leurs titres est de trois mois, à compter de la date de la parution de cet arrêté au *Journal officiel* de l'Indochine.

Paris. — Imp des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.

*Le Préfet, directeur des Journaux officiels,*
PIERRE CASSAGNEAU.

# ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014.60, Paris
ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

## Tirages financiers

### Compagnie des Tramways de Nice et du Littoral

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 76 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 12, RUE MAGELLAN, PARIS (8e)
R. C.: Seine 60722.

**Liste des 826 obligations 4 0/0 sorties au tirage du 5 avril 1949, remboursables le 1er juillet 1949 et des numéros restant à rembourser sur les tirages antérieurs.**

(Les chiffres placés à droite des numéros indiquent la date d'échéance des remboursements.)

| | | |
|---|---|---|
| 2 1/49 | 852 7/48 | 2.116 1/49 |
| 6 1/46 | 891 7/49 | 2.123 1/44 |
| 7 7/49 | 931 7/49 | 2.124 7/44 |
| 11 1/47 | 934 1/48 | 2.172 7/47 |
| 21 7/47 | 935 1/49 | 2.179 7/48 |
| 30 7/49 | 983 7/49 | 2.215 1/49 |
| 34 7/49 | 996 7/49 | 2.228 7/45 |
| 37 7/45 | 1.000 7/49 | 2.236 1/49 |
| 82 7/45 | 1.030 7/49 | 2.258 7/47 |
| 92 7/49 | 1.105 7/49 | 2.273 1/49 |
| 97 7/49 | 1.132 1/48 | 2.275 7/49 |
| 118 7/44 | 1.141 1/49 | 2.292 7/48 |
| 133 1/48 | 1.167 1/49 | 2.350 7/45 |
| 148 1/47 | 1.183 7/49 | 2.358 7/46 |
| 159 7/49 | 1.185 7/49 | 2.363 7/45 |
| 216 7/49 | 1.202 1/48 | 2.368 7/35 |
| 222 7/49 | 1.230 7/49 | 2.371 7/42 |
| 224 7/49 | 1.264 1/48 | 2.380 1/49 |
| 233 7/47 | 1.266 1/49 | 2.427 7/49 |
| 250 7/49 | 1.286 1/49 | 2.452 7/49 |
| 290 7/48 | 1.340 7/49 | 2.460 7/49 |
| 293 7/47 | 1.410 1/48 | 2.499 7/48 |
| 323 7/48 | 1.435 1/49 | 2.527 1/48 |
| 363 1/49 | 1.437 1/49 | 2.578 7/49 |
| 364 1/48 | 1.537 7/46 | 2.654 7/49 |
| 366 1/48 | 1.546 7/49 | 2.703 1/47 |
| 371 7/48 | 1.565 1/48 | 2.715 7/49 |
| 374 1/49 | 1.567 1/46 | 2.717 7/49 |
| 380 7/49 | 1.580 1/49 | 2.742 1/48 |
| 388 7/48 | 1.588 7/48 | 2.796 7/47 |
| 400 7/49 | 1.613 1/43 | 2.806 7/49 |
| 406 7/49 | 1.615 1/35 | 2.822 1/48 |
| 424 7/49 | 1.617 1/48 | 2.852 7/48 |
| 426 7/46 | 1.663 7/49 | 2.863 7/48 |
| 482 1/49 | 1.721 1/48 | 2.873 1/46 |
| 531 7/48 | 1.734 1/46 | 2.876 7/47 |
| 562 7/48 | 1.757 1/47 | 2.877 1/48 |
| 596 1/49 | 1.774 7/48 | 2.894 1/49 |
| 611 7/49 | 1.795 7/46 | 2.898 1/44 |
| 613 7/49 | 1.801 7/47 | 2.911 7/49 |
| 615 7/49 | 1.805 7/49 | 2.928 7/48 |
| 635 7/48 | 1.806 1/48 | 2.954 7/49 |
| 655 7/48 | 1.808 1/48 | 2.971 1/47 |
| 658 7/48 | 1.824 1/49 | 2.982 1/47 |
| 701 1/48 | 1.863 7/49 | 2.997 7/47 |
| 706 7/49 | 1.934 1/48 | 2.999 7/49 |
| 711 7/48 | 1.975 7/47 | 3.000 1/45 |
| 712 7/49 | 1.993 7/48 | 3.009 7/45 |
| 736 7/49 | 2.019 1/48 | 3.025 1/48 |
| 755 7/49 | 2.048 7/49 | 3.026 1/48 |
| 756 7/49 | 2.093 7/42 | 3.033 1/47 |
| 814 1/48 | 2.105 7/49 | 3.040 7/49 |
| 824 7/49 | 2.112 1/46 | 3.062 7/41 |
| 3.064 7/49 | 4.519 7/49 | 5.843 7/45 |
| 3.080 1/48 | 4.541 7/46 | 5.850 1/46 |
| 3.094 7/49 | 4.545 1/48 | 5.857 1/49 |
| 3.095 7/49 | 4.546 1/46 | 5.861 7/49 |
| 3.110 1/46 | 4.548 7/49 | 5.900 1/44 |
| 3.117 7/49 | 4.559 7/49 | 5.901 1/46 |
| 3.165 7/48 | 4.563 7/49 | 5.924 7/49 |
| 3.171 1/49 | 4.607 7/49 | 5.929 1/49 |
| 3.180 7/49 | 4.609 1/48 | 5.983 1/49 |
| 3.199 1/46 | 4.628 7/45 | 6.017 1/44 |
| 3.223 7/48 | 4.648 7/46 | 6.018 1/48 |
| 3.269 7/48 | 4.672 7/49 | 6.032 7/49 |
| 3.353 1/48 | 4.685 1/49 | 6.060 7/49 |
| 3.376 1/49 | 4.694 7/49 | 6.108 7/47 |
| 3.381 1/49 | 4.696 7/49 | 6.159 7/46 |
| 3.386 7/45 | 4.747 7/49 | 6.169 7/47 |
| 3.389 7/49 | 4.758 7/48 | 6.190 7/49 |
| 3.390 1/44 | 4.769 1/49 | 6.206 7/41 |
| 3.409 7/46 | 4.784 7/48 | 6.236 1/47 |
| 3.446 1/49 | 4.806 7/49 | 6.239 1/49 |
| 3.456 7/49 | 4.830 7/49 | 6.240 7/49 |
| 3.466 7/49 | 4.856 7/49 | 6.259 7/47 |
| 3.516 7/49 | 4.867 7/49 | 6.280 7/48 |
| 3.537 1/47 | 4.896 1/47 | 6.291 1/48 |
| 3.568 1/45 | 4.910 1/42 | 6.343 1/48 |
| 3.583 1/49 | 4.917 1/47 | 6.347 7/48 |
| 3.590 7/49 | 4.992 1/47 | 6.379 7/49 |
| 3.618 7/48 | 4.995 1/49 | 6.417 7/42 |
| 3.628 1/43 | 5.002 7/48 | 6.454 1/48 |
| 3.697 1/46 | 5.021 7/49 | 6.494 1/49 |
| 3.709 1/41 | 5.036 1/47 | 6.517 1/47 |
| 3.729 7/49 | 5.041 7/48 | 6.518 1/48 |
| 3.737 7/48 | 5.058 1/43 | 6.524 1/44 |
| 3.801 1/49 | 5.064 7/49 | 6.566 7/47 |
| 3.802 7/49 | 5.080 7/44 | 6.567 7/47 |
| 3.816 7/49 | 5.110 1/42 | 6.571 1/49 |
| 3.867 7/49 | 5.131 7/48 | 6.645 1/49 |
| 3.875 1/48 | 5.152 7/49 | 6.648 1/47 |
| 3.879 7/49 | 5.192 1/44 | 6.652 1/47 |
| 3.893 1/45 | 5.208 1/46 | 6.659 1/44 |
| 3.895 7/49 | 5 215 1/45 | 6.684 7/47 |
| 3.917 7/49 | 5.224 7/49 | 6.706 7/49 |
| 3.929 7/43 | 5.231 7/49 | 6.728 1/47 |
| 3.988 7/45 | 5.237 1/45 | 6.744 7/49 |
| 3.989 7/46 | 5.250 7/49 | 6.763 7/47 |
| 4.004 7/48 | 5.266 7/49 | 6.778 7/49 |
| 4.018 1/43 | 5.279 1/46 | 6.788 8/40 |
| 4.033 1/49 | 5.284 1/42 | 6.795 1/45 |
| 4.038 1/47 | 5.293 7/41 | 6.804 7/42 |
| 4.055 7/49 | 5.296 7/46 | 6.805 7/41 |
| 4.071 1/45 | 5.300 1/49 | 6.834 7/49 |
| 4.086 7/48 | 5.306 7/49 | 6.853 7/46 |
| 4.097 1/48 | 5.315 7/47 | 6.854 7/49 |
| 4.101 7/49 | 5.317 7/49 | 6.885 1/47 |
| 4.104 7/49 | 5.345 1/47 | 6.966 7/49 |
| 4.139 7/49 | 5.346 7/47 | 6.969 1/45 |
| 4.142 1/49 | 5.352 7/47 | 6.971 7/47 |
| 4.187 1/47 | 5.377 1/48 | 6.978 7/49 |
| 4.188 7/47 | 5.379 7/42 | 6.993 1/47 |
| 4.195 1/49 | 5.421 7/48 | 6.999 7/48 |
| 4.216 1/46 | 5.433 1/49 | 7.003 1/46 |
| 4.223 7/48 | 5.445 7/48 | 7.010 7/46 |
| 4.226 7/49 | 5.483 1/44 | 7.020 1/46 |
| 4.245 7/43 | 5.489 1/47 | 7.037 7/48 |
| 4.291 7/49 | 5.498 7/49 | 7.043 1/47 |
| 4.327 1/48 | 5.510 1/46 | 7.048 7/48 |
| 4.342 1/49 | 5.573 7/49 | 7.050 7/48 |
| 4.357 7/49 | 5.648 7/49 | 7.075 7/47 |
| 4.359 1/41 | 5.690 7/49 | 7.110 7/49 |
| 4.363 7/49 | 5.710 7/49 | 7.111 7/47 |
| 4.419 7/46 | 5.713 7/46 | 7.121 7/49 |
| 4.424 1/45 | 5.724 7/49 | 7.171 1/49 |
| 4.422 1/42 | 5.728 1/45 | 7.191 1/49 |
| 4.448 7/42 | 5.747 7/49 | 7.195 7/43 |
| 4.450 1/48 | 5.758 1/46 | 7.213 7/48 |
| 4.469 7/49 | 5.764 7/47 | 7.239 7/49 |
| 4.476 1/49 | 5.796 1/41 | 7.247 7/49 |
| 4.489 1/49 | 5.799 1/43 | 7.292 1/47 |
| 4.509 1/49 | 5.823 1/49 | 7.293 1/45 |
| 7.295 1/43 | 8.558 1/49 | 9.898 7/49 |
| 7.321 7/49 | 8.581 7/48 | 9.946 7/44 |
| 7.347 1/49 | 8.618 7/46 | 9.967 7/46 |
| 7.355 1/49 | 8.631 7/49 | 9.994 1/47 |
| 7.398 1/48 | 8.652 7/49 | 10.029 1/49 |
| 7.400 7/48 | 8.673 7/48 | 10.067 7/48 |
| 7.405 7/49 | 8.683 1/48 | 10.132 7/46 |
| 7.406 7/49 | 8.734 7/43 | 10.135 7/47 |
| 7.446 7/49 | 8.710 7/49 | 10.163 7/48 |
| 7.464 7/49 | 8.775 7/43 | 10.171 7/48 |
| 7.473 7/49 | 8.783 7/48 | 10.172 7/49 |
| 7.498 7/49 | 8.791 1/46 | 10.249 7/48 |
| 7.502 7/45 | 8.797 7/45 | 10.295 7/49 |
| 7.503 1/42 | 8.808 7/48 | 10.300 7/49 |
| 7.513 7/48 | 8.844 7/49 | 10.311 7/49 |
| 7.528 1/45 | 8.884 1/48 | 10.332 1/46 |
| 7.552 7/49 | 8.887 1/45 | 10.370 7/49 |
| 7.561 1/49 | 8.913 1/48 | 10.386 1/48 |
| 7.589 1/47 | 8.915 1/49 | 10.438 7/47 |
| 7.598 1/45 | 8.916 7/48 | 10.457 7/47 |
| 7.609 7/49 | 8.917 7/48 | 10.551 7/48 |
| 7.628 7/49 | 8.982 1/49 | 10.562 7/43 |
| 7.629 1/49 | 8.994 1/49 | 10.567 1/49 |
| 7.645 1/49 | 9.031 7/49 | 10.568 7/49 |
| 7.668 1/49 | 9.044 1/49 | 10.576 7/46 |
| 7.671 1/49 | 9.043 1/35 | 10.594 1/49 |
| 7.683 1/48 | 9.115 1/45 | 10.605 7/47 |
| 7.716 7/49 | 9.137 7/49 | 10.618 1/47 |
| 7.749 1/49 | 9.138 7/47 | 10.642 7/49 |
| 7.751 7/49 | 9.161 1/49 | 10.651 7/49 |
| 7.782 7/49 | 9.181 1/47 | 10.717 7/49 |
| 7.786 1/46 | 9.187 7/49 | 10.722 7/46 |
| 7.800 1/43 | 9.193 7/45 | 10.726 1/48 |
| 7.802 1/49 | 9.211 7/47 | 10.730 1/49 |
| 7.808 1/49 | 9.214 7/49 | 10.775 7/48 |
| 7.813 1/46 | 9.215 1/45 | 10.776 1/49 |
| 7.848 8/40 | 9.217 7/49 | 10.781 7/48 |
| 7.849 1/49 | 9.219 1/47 | 10.785 1/48 |
| 7.934 1/49 | 9.224 1/49 | 10.821 7/49 |
| 7.937 1/48 | 9.225 7/49 | 10.837 1/44 |
| 7.951 7/47 | 9.229 1/49 | 10.875 7/44 |
| 7.972 7/45 | 9.246 1/49 | 10.905 7/46 |
| 7.984 7/47 | 9.266 1/49 | 10.930 1/46 |
| 8.011 7/49 | 9.272 1/49 | 10.959 7/44 |
| 8.037 7/32 | 9.292 7/48 | 10.974 7/49 |
| 8.046 7/49 | 9.310 1/46 | 10.986 7/48 |
| 8.049 7/46 | 9.323 7/47 | 10.992 7/46 |
| 8.069 7/46 | 9.329 7/46 | 11.028 7/49 |
| 8.075 7/47 | 9.331 7/48 | 11.051 7/45 |
| 8.087 1/45 | 9.362 7/49 | 11.091 1/46 |
| 8.121 7/49 | 9.430 1/44 | 11.107 1/47 |
| 8.145 1/44 | 9.464 1/49 | 11.157 7/47 |
| 8.150 1/49 | 9.467 7/45 | 11.177 1/48 |
| 8.152 7/44 | 9.473 7/44 | 11.217 1/47 |
| 8.153 7/45 | 9.480 1/48 | 11.233 7/49 |
| 8.161 7/49 | 9.491 1/48 | 11.255 1/48 |
| 8.165 7/49 | 9.500 7/48 | 11.268 1/48 |
| 8.211 7/49 | 9.502 7/49 | 11.280 7/47 |
| 8.225 7/49 | 9.517 1/49 | 11.281 7/48 |
| 8.233 7/47 | 9.535 1/49 | 11.298 7/49 |
| 8.241 8/40 | 9.547 1/49 | 11.324 1/49 |
| 8.242 7/43 | 9.549 1/47 | 11.327 1/49 |
| 8.270 1/47 | 9.556 1/47 | 11.356 7/49 |
| 8.300 7/49 | 9.566 7/47 | 11.356 1/47 |
| 8.320 1/49 | 9.579 7/49 | 11.380 1/47 |
| 8.347 7/48 | 9.593 7/49 | 11.398 7/49 |
| 8.354 7/49 | 9.659 7/48 | 11.403 7/49 |
| 8.369 1/45 | 9.641 7/49 | 11.432 7/49 |
| 8.378 1/49 | 9.733 7/47 | 11.450 1/47 |
| 8.384 1/49 | 9.765 1/48 | 11.491 7/47 |
| 8.422 7/49 | 9.798 1/49 | 11.503 1/42 |
| 8.423 7/48 | 9.816 1/49 | 11.509 7/49 |
| 8.462 7/47 | 9.826 7/49 | 11.511 7/49 |
| 8.472 7/49 | 9.830 7/46 | 11.514 7/49 |
| 8.501 7/49 | 9.831 1/42 | 11.528 1/45 |
| 8.502 1/49 | 9.853 7/49 | 11.539 1/45 |
| 8.533 7/49 | 9.869 7/48 | 11.571 1/46 |
| 8.551 7/49 | 9.883 7/49 | |

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11.591 | 7/47 | 13.196 | 7/49 | 14.993 | 1/49 | 16.821 | 1/49 | 18.385 | 7/43 | 20.297 | 7/48 | 21.968 | 1/43 | 23.706 | 7/49 | 25.592 | 7/49 |
| 11.623 | 7/49 | 13.207 | 7/49 | 15.009 | 7/46 | 16.826 | 1/49 | 18.422 | 7/49 | 20.315 | 1/49 | 21.984 | 7/45 | 23.814 | 7/48 | 25.272 | 1/48 |
| 11.628 | 1/43 | 13.223 | 7/49 | 15.101 | 7/49 | 16.838 | 1/46 | 18.423 | 1/49 | 20.328 | 1/49 | 21.986 | 7/49 | 23.819 | 7/47 | 25.298 | 7/49 |
| 11.630 | 7/33 | 13.247 | 7/48 | 15.142 | 7/49 | 16.857 | 1/49 | 18.424 | 7/46 | 20.338 | 7/49 | 21.989 | 7/49 | 23.865 | 7/48 | 25.316 | 7/49 |
| 11.722 | 7/49 | 13.284 | 1/49 | 15.202 | 7/46 | 16.866 | 7/49 | 18.438 | 7/44 | 20.351 | 7/41 | 21.998 | 1/48 | 23.873 | 7/48 | 25.331 | 7/47 |
| 11.764 | 7/32 | 13.289 | 1/48 | 15.203 | 7/49 | 16.929 | 7/47 | 18.451 | 7/49 | 20.383 | 1/45 | 22.017 | 1/48 | 23.876 | 7/49 | 25.345 | 7/48 |
| 11.782 | 1/48 | 13.297 | 1/48 | 15.226 | 7/49 | 16.933 | 1/48 | 18.457 | 1/42 | 20.394 | 7/46 | 22.061 | 1/47 | 23.887 | 7/49 | 25.347 | 1/42 |
| 11.784 | 7/48 | 13.301 | 7/49 | 15.231 | 1/48 | 16.951 | 7/46 | 18.463 | 7/48 | 20.401 | 1/49 | 22.070 | 7/46 | 23.889 | 1/49 | 25.393 | 1/49 |
| 11.791 | 1/49 | 13.309 | 7/49 | 15.250 | 1/48 | 16.973 | 7/46 | 18.469 | 7/43 | 20.402 | 7/46 | 22.079 | 1/47 | 23.915 | 7/48 | 25.501 | 7/47 |
| 11.799 | 7/49 | 13.392 | 1/46 | 15.286 | 1/47 | 16.985 | 7/49 | 18.497 | 1/49 | 20.446 | 1/49 | 22.087 | 7/49 | 23.927 | 7/48 | 25.508 | 7/49 |
| 11.862 | 7/48 | 13.443 | 1/48 | 15.288 | 7/49 | 16.986 | 1/49 | 18.554 | 1/43 | 20.453 | 7/47 | 22.088 | 7/49 | 23.955 | 7/49 | 25.595 | 1/46 |
| 11.870 | 7/49 | 13.477 | 7/45 | 15.316 | 7/46 | 16.988 | 7/49 | 18.556 | 7/45 | 20.458 | 7/49 | 22.112 | 7/48 | 23.981 | 7/46 | 25.600 | 7/48 |
| 11.876 | 7/49 | 13.522 | 7/46 | 15.363 | 1/45 | 17.025 | 1/49 | 18.577 | 7/46 | 20.471 | 7/49 | 22.140 | 7/49 | 24.005 | 1/44 | 25.601 | 1/49 |
| 11.891 | 7/49 | 13.525 | 1/48 | 15.473 | 7/48 | 17.050 | 7/47 | 18.604 | 7/49 | 20.481 | 7/49 | 22.170 | 1/45 | 24.006 | 1/41 | 25.416 | 1/48 |
| 11.903 | 7/49 | 13.528 | 7/46 | 15.516 | 1/44 | 17.051 | 7/42 | 18.621 | 7/46 | 20.491 | 7/45 | 22.171 | 7/48 | 24.016 | 1/47 | 25.445 | 7/49 |
| 11.904 | 1/49 | 13.529 | 7/49 | 15.528 | 7/48 | 17.101 | 1/49 | 18.630 | 7/46 | 20.523 | 7/49 | 22.179 | 7/49 | 24.023 | 7/47 | 25.455 | 7/49 |
| 11.929 | 1/44 | 13.583 | 7/48 | 15.535 | 1/48 | 17.134 | 7/47 | 18.661 | 1/49 | 20.530 | 7/49 | 22.186 | 7/47 | 24.024 | 7/49 | 25.464 | 7/49 |
| 11.956 | 1/47 | 13.588 | 1/49 | 15.540 | 1/47 | 17.154 | 7/48 | 18.678 | 1/46 | 20.582 | 1/49 | 22.198 | 7/49 | 24.026 | 7/42 | 25.466 | 7/44 |
| 11.985 | 1/47 | 13.593 | 1/45 | 15.542 | 1/49 | 17.163 | 7/49 | 18.683 | 7/45 | 20.585 | 1/46 | 22.233 | 7/48 | 24.034 | 7/48 | 25.477 | 1/46 |
| 11.986 | 1/42 | 13.627 | 7/49 | 15.567 | 7/45 | 17.192 | 1/46 | 18.690 | 1/49 | 20.588 | 7/49 | 22.238 | 7/46 | 24.040 | 7/49 | 25.485 | 1/49 |
| 11.971 | 7/49 | 13.644 | 7/49 | 15.576 | 7/49 | 17.200 | 1/43 | 18.703 | 7/48 | 20.607 | 7/49 | 22.257 | 1/47 | 24.045 | 7/49 | 25.493 | 1/46 |
| 11.997 | 1/49 | 13.665 | 7/49 | 15.596 | 1/46 | 17.211 | 1/42 | 18.755 | 7/49 | 20.614 | 7/49 | 22.274 | 7/49 | 24.085 | 7/42 | 25.502 | 1/48 |
| 12.003 | 7/49 | 13.672 | 1/44 | 15.597 | 7/47 | 17.232 | 7/49 | 18.766 | 1/49 | 20.616 | 1/47 | 22.287 | 7/49 | 24.091 | 7/49 | 25.504 | 1/49 |
| 12.014 | 1/48 | 13.715 | 1/49 | 15.605 | 7/49 | 17.241 | 7/49 | 18.769 | 7/49 | 20.650 | 1/43 | 22.304 | 1/47 | 24.092 | 1/48 | 25.511 | 7/49 |
| 12.032 | 1/42 | 13.737 | 1/48 | 15.615 | 7/48 | 17.243 | 1/49 | 18.772 | 7/49 | 20.672 | 7/48 | 22.310 | 7/49 | 24.098 | 1/47 | 25.548 | 7/49 |
| 12.135 | 7/48 | 13.771 | 1/45 | 15.638 | 1/43 | 17.249 | 1/44 | 18.794 | 7/49 | 20.715 | 7/49 | 22.313 | 7/47 | 24.107 | 7/49 | 25.551 | 1/42 |
| 12.142 | 1/49 | 13.773 | 7/49 | 15.640 | 7/49 | 17.259 | 7/42 | 18.827 | 7/49 | 20.723 | 7/45 | 22.320 | 7/49 | 24.111 | 7/42 | 25.552 | 1/49 |
| 12.151 | 1/49 | 13.780 | 7/46 | 15.646 | 7/49 | 17.263 | 1/47 | 18.849 | 1/49 | 20.739 | 7/49 | 22.338 | 7/49 | 24.120 | 1/42 | 25.556 | 7/47 |
| 12.155 | 7/48 | 13.808 | 7/46 | 15.664 | 7/49 | 17.268 | 7/44 | 18.854 | 7/49 | 20.740 | 7/49 | 22.356 | 1/47 | 24.123 | 1/44 | 25.561 | 7/44 |
| 12.215 | 1/47 | 13.819 | 7/48 | 15.676 | 7/48 | 17.269 | 7/49 | 18.867 | 7/48 | 20.747 | 1/45 | 22.361 | 7/49 | 24.126 | 7/43 | 25.591 | 1/48 |
| 12.216 | 1/47 | 13.852 | 7/49 | 15.694 | 7/49 | 17.306 | 1/43 | 18.913 | 7/49 | 20.781 | 1/49 | 22.377 | 1/49 | 24.175 | 7/44 | 25.602 | 7/49 |
| 12.222 | 7/49 | 13.871 | 7/47 | 15.712 | 7/49 | 17.335 | 7/46 | 18.917 | 7/49 | 20.836 | 7/49 | 22.380 | 7/49 | 24.484 | 7/49 | 25.606 | 7/49 |
| 12.223 | 7/32 | 13.884 | 7/49 | 15.717 | 7/49 | 17.334 | 7/49 | 18.930 | 7/48 | 20.882 | 1/47 | 22.396 | 1/44 | 24.493 | 1/44 | 25.608 | 1/48 |
| 12.247 | 7/49 | 13.926 | 7/49 | 15.721 | 7/48 | 17.347 | 7/49 | 19.002 | 1/49 | 20.856 | 7/49 | 22.420 | 7/49 | 24.223 | 7/49 | 25.676 | 7/48 |
| 12.249 | 7/49 | 13.931 | 7/47 | 15.774 | 1/48 | 17.348 | 1/49 | 19.004 | 7/48 | 20.858 | 7/49 | 22.432 | 7/49 | 24.231 | 7/49 | | |
| 12.256 | 1/46 | 13.936 | 7/48 | 15.830 | 7/46 | 17.349 | 1/49 | 19.009 | 7/47 | 20.889 | 7/48 | 22.436 | 7/48 | 24.262 | 7/47 | 25.697 | 1/49 |
| 12.257 | 7/49 | 13.972 | 7/49 | 15.875 | 7/49 | 17.367 | 7/48 | 19.016 | 1/47 | 20.895 | 7/49 | 22.458 | 7/47 | 24.270 | 1/48 | 25.698 | 7/42 |
| 12.266 | 7/46 | 13.983 | 1/49 | 15.936 | 7/49 | 17.400 | 7/47 | 19.029 | 7/47 | 20.898 | 1/49 | 22.472 | 7/49 | 24.271 | 7/43 | 25.720 | 7/48 |
| 12.271 | 7/49 | 14.000 | 7/49 | 15.960 | 7/49 | 17.425 | 7/48 | 19.039 | 7/47 | 20.925 | 1/48 | 22.488 | 1/46 | 24.287 | 1/45 | 25.723 | 1/47 |
| 12.300 | 7/49 | 14.011 | 1/49 | 15.977 | 7/48 | 17.430 | 1/44 | 19.050 | 1/47 | 20.993 | 7/47 | 22.522 | 1/48 | 24.302 | 7/49 | 25.752 | 1/42 |
| 12.340 | 1/48 | 14.027 | 7/49 | 16.012 | 1/49 | 17.500 | 1/49 | 19.067 | 1/46 | 20.995 | 1/49 | 22.532 | 1/49 | 24.308 | 7/48 | 25.756 | 1/48 |
| 12.372 | 7/47 | 14.075 | 1/45 | 16.029 | 1/42 | 17.541 | 8/49 | 19.071 | 7/49 | 20.996 | 7/47 | 22.556 | 7/49 | 24.341 | 1/49 | 25.759 | 1/49 |
| 12.423 | 1/49 | 14.099 | 1/49 | 16.144 | 1/49 | 17.544 | 1/49 | 19.114 | 7/48 | 21.010 | 7/45 | 22.561 | 1/45 | 24.346 | 7/49 | 25.762 | 1/49 |
| 12.433 | 7/45 | 14.104 | 1/49 | 16.156 | 1/46 | 17.548 | 1/49 | 19.137 | 7/46 | 21.032 | 1/43 | 22.565 | 1/46 | 24.348 | 7/48 | 25.828 | 1/46 |
| 12.439 | 7/48 | 14.120 | 7/49 | 16.157 | 7/43 | 17.567 | 7/48 | 19.164 | 7/47 | 21.043 | 1/48 | 22.582 | 7/49 | 24.350 | 7/48 | 25.832 | 1/42 |
| 12.476 | 1/47 | 14.135 | 1/49 | 16.159 | 7/46 | 17.581 | 1/48 | 19.169 | 7/49 | 21.044 | 7/46 | 22.598 | 7/41 | 24.358 | 1/49 | 25.833 | 7/46 |
| 12.529 | 7/48 | 14.138 | 7/49 | 16.163 | 7/49 | 17.590 | 1/44 | 19.176 | 1/49 | 21.050 | 7/49 | 22.599 | 7/43 | 24.362 | 7/49 | 25.838 | 1/47 |
| 12.531 | 1/49 | 14.159 | 7/49 | 16.181 | 1/49 | 17.615 | 1/48 | 19.200 | 7/48 | 21.057 | 7/48 | 22.605 | 7/41 | 24.366 | 7/49 | 25.847 | 7/48 |
| 12.550 | 7/49 | 14.163 | 7/49 | 16.200 | 1/49 | 17.617 | 7/49 | 19.207 | 7/48 | 21.068 | 1/48 | 22.656 | 1/48 | 24.386 | 1/49 | 25.856 | 7/48 |
| 12.572 | 7/49 | 14.192 | 1/49 | 16.207 | 7/46 | 17.621 | 7/47 | 19.209 | 7/47 | 21.081 | 7/49 | 22.659 | 1/49 | 24.388 | 7/49 | 25.916 | 1/49 |
| 12.580 | 1/49 | 14.193 | 7/49 | 16.211 | 1/49 | 17.647 | 7/49 | 19.223 | 7/49 | 21.095 | 7/49 | 22.673 | 7/49 | 24.408 | 1/49 | 25.939 | 1/49 |
| 12.583 | 1/45 | 14.214 | 7/46 | 16.228 | 7/49 | 17.657 | 7/49 | 19.232 | 7/43 | 21.098 | 1/49 | 22.688 | 7/49 | 24.421 | 7/49 | 25.965 | 1/49 |
| 12.584 | 1/43 | 14.239 | 7/47 | 16.247 | 7/49 | 17.664 | 1/49 | 19.236 | 1/49 | 21.100 | 1/49 | 22.690 | 1/47 | 24.434 | 7/49 | 26.030 | 7/49 |
| 12.607 | 7/49 | 14.280 | 7/49 | 16.257 | 7/48 | 17.687 | 7/49 | 19.283 | 7/48 | 21.105 | 1/49 | 22.711 | 7/49 | 24.443 | 7/47 | 26.038 | 7/49 |
| 12.627 | 7/47 | 14.314 | 7/49 | 16.261 | 7/49 | 17.697 | 1/45 | 19.326 | 7/49 | 21.107 | 7/48 | 22.725 | 7/49 | 24.445 | 7/49 | 26.077 | 1/49 |
| 12.635 | 1/48 | 14.321 | 1/49 | 16.262 | 7/42 | 17.708 | 1/48 | 19.335 | 1/49 | 21.118 | 1/44 | 22.727 | 7/49 | 24.458 | 1/48 | 26.087 | 7/49 |
| 12.655 | 7/44 | 14.341 | 1/44 | 16.265 | 7/42 | 17.710 | 7/49 | 19.339 | 7/46 | 21.122 | 1/48 | 22.758 | 1/47 | 24.478 | 7/46 | 26.123 | 7/48 |
| 12.662 | 7/42 | 14.342 | 7/49 | 16.270 | 7/49 | 17.746 | 7/49 | 19.391 | 7/47 | 21.148 | 7/45 | 22.759 | 1/46 | 24.533 | 7/49 | 26.133 | 1/48 |
| 12.686 | 7/49 | 14.345 | 7/44 | 16.274 | 1/49 | 17.745 | 1/49 | 19.430 | 7/49 | 21.150 | 1/47 | 22.811 | 7/49 | 24.535 | 7/45 | 26.162 | 7/49 |
| 12.704 | 7/49 | 14.390 | 1/42 | 16.284 | 7/49 | 17.747 | 7/49 | 19.437 | 1/36 | 21.152 | 7/41 | 22.812 | 7/49 | 24.541 | 1/49 | 26.186 | 7/49 |
| 12.726 | 1/46 | 14.396 | 7/49 | 16.310 | 7/49 | 17.770 | 7/49 | 19.438 | 7/42 | 21.178 | 7/49 | 22.865 | 1/48 | 24.550 | 1/49 | 26.192 | 7/49 |
| 12.727 | 7/48 | 14.562 | 7/49 | 16.315 | 1/49 | 17.775 | 7/44 | 19.519 | 1/43 | 21.182 | 1/49 | 22.873 | 7/48 | 24.553 | 1/48 | 26.211 | 7/49 |
| 12.737 | 1/36 | 14.578 | 7/49 | 16.327 | 7/49 | 17.789 | 7/49 | 19.532 | 7/43 | 21.202 | 1/49 | 22.876 | 7/49 | 24.564 | 1/49 | 26.218 | 7/49 |
| 12.740 | 7/49 | 14.591 | 1/49 | 16.331 | 1/48 | 17.801 | 1/49 | 19.533 | 1/49 | 21.212 | 1/48 | 22.886 | 1/49 | 24.566 | 7/49 | 26.264 | 1/46 |
| 12.820 | 7/49 | 14.602 | 7/45 | 16.342 | 7/45 | 17.805 | 1/41 | 19.579 | 7/49 | 21.236 | 1/48 | 22.892 | 7/46 | 24.576 | 7/48 | 26.267 | 1/46 |
| 12.824 | 1/42 | 14.616 | 1/49 | 16.344 | 7/48 | 17.807 | 7/45 | 19.579 | 1/48 | 21.247 | 7/47 | 22.928 | 7/49 | 24.596 | 1/49 | 26.301 | 1/49 |
| 12.844 | 1/46 | 14.618 | 1/48 | 16.347 | 7/45 | 17.810 | 7/49 | 19.588 | 1/49 | 21.304 | 7/48 | 22.931 | 1/47 | 24.605 | 7/49 | 26.302 | 7/49 |
| 12.852 | 7/49 | 14.619 | 7/48 | 16.367 | 7/49 | 17.819 | 1/49 | 19.599 | 7/49 | 21.314 | 1/49 | 22.955 | 1/48 | 24.614 | 7/49 | 26.312 | 1/42 |
| 12.857 | 1/47 | 14.621 | 1/46 | 16.370 | 1/49 | 17.841 | 1/49 | 19.612 | 7/49 | 21.325 | 7/49 | 22.963 | 1/46 | 24.648 | 7/49 | 26.341 | 7/48 |
| 12.865 | 1/45 | 14.646 | 7/45 | 16.376 | 7/44 | 17.882 | 7/49 | 19.632 | 1/36 | 21.368 | 7/49 | 22.968 | 7/43 | 24.688 | 7/48 | 26.347 | 1/48 |
| 12.876 | 7/48 | 14.682 | 1/49 | 16.389 | 7/48 | 17.885 | 7/48 | 19.636 | 1/44 | 21.383 | 1/49 | 22.986 | 1/39 | 24.704 | 7/48 | 26.351 | 7/46 |
| 12.877 | 7/49 | 14.698 | 7/43 | 16.422 | 1/43 | 17.897 | 1/49 | 19.642 | 1/47 | 21.409 | 7/48 | 22.987 | 7/49 | 24.712 | 1/45 | 26.353 | 7/47 |
| 12.883 | 1/48 | 14.541 | 1/49 | 16.428 | 7/49 | 17.915 | 1/47 | 19.680 | 1/48 | 21.438 | 1/48 | 23.005 | 1/47 | 24.724 | 7/49 | 26.394 | 7/49 |
| 12.895 | 7/48 | 14.557 | 7/48 | 16.446 | 1/48 | 17.916 | 7/48 | 19.698 | 1/47 | 21.462 | 7/49 | 23.036 | 1/47 | 24.744 | 7/48 | 26.403 | 7/47 |
| 12.899 | 1/49 | 14.624 | 1/46 | 16.450 | 1/48 | 17.927 | 1/45 | 19.701 | 7/48 | 21.520 | 7/49 | 23.054 | 1/49 | 24.799 | 7/49 | 26.413 | 1/48 |
| 12.906 | 7/36 | 14.628 | 7/47 | 16.453 | 7/49 | 17.940 | 7/47 | 19.728 | 7/49 | 21.526 | 1/49 | 23.069 | 7/48 | 24.808 | 7/49 | 26.420 | 7/47 |
| 12.912 | 7/49 | 14.637 | 7/47 | 16.463 | 7/48 | 17.961 | 7/41 | 19.729 | 7/47 | 21.556 | 1/49 | 23.131 | 7/47 | 24.872 | 7/49 | 26.421 | 1/48 |
| 12.933 | 1/48 | 14.668 | 7/49 | 16.495 | 7/49 | 17.978 | 7/49 | 19.762 | 7/49 | 21.568 | 1/49 | 23.141 | 7/49 | 24.893 | 1/49 | 26.423 | 1/48 |
| 12.955 | 7/47 | 14.661 | 7/47 | 16.507 | 7/49 | 17.989 | 1/49 | 19.764 | 7/45 | 21.588 | 7/42 | 23.194 | 7/49 | 24.898 | 1/49 | 26.428 | 7/48 |
| 12.988 | 7/47 | 14.668 | 7/48 | 16.511 | 7/48 | 17.997 | 1/48 | 19.781 | 1/46 | 21.606 | 1/45 | 23.199 | 7/49 | 24.902 | 7/49 | 26.433 | 7/43 |
| 12.996 | 7/49 | 14.703 | 7/48 | 16.566 | 4/32 | 18.030 | 7/47 | 19.794 | 7/47 | 21.607 | 1/46 | 23.236 | 7/49 | 24.952 | 1/48 | 26.436 | 7/48 |
| 12.998 | 1/41 | 14.729 | 7/43 | 16.582 | 1/49 | 18.040 | 1/49 | 19.799 | 1/46 | 21.626 | 1/48 | 23.299 | 1/47 | 24.956 | 1/48 | 26.445 | 1/43 |
| 12.999 | 7/49 | 14.732 | 8/49 | 16.611 | 7/45 | 18.061 | 7/48 | 19.804 | 7/49 | 21.629 | 7/49 | 23.312 | 1/47 | 24.982 | 7/45 | 26.473 | 7/43 |
| 13.028 | 7/49 | 14.738 | 1/48 | 16.612 | 1/47 | 18.086 | 1/49 | 19.827 | 1/49 | 21.662 | 7/46 | 23.327 | 7/49 | 24.998 | 7/47 | 26.520 | 1/48 |
| 13.050 | 7/41 | 14.768 | 1/49 | 16.616 | 7/49 | 18.088 | 7/45 | 19.844 | 7/49 | 21.687 | 7/49 | 23.349 | 2/47 | 25.006 | 7/49 | 26.533 | 1/48 |
| 13.053 | 1/47 | 14.788 | 7/48 | 16.669 | 7/48 | 18.143 | 7/49 | 19.856 | 1/49 | 21.691 | 7/48 | 23.406 | 7/49 | 25.011 | 1/49 | 26.538 | 7/48 |
| 13.059 | 7/49 | 14.815 | 1/49 | 16.674 | 7/49 | 18.152 | 7/47 | 19.896 | 7/49 | 21.704 | 1/46 | 23.418 | 1/47 | 25.015 | 1/49 | 26.539 | 7/48 |
| 13.061 | 7/47 | 14.818 | 1/44 | 16.678 | 1/48 | 18.174 | 7/43 | 19.899 | 1/45 | 21.705 | 7/47 | 23.436 | 7/45 | 25.025 | 7/32 | 26.572 | 1/48 |
| 13.062 | 1/45 | 14.819 | 1/44 | 16.705 | 7/47 | 18.181 | 1/48 | 19.902 | 7/49 | 21.772 | 1/45 | 23.447 | 1/47 | 25.029 | 7/49 | 26.582 | 1/48 |
| 13.063 | 7/48 | 14.825 | 7/49 | 16.713 | 7/45 | 18.214 | 7/46 | 19.908 | 1/48 | 21.780 | 1/48 | 23.450 | 1/46 | 25.061 | 7/49 | 26.585 | 1/48 |
| 13.094 | 7/49 | 14.840 | 7/48 | 16.717 | 7/49 | 18.247 | 1/36 | 19.976 | 1/48 | 21.795 | 1/43 | 23.455 | 7/49 | 25.064 | 7/48 | 26.608 | 7/48 |
| 13.123 | 1/39 | 14.845 | 1/49 | 16.720 | 1/47 | 18.251 | 8/49 | 20.055 | 7/43 | 21.818 | 1/46 | 23.484 | 7/49 | 25.067 | 7/47 | 26.615 | 7/48 |
| 13.128 | 1/44 | 14.883 | 1/31 | 16.724 | 3/47 | 18.296 | 7/49 | 20.136 | 1/49 | 21.847 | 1/31 | 23.536 | 7/48 | 25.075 | 1/46 | 26.616 | 7/48 |
| 13.154 | 7/49 | 14.899 | 7/49 | 16.725 | 7/47 | 18.297 | 1/49 | 20.165 | 7/49 | 21.848 | 7/48 | 23.538 | 1/31 | 25.109 | 7/47 | 26.652 | 1/47 |
| 13.166 | 1/48 | 14.902 | 7/48 | 16.731 | 1/47 | 18.247 | 1/49 | 20.197 | 7/47 | 21.849 | 7/49 | 23.549 | 1/43 | 25.111 | 7/48 | 26.717 | 1/49 |
| 13.172 | 7/49 | 14.930 | 7/49 | 16.734 | 1/49 | 18.290 | 1/49 | 20.208 | 7/49 | 21.853 | 1/49 | 23.654 | 1/43 | 25.131 | 7/49 | 26.718 | 7/49 |
| 13.175 | 7/48 | 14.934 | 7/36 | 16.757 | 7/46 | 18.291 | 1/47 | 20.217 | 7/49 | 21.870 | 7/44 | 23.663 | 1/46 | 25.154 | 7/46 | 26.741 | 1/49 |
| 13.182 | 7/49 | 14.940 | 7/49 | 16.765 | 7/49 | 18.316 | 1/46 | 20.227 | 1/45 | 21.884 | 1/48 | 23.711 | 7/45 | 25.159 | 7/49 | 26.769 | 7/49 |
| 13.195 | 7/49 | 14.943 | 1/48 | 16.795 | 1/49 | 18.348 | 7/48 | 20.239 | 7/49 | 21.912 | 7/42 | 23.712 | 7/46 | 25.183 | 7/47 | 26.786 | 7/48 |
| | | | | | | 18.349 | 1/48 | 20.267 | 7/48 | 21.951 | 7/48 | 23.724 | 1/46 | 25.223 | 7/49 | 26.801 | 7/49 |
| | | | | | | 18.365 | 7/46 | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 26.812 7/49 | 28.462 7/49 | 30.310 7/49 | 32.131 7/49 | 34.176 7/48 | 35.875 1/48 | 37.804 7/46 | 39.335 7/46 | 41.476 1/47 |
| 26.813 1/47 | 28.485 1/44 | 30.321 7/41 | 32.135 1/46 | 34.184 1/49 | 35.918 1/49 | 37.805 7/49 | 39.355 7/49 | 41.547 7/48 |
| 26.869 8/40 | 28.487 1/36 | 30.340 7/48 | 32.164 1/44 | 34.221 1/49 | 35.971 7/49 | 37.819 7/49 | 39.377 7/49 | 41.548 7/49 |
| 26.883 1/49 | 28.513 1/43 | 30.345 7/49 | 32.243 7/49 | 34.269 8/40 | 36.016 7/49 | 37.829 7/49 | 39.378 7/47 | 41.620 7/42 |
| 26.914 1/41 | 28.516 1/47 | 30.374 1/44 | 32.326 1/48 | 34.275 7/44 | 36.066 7/49 | 37.840 1/48 | 39.397 7/49 | 41.652 1/48 |
| 26.927 7/48 | 28.519 7/49 | 30.380 1/47 | 32.388 7/49 | 34.296 7/48 | 36.081 7/49 | 37.846 1/47 | 39.420 1/49 | 41.662 1/47 |
| 26.950 7/48 | 28.550 7/49 | 30.395 7/48 | 32.391 7/49 | 34.310 7/49 | 36.099 7/42 | 37.848 7/49 | 39.435 7/46 | 41.663 7/46 |
| 26.959 7/41 | 28.607 7/47 | 30.411 1/48 | 32.392 7/49 | 34.315 1/49 | 36.102 7/44 | 37.850 7/49 | 39.443 1/48 | 41.666 7/46 |
| 26.998 7/49 | 28.626 7/49 | 30.440 7/49 | 32.394 8/40 | 34.336 1/47 | 36.109 1/46 | 37.853 1/48 | 39.461 7/41 | 41.676 1/45 |
| 27.004 7/48 | 28.630 1/49 | 30.453 1/48 | 32.416 7/49 | 34.392 7/49 | 36.117 7/47 | 37.855 7/48 | 39.508 7/49 | 41.708 7/43 |
| 27.013 1/48 | 28.664 7/48 | 30.465 1/46 | 32.418 7/46 | 34.399 1/45 | 36.184 7/49 | 37.860 1/46 | 39.538 7/44 | 41.735 7/49 |
| 27.015 7/49 | 28.668 7/47 | 30.467 1/47 | 32.423 1/49 | 34.409 1/46 | 36.188 7/49 | 37.887 7/45 | 39.570 7/49 | 41.742 7/49 |
| 27.026 7/49 | 28.671 7/49 | 30.477 7/47 | 32.450 7/49 | 34.410 1/49 | 36.190 1/48 | 37.892 7/49 | 39.586 7/48 | 41.784 7/49 |
| 27.046 7/48 | 28.688 1/41 | 30.484 7/48 | 32.473 1/49 | 34.428 1/49 | 36.217 7/49 | 37.904 7/49 | 39.609 7/49 | 41.790 7/48 |
| 27.050 1/49 | 28.689 7/49 | 30.492 7/47 | 32.483 1/49 | 34.470 1/49 | 36.220 7/49 | 37.918 7/47 | 39.614 1/49 | 41.797 7/49 |
| 27.072 7/47 | 28.692 7/45 | 30.536 1/46 | 32.488 1/42 | 34.497 1/48 | 36.256 1/43 | 37.919 7/49 | 39.648 1/49 | 41.824 7/48 |
| 27.099 1/43 | 28.708 7/47 | 30.563 7/49 | 32.520 1/47 | 34.500 1/49 | 36.267 7/44 | 37.948 1/48 | 39.658 8/40 | 41.848 7/49 |
| 27.102 7/49 | 28.711 7/47 | 30.580 7/45 | 32.549 1/48 | 34.518 1/49 | 36.268 8/40 | 37.955 7/49 | 39.662 1/49 | 41.849 7/49 |
| 27.111 7/48 | 28.712 1/45 | 30.613 1/49 | 32.556 7/47 | 34.539 1/49 | 36.333 1/49 | 37.967 7/48 | 39.667 1/41 | 41.872 1/49 |
| 27.128 7/44 | 28.725 7/49 | 30.629 1/48 | 32.557 1/48 | 34.597 1/49 | 36.353 1/48 | 37.979 1/46 | 39.669 1/42 | 41.874 7/48 |
| 27.129 7/43 | 28.778 1/49 | 30.632 1/49 | 32.586 1/48 | 34.606 7/49 | 36.354 1/49 | 37.985 1/49 | 39.686 7/49 | 41.900 1/48 |
| 27.183 7/49 | 28.807 7/48 | 30.653 7/49 | 32.593 1/49 | 34.621 7/49 | 36.372 8/40 | 38.008 7/49 | 39.688 7/46 | 41.912 7/41 |
| 27.196 7/46 | 28.835 7/45 | 30.655 7/49 | 32.601 7/47 | 34.651 7/49 | 36.384 7/49 | 38.019 7/49 | 39.698 7/49 | 41.917 7/47 |
| 27.224 7/49 | 28.842 7/44 | 30.661 7/49 | 32.637 7/49 | 34.725 7/49 | 36.400 1/43 | 38.049 1/47 | 39.702 7/49 | 41.928 1/49 |
| 27.257 1/47 | 28.848 7/48 | 30.668 7/48 | 32.649 7/49 | 34.733 7/49 | 36.407 1/42 | 38.062 7/47 | 39.714 7/49 | 41.990 1/49 |
| 27.267 1/43 | 28.857 1/43 | 30.673 1/49 | 32.673 7/42 | 34.736 7/49 | 36.409 7/45 | 38.065 7/45 | 39.719 1/47 | 42.005 1/46 |
| 27.268 7/41 | 28.859 7/46 | 30.689 7/49 | 32.681 7/48 | 34.739 1/47 | 36.411 1/48 | 38.094 7/47 | 39.722 7/47 | 42.015 1/49 |
| 27.271 7/49 | 28.861 7/44 | 30.694 1/49 | 32.682 1/45 | 34.740 7/47 | 36.442 1/42 | 38.111 7/47 | 39.735 1/48 | 42.019 7/49 |
| 27.277 7/49 | 28.908 7/44 | 30.702 7/48 | 32.695 7/47 | 34.744 1/47 | 36.445 1/43 | 38.116 1/49 | 39.748 1/49 | 42.041 7/49 |
| 27.287 1/49 | 28.910 1/41 | 30.703 7/48 | 32.704 7/49 | 34.748 7/49 | 36.447 7/49 | 38.121 1/49 | 39.765 7/49 | 42.044 7/48 |
| 27.312 1/48 | 28.958 7/49 | 30.708 7/49 | 32.712 7/49 | 34.756 1/48 | 36.455 7/49 | 38.127 1/49 | 39.780 7/49 | 42.057 7/49 |
| 27.381 1/48 | 28.973 7/41 | 30.742 1/48 | 32.722 7/41 | 34.766 7/49 | 36.459 7/49 | 38.141 7/48 | 39.794 1/48 | 42.068 7/49 |
| 27.383 1/49 | 29.018 1/48 | 30.780 1/45 | 32.733 1/46 | 34.779 7/49 | 36.574 7/49 | 38.203 1/49 | 39.802 7/48 | 42.069 7/49 |
| 27.386 7/49 | 29.064 1/49 | 30.785 1/49 | 32.737 1/42 | 34.786 7/49 | 36.626 7/49 | 38.205 1/49 | 39.812 7/49 | 42.075 7/47 |
| 27.458 1/49 | 29.071 1/48 | 30.793 1/46 | 32.773 7/48 | 34.803 7/49 | 36.629 1/48 | 38.210 7/49 | 39.813 1/47 | 42.149 7/49 |
| 27.461 1/47 | 29.084 1/49 | 30.800 7/47 | 32.831 7/49 | 34.822 1/46 | 36.656 1/49 | 38.236 1/49 | 39.823 1/49 | 42.193 1/48 |
| 27.465 7/49 | 29.116 7/49 | 30.822 7/48 | 32.840 7/48 | 34.831 7/49 | 36.680 7/48 | 38.252 7/49 | 39.903 7/49 | 42.196 1/49 |
| 27.501 1/46 | 29.119 1/49 | 30.823 7/48 | 32.864 1/49 | 34.832 7/44 | 36.699 7/46 | 38.287 7/49 | 39.910 7/49 | 42.207 1/47 |
| 27.513 7/49 | 29.132 7/49 | 30.886 7/48 | 32.868 1/49 | 34.842 7/49 | 36.723 1/47 | 38.295 7/49 | 39.950 1/49 | 42.208 7/49 |
| 27.564 1/49 | 29.136 7/43 | 30.922 1/49 | 32.874 1/48 | 34.845 1/48 | 36.724 7/48 | 38.328 7/49 | 39.952 1/49 | 42.216 1/42 |
| 27.594 7/49 | 29.150 7/45 | 31.011 1/46 | 32.914 7/49 | 34.927 7/49 | 36.773 7/49 | 38.331 7/49 | 39.958 7/47 | 42.227 1/49 |
| 27.637 7/42 | 29.153 7/49 | 31.025 7/49 | 32.933 7/49 | 34.941 7/47 | 36.785 1/47 | 38.340 7/45 | 39.962 1/43 | 42.256 7/49 |
| 27.683 1/42 | 29.160 7/46 | 31.030 7/49 | 33.028 7/48 | 34.968 7/49 | 36.794 1/46 | 38.350 1/48 | 39.967 7/49 | 42.275 7/46 |
| 27.691 1/48 | 29.167 7/49 | 31.031 7/49 | 33.048 1/49 | 34.971 7/49 | 36.795 1/49 | 38.360 7/48 | 39.979 7/49 | 42.276 1/47 |
| 27.712 7/49 | 29.181 7/48 | 31.073 7/48 | 33.070 7/49 | 34.978 1/47 | 36.796 1/45 | 38.362 1/49 | 40.002 1/49 | 42.307 7/49 |
| 27.726 1/49 | 29.208 7/48 | 31.085 1/47 | 33.080 7/49 | 35.007 1/43 | 36.799 7/47 | 38.384 1/46 | 40.006 7/45 | 42.308 7/46 |
| 27.727 1/46 | 29.252 7/48 | 31.101 1/46 | 33.111 1/49 | 35.058 7/49 | 36.802 7/48 | 38.397 7/49 | 40.051 7/49 | 42.310 1/46 |
| 27.730 7/41 | 29.262 7/45 | 31.108 7/49 | 33.171 1/42 | 35.100 7/49 | 36.830 1/49 | 38.412 1/49 | 40.083 7/49 | 42.337 7/49 |
| 27.733 7/46 | 29.333 7/41 | 31.116 7/49 | 33.173 7/49 | 35.102 1/48 | 36.850 1/48 | 38.414 7/49 | 40.162 7/49 | 42.377 1/48 |
| 27.738 7/47 | 29.346 1/46 | 31.132 7/49 | 33.189 7/49 | 35.116 7/48 | 36.879 1/48 | 38.472 7/44 | 40.169 7/49 | 42.380 1/49 |
| 27.756 7/49 | 29.363 7/49 | 31.137 7/49 | 33.199 7/49 | 35.172 7/46 | 36.886 1/49 | 38.477 7/46 | 40.195 7/49 | 42.384 7/49 |
| 27.768 7/49 | 29.364 7/49 | 31.179 1/42 | 33.227 7/49 | 35.185 7/49 | 36.903 8/40 | 38.478 7/49 | 40.252 7/48 | 42.403 7/42 |
| 27.780 1/47 | 29.387 7/46 | 31.182 7/46 | 33.259 7/47 | 35.186 7/47 | 36.907 7/47 | 38.504 7/47 | 40.312 7/49 | 42.429 7/49 |
| 27.809 1/47 | 29.412 7/49 | 31.202 1/49 | 33.269 7/49 | 35.194 1/46 | 36.918 7/49 | 38.522 1/48 | 40.323 7/49 | 42.519 7/49 |
| 27.820 1/48 | 29.447 1/48 | 31.231 7/49 | 33.287 7/49 | 35.218 7/49 | 36.921 7/49 | 38.526 1/44 | 40.405 1/49 | 42.524 1/46 |
| 27.822 7/49 | 29.464 1/44 | 31.233 1/49 | 33.302 7/49 | 35.272 7/49 | 36.930 7/49 | 38.541 7/45 | 40.424 7/46 | 42.526 1/46 |
| 27.828 7/48 | 29.465 1/45 | 31.261 7/43 | 33.337 7/42 | 35.285 7/49 | 36.940 7/49 | 38.544 7/49 | 40.428 1/48 | 42.568 1/44 |
| 27.844 1/49 | 29.473 1/49 | 31.266 1/49 | 33.441 7/49 | 35.309 1/44 | 36.958 7/49 | 38.567 7/43 | 40.433 7/48 | 42.594 7/48 |
| 27.846 1/49 | 29.474 7/49 | 31.283 7/49 | 33.442 7/49 | 35.362 7/49 | 36.965 7/49 | 38.583 7/43 | 40.439 1/49 | 42.598 7/49 |
| 27.881 1/45 | 29.486 1/42 | 31.293 1/49 | 33.478 7/49 | 35.365 1/49 | 36.980 1/49 | 38.606 7/48 | 40.445 7/49 | 42.625 7/49 |
| 27.886 7/46 | 29.554 7/49 | 31.301 7/49 | 33.483 7/49 | 35.369 1/48 | 36.981 1/49 | 38.609 7/49 | 40.514 7/45 | 42.637 7/49 |
| 27.890 1/48 | 29.587 7/49 | 31.326 1/47 | 33.529 7/49 | 35.372 7/49 | 36.990 7/46 | 38.633 7/47 | 40.551 7/48 | 42.657 7/49 |
| 27.916 1/49 | 29.653 7/48 | 31.338 1/49 | 33.601 7/49 | 35.378 7/44 | 36.992 7/49 | 38.636 7/48 | 40.587 7/49 | 42.707 7/49 |
| 27.920 7/49 | 29.673 1/46 | 31.376 1/49 | 33.606 1/49 | 35.384 7/49 | 36.997 7/49 | 38.673 1/49 | 40.597 7/48 | 42.736 7/48 |
| 27.928 1/49 | 29.674 7/45 | 31.378 7/46 | 33.612 7/46 | 35.390 7/49 | 37.029 7/41 | 38.683 7/47 | 40.618 1/48 | 42.747 7/47 |
| 27.984 7/49 | 29.680 1/48 | 31.390 7/48 | 33.626 1/47 | 35.399 1/49 | 37.031 7/46 | 38.687 1/49 | 40.697 7/43 | 42.761 7/49 |
| 27.993 1/48 | 29.702 1/48 | 31.391 8/40 | 33.643 1/49 | 35.414 1/49 | 37.050 7/46 | 38.739 7/43 | 40.699 7/49 | 42.777 1/49 |
| 28.006 7/44 | 29.703 7/47 | 31.398 7/47 | 33.705 7/45 | 35.419 7/47 | 37.077 7/48 | 38.744 dj 46 | 40.705 7/49 | 42.791 7/46 |
| 28.034 1/47 | 29.779 1/41 | 31.410 7/41 | 33.706 1/41 | 35.421 1/49 | 37.088 7/48 | 38.774 7/48 | 40.738 7/47 | 42.801 1/47 |
| 28.039 7/49 | 29.790 1/49 | 31.417 1/47 | 33.736 7/49 | 35.428 1/49 | 37.096 1/46 | 38.777 7/46 | 40.748 1/46 | 42.806 7/49 |
| 28.043 1/49 | 29.820 7/47 | 31.449 1/49 | 33.764 1/49 | 35.435 7/47 | 37.113 7/49 | 38.790 7/49 | 40.766 7/49 | 42.810 7/49 |
| 28.078 7/47 | 29.821 7/49 | 31.459 7/48 | 33.788 1/48 | 35.445 7/49 | 37.114 7/47 | 38.830 7/48 | 40.789 1/45 | 42.923 7/48 |
| 28.090 1/47 | 29.851 1/49 | 31.509 1/43 | 33.813 1/48 | 35.462 7/44 | 37.175 1/49 | 38.831 7/49 | 40.790 7/44 | 42.934 7/49 |
| 28.115 7/49 | 29.859 7/49 | 31.503 1/45 | 33.814 7/49 | 35.470 1/48 | 37.191 7/49 | 38.834 1/49 | 40.819 7/49 | 42.936 1/47 |
| 28.142 7/49 | 29.889 1/41 | 31.505 7/47 | 33.816 7/49 | 35.475 7/48 | 37.263 7/45 | 38.839 7/49 | 40.866 7/49 | 42.971 7/48 |
| 28.149 1/45 | 29.967 d/46 | 31.506 1/47 | 33.833 7/43 | 35.521 1/48 | 37.270 7/49 | 38.857 1/49 | 40.872 7/48 | 42.979 7/48 |
| 28.162 1/49 | 29.949 1/47 | 31.517 1/48 | 33.842 7/49 | 35.522 7/49 | 37.295 7/49 | 38.888 7/49 | 40.921 7/46 | 43.000 7/49 |
| 28.181 7/49 | 29.952 1/49 | 31.529 7/49 | 33.852 1/48 | 35.554 7/48 | 37.307 7/49 | 38.917 7/43 | 40.943 7/46 | 43.001 7/49 |
| 28.216 1/45 | 29.953 1/49 | 31.581 7/49 | 33.863 7/49 | 35.562 1/46 | 37.321 7/49 | 38.925 1/49 | 40.976 7/48 | 43.004 7/49 |
| 28.218 1/44 | 29.977 7/48 | 31.618 7/49 | 33.864 1/48 | 35.569 7/41 | 37.387 1/49 | 38.957 1/49 | 40.978 7/45 | 43.007 7/49 |
| 28.242 7/48 | 29.992 1/49 | 31.653 7/48 | 33.910 7/49 | 35.572 7/48 | 37.396 7/46 | 38.990 7/47 | 41.013 7/45 | 43.030 1/49 |
| 28.248 1/43 | 29.993 7/45 | 31.739 1/49 | 33.913 1/47 | 35.584 7/49 | 37.398 7/43 | 39.004 1/48 | 41 023 1/48 | 43.037 7/43 |
| 28.249 1/47 | 30.001 7/49 | 31.758 1/47 | 33.924 7/46 | 35.591 7/49 | 37.401 1/44 | 39.011 1/49 | 41.052 1/46 | 43.052 1/49 |
| 28.265 7/49 | 30.002 7/48 | 31.788 7/44 | 33.931 7/49 | 35.625 7/48 | 37.402 7/49 | 39.014 7/49 | 41.124 7/49 | 43.055 7/45 |
| 28.292 1/35 | 30.006 1/49 | 31.801 1/42 | 33.937 1/43 | 35.626 7/48 | 37.428 1/47 | 39.015 1/49 | 41.125 7/48 | 43.087 1/45 |
| 28.298 1/25 | 30.009 7/45 | 31.805 7/49 | 33.953 7/49 | 35.633 1/49 | 37.474 1/42 | 39.064 1/44 | 41.126 7/48 | 43.090 7/49 |
| 28.307 1/48 | 30.016 7/49 | 31.830 7/49 | 33.990 7/48 | 35.634 1/46 | 37.478 1/46 | 39.068 1/49 | 41.164 7/49 | 43.103 7/47 |
| 28.325 7/47 | 30.040 7/49 | 31.855 1/44 | 33.997 7/49 | 35.655 7/49 | 37.517 1/49 | 39.069 7/48 | 41.169 1/44 | 43.120 7/43 |
| 28.350 7/41 | 30.077 7/41 | 31.907 1/45 | 34.026 1/47 | 35.691 1/46 | 37.518 1/43 | 39.084 7/48 | 41.180 1/49 | 43.132 7/47 |
| 28.363 7/47 | 30.078 1/42 | 31.910 7/41 | 34.044 7/46 | 35.697 7/45 | 37.537 1/42 | 39.124 1/45 | 41.192 7/46 | 43.151 7/48 |
| 28.384 7/49 | 30.098 7/49 | 31.924 7/47 | 34.045 7/48 | 35.718 1/48 | 37.538 7/41 | 39.125 1/49 | 41.193 1/48 | 43.182 7/48 |
| 28.386 7/42 | 30.116 1/49 | 31.930 7/49 | 34.053 7/48 | 35.724 1/48 | 37.600 1/49 | 39.162 7/45 | 41.276 7/49 | 43.183 1/46 |
| 28.394 7/45 | 30.122 1/46 | 32.017 1/48 | 34.064 1/49 | 35.731 7/49 | 37.601 7/41 | 39.192 7/45 | 41.285 1/49 | 43.202 7/46 |
| 28.396 7/45 | 30.135 7/49 | 32.020 1/49 | 34.076 1/46 | 35.763 1/48 | 37.673 1/49 | 39.205 7/47 | 41.298 1/45 | 43.212 7/49 |
| 28.402 1/46 | 30.136 1/49 | 32.068 7/48 | 34.093 1/46 | 35.767 7/48 | 37.693 1/48 | 39.210 7/49 | 41.315 7/49 | 43.226 1/48 |
| 28.404 1/48 | 30.149 1/48 | 32.069 7/42 | 34.104 7/47 | 35.770 7/49 | 37.722 1/49 | 39.228 1/49 | 41.334 7/48 | 43.227 1/45 |
| 28.411 1/46 | 30.153 1/41 | 32.097 7/44 | 34.124 1/49 | 35.777 7/49 | 37.733 1/49 | 39.262 7/48 | 41.346 7/49 | 43.297 7/49 |
| 28.422 1/46 | 30.209 1/48 | 32.106 7/48 | 34.129 1/49 | 34.789 1/49 | 37.734 1/47 | 39.270 7/44 | 41.371 7/49 | 43.327 7/49 |
| 28.433 7/45 | 30.256 1/46 | 32.110 7/45 | 34.150 7/49 | 35.812 7/45 | 37.761 7/46 | 39.315 7/49 | 41.453 1/48 | 43.331 7/46 |
| 28.457 7/48 | 30.293 1/49 | 32.128 7/48 | 34.171 7/46 | 35.872 7/45 | 37.789 1/49 | 39.323 1/49 | 41.466 1/47 | 43.331 7/46 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 43.335 | 1/46 | 44.503 | 1/45 | 45.648 | 7/49 |
| 43.369 | 1/49 | 44.509 | 1/41 | 45.652 | 7/49 |
| 43.400 | 1/49 | 44.510 | 1/46 | 45.665 | 7/47 |
| 43.407 | 1/48 | 44.512 | 1/46 | 45.669 | 1/46 |
| 43.418 | 1/49 | 44.519 | 1/48 | 45.679 | 1/48 |
| 43.440 | 1/49 | 44.524 | 1/49 | 45.686 | 7/49 |
| 43.466 | 7/48 | 44.536 | 1/47 | 45.687 | 7/49 |
| 43.485 | 1/45 | 44.562 | 7/44 | 45.691 | 7/42 |
| 43.486 | 7/49 | 44.559 | 1/42 | 45.692 | 1/47 |
| 43.505 | 1/49 | 44.561 | 1/49 | 45.697 | 1/47 |
| 43.546 | 1/46 | 44.569 | 7/49 | 45.734 | 7/48 |
| 43.549 | 1/47 | 44.583 | 7/48 | 45.757 | 7/48 |
| 43.574 | 7/49 | 44.619 | 1/48 | 45.766 | 7/48 |
| 43.620 | 1/45 | 44.629 | 7/45 | 45.775 | 7/48 |
| 43.632 | 7/48 | 44.644 | 7/49 | 45.796 | 1/49 |
| 43.642 | 1/46 | 44.673 | 7/49 | 45.801 | 7/48 |
| 43.657 | 1/46 | 44.703 | 7/47 | 45.811 | 1/49 |
| 43.686 | 7/49 | 44.719 | 1/48 | 45.837 | 7/49 |
| 43.728 | 1/49 | 44.730 | 7/44 | 45.853 | 7/48 |
| 43.735 | 7/48 | 44.731 | 7/45 | 45.901 | 7/48 |
| 43.749 | 7/49 | 44.736 | 1/47 | 45.920 | 1/49 |
| 43.759 | 7/49 | 44.741 | 1/46 | 45.945 | 7/49 |
| 43.761 | 1/49 | 44.745 | 7/47 | 45.966 | 7/49 |
| 43.771 | 1/49 | 44.749 | 1/42 | 45.968 | 7/46 |
| 43.777 | 7/46 | 44.751 | 1/48 | 45.969 | 1/44 |
| 43.786 | 1/48 | 44.760 | 1/49 | 45.987 | 1/48 |
| 43.794 | 7/43 | 44.778 | 1/49 | 46.013 | 7/49 |
| 43.808 | 7/49 | 44.781 | 7/49 | 46.017 | 7/43 |
| 43.831 | 7/49 | 44.782 | 7/49 | 46.067 | 7/49 |
| 43.832 | 7/49 | 44.786 | 7/49 | 46.110 | 7/48 |
| 43.833 | 1/48 | 44.798 | 7/43 | 46.125 | 7/49 |
| 43.842 | 1/49 | 44.813 | 1/47 | 46.127 | 1/42 |
| 43.854 | 1/48 | 44.821 | 7/47 | 46.147 | 1/48 |
| 43.864 | 1/47 | 44.837 | 1/48 | 46.169 | 1/46 |
| 43.875 | 1/49 | 44.850 | 7/49 | 46.170 | 7/43 |
| 43.877 | 1/49 | 44.864 | 7/49 | 46.194 | 7/48 |
| 43.885 | 7/48 | 44.879 | 7/49 | 46.202 | 7/47 |
| 43.894 | 7/46 | 44.893 | 1/47 | 46.210 | 7/49 |
| 43.921 | 7/47 | 44.945 | 1/47 | 46.219 | 1/49 |
| 43.923 | 1/48 | 44.951 | 7/48 | 46.247 | 7/49 |
| 43.926 | 7/49 | 44.973 | 7/48 | 46.249 | 1/46 |
| 43.934 | 1/48 | 45.023 | 1/48 | 46.258 | 1/43 |
| 43.962 | 7/48 | 45.036 | 7/47 | 46.280 | 7/49 |
| 43.985 | 7/47 | 45.042 | 1/45 | 46.301 | 7/49 |
| 43.993 | 1/49 | 45.066 | 1/48 | 46.305 | 7/49 |
| 44.018 | 7/49 | 45.071 | 7/47 | 46.310 | 7/47 |
| 44.020 | 7/46 | 45.079 | 7/46 | 46.340 | 7/49 |
| 44.021 | 1/43 | 45.088 | 7/49 | 46.345 | 1/49 |
| 44.038 | 7/43 | 45.125 | 7/48 | 46.356 | 7/46 |
| 44.039 | 1/44 | 45.132 | 7/49 | 46.391 | 7/49 |
| 44.043 | 7/48 | 45.138 | 8/40 | 46.405 | 7/49 |
| 44.050 | 7/49 | 45.139 | 1/43 | 46.427 | 1/48 |
| 44.076 | 1/42 | 45.175 | 7/45 | 46.465 | 1/45 |
| 44.100 | 7/45 | 45.177 | 7/44 | 46.474 | 7/49 |
| 44.103 | 1/48 | 45.184 | 7/49 | 46.520 | 7/49 |
| 44.109 | 7/41 | 45.226 | 7/49 | 46.530 | 1/44 |
| 44.113 | 7/49 | 45.331 | 1/44 | 46.532 | 7/44 |
| 44.119 | 1/47 | 45.333 | 7/49 | 46.568 | 1/49 |
| 44.134 | 7/48 | 45.381 | 1/49 | 46.570 | 7/43 |
| 44.139 | 1/49 | 45.382 | 7/47 | 46.579 | 1/49 |
| 44.147 | 7/49 | 45.389 | 1/44 | 46.587 | 1/49 |
| 44.152 | 7/47 | 45.391 | 7/49 | 46.615 | 7/45 |
| 44.162 | 1/48 | 45.393 | 1/46 | 46.638 | 7/49 |
| 44.169 | 7/48 | 45.408 | 7/49 | 46.677 | 7/49 |
| 44.194 | 1/48 | 45.433 | 1/45 | 46.706 | 7/48 |
| 44.202 | 7/49 | 45.436 | 1/44 | 46.711 | 1/49 |
| 44.223 | 1/49 | 45.438 | 1/47 | 46.744 | 7/48 |
| 44.250 | 7/49 | 45.460 | 1/43 | 46.746 | 1/42 |
| 44.267 | 1/48 | 45.466 | 7/46 | 46.747 | 7/49 |
| 44.302 | 7/44 | 45.476 | 7/48 | 46.764 | 1/49 |
| 44.313 | 7/49 | 45.478 | 7/48 | 46.768 | 7/49 |
| 44.326 | 1/49 | 45.488 | 1/48 | 46.770 | 7/49 |
| 44.331 | 7/49 | 45.494 | 7/48 | 46.780 | 7/49 |
| 44.358 | 1/49 | 45.501 | 7/45 | 46.792 | 7/47 |
| 44.401 | 7/48 | 45.503 | 7/49 | 46.826 | 1/49 |
| 44.407 | 1/48 | 45.528 | 7/49 | 46.864 | 7/48 |
| 44.417 | 7/48 | 45.544 | 7/49 | 46.866 | 7/45 |
| 44.422 | 1/49 | 45.548 | 7/48 | 46.905 | 1/49 |
| 44.439 | 1/48 | 45.594 | 7/48 | 46.907 | 1/48 |
| 44.440 | 1/49 | 45.602 | 1/49 | 46.915 | 7/48 |
| 44.460 | 7/49 | 45.603 | 7/49 | 46.942 | 7/47 |
| 44.468 | 1/47 | 45.629 | 7/42 | 46.961 | 7/49 |
| 44.491 | 7/47 | 45.635 | 1/45 | 46.990 | 7/49 |

## L'Immobilière Parisienne et Départementale

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 100.010.000 F

SIÈGE SOCIAL: 10, PLACE EDOUARD-VII, PARIS

R. C.: Seine n° 72544.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 580 obligations 4 0/0 1912 dont le septième amortissement est prévu pour le 1er juillet 1949.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en juin 1949.

**Les amortissements précédents ont été réalisés par voie de rachats en Bourse.**

SOCIÉTÉ ANONYME

## ANDRÉ CITROËN

AU CAPITAL DE 1.212.750.000 F

SIÈGE SOCIAL:

117 à 167, QUAI DE JAVEL, A PARIS (15e)

R. C.: Seine 216018 B.

**Premier amortissement.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, la société a procédé au rachat en Bourse de 534 obligations de 10.000 F 5 3/4 0/0, émission juillet 1948, épuisant l'annuité prévue au tableau d'amortissement pour le 15 juillet 1949.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué pour le premier amortissement.

(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 20 août 1948.*)

## Grands Moulins Vilgrain

SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE 72.000.000 DE FRANCS

R. C.: Nancy 1415.

**Emprunt obligataire 4 1/4 0/0 1943.**

Conformément aux conditions de l'emprunt, l'amortissement prévu pour le 1er juillet 1949 a été totalement effectué par voie de rachat en Bourse.

Toutes les obligations amorties aux tirages antérieurs sont actuellement remboursées.

(*Le tableau d'amortissement a été publié au « Journal officiel de l'Etat français » du 15 juillet 1944*).

## Maison AMIEUX Frères

SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE 50.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL:

25, RUE CHEVREUL, NANTES-CHANTENAY

R.C.: Nantes 267 B.

**Amortissement des obligations 4 0/0.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a procédé au rachat en Bourse des 53 obligations à amortir pour le 1er juillet 1949.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage pour cet amortissement.

## Société Générale d'Entreprises

56, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

**Obligations 4 1/2 0/0 1941, 4 0/0 1943, 3 1/2 0/0 1945 et 4 0/0 1946.**

L'amortissement prévu en 1949 pour les emprunts indiqués ci-dessus n'aura pas lieu par voie de tirage au sort, la société ayant, dans les conditions prévues au contrat d'émission, procédé à cet amortissement par voie de rachat en Bourse en épuisant la totalité de la somme prévue pour le service de chaque emprunt.

**Liste des séries d'obligations 4 1/2 0/0 1941 sorties au tirage antérieur, et dans lesquelles il reste des obligations à rembourser.**

**3.631 à 3.640 — 6.171 à 6.180 — 6.791 à 6.800 7.721 à 7.730 — 8.421 à 8.430.**

## Société Française Gardy

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 112.500.000 F

SIÈGE SOCIAL:

32, RUE CHARDON-LAGACHE, A PARIS (16e)

R. C. Seine 317643 B.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 110 obligations 4 0/0 1945 dont le quatrième amortissement est prévu pour le 1er juillet 1949.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en juin 1949.

**Liste de rappel des obligations 4 0/0 1945 non remboursées à la date du 3 juin 1949.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 1.161 à 1.170 | 1947 | 3.641 à 3.643 | 1947 |
| 1.681 à 1.690 | 1947 | 3.649 et 3.650 | 1947 |
| 1.841 à 1.850 | 1947 | 3.751 à 3.760 | 1947 |
| 2.761 à 2.770 | 1947 | 3.781 à 3.800 | 1947 |

COMPAGNIE DES

## Fonderies, Forges et Aciéries de Saint-Etienne

SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE 42.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: LYON, 19, RUE DE LA RÉPUBLIQUE

R. C.: Lyon B 3189.

Usant de la faculté qui lui a été réservée lors de l'émission de ses 4.200 obligations 4 1/4 0/0 1942 de 5.000 F, la Compagnie des fonderies, forges et aciéries de Saint-Etienne a utilisé le montant prévu pour l'amortissement du 1er juillet 1949, par rachat en Bourse de 264 obligations.

En conséquence, il n'y a pas lieu d'effectuer de tirage au sort pour ledit amortissement.

**Liste des obligations amorties antérieurement et non remboursées.**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 41 à 60 | (43) | 2.361 et 362 | (48) |
| 121 à 136 | (46) | 2.421 | (46) |
| 543 | (46) | 2.425 | (46) |
| 621 à 626 | (48) | 2.427 et 428 | (46) |
| 630 | (48) | 2.435 et 436 | (45) |
| 633 | (47) | 2.532 à 534 | (47) |
| 636 à 640 | (47) | 2.538 et 539 | (47) |
| 681 | (46) | 2.548 et 549 | (46) |
| 691 à 695 | (48) | 2.553 à 557 | (47) |
| 698 à 700 | (48) | 2.560 | (47) |
| 801 à 810 | (47) | 2.571 à 580 | (47) |
| 995 | (44) | 2.751 | (48) |
| 1.151 à 153 | (47) | 2.754 à 760 | (48) |
| 1.156 à 160 | (47) | 2.763 à 765 | (47) |
| 1.213 à 215 | (48) | 2.782 à 790 | (48) |
| 1.218 à 220 | (48) | 2.801 et 802 | (47) |
| 1.421 à 426 | (46) | 2.809 et 810 | (47) |
| 1.451 à 460 | (47) | 2.993 | (46) |
| 1.685 | (46) | 3.025 et 026 | (45) |
| 1.717 à 720 | (48) | 3.143 à 148 | (45) |
| 1.801 | (48) | 3.401 à 410 | (48) |
| 1.803 à 805 | (48) | 3.531 à 533 | (47) |
| 1.891 à 893 | (48) | 3.605 à 610 | (47) |
| 1.895 à 900 | (48) | 3.671 à 675 | (46) |
| 1.904 et 905 | (46) | 3.681 à 683 | (48) |
| 2.195 | (44) | 3.686 à 690 | (48) |
| 2.231 à 233 | (46) | 3.761 à 767 | (45) |
| 2.238 | (46) | 3.861 à 870 | (48) |
| 2.331 à 336 | (48) | 3.921 à 930 | (48) |

NOTA. — Les nombres entre parenthèses portés dans la colonne en regard des numéros indiquent **l'année d'échéance du remboursement.**

# SOCIETE DES CHEMINS DE FER DU CENTRE

CAPITAL SOCIAL: 7.400.000 F

SIÈGE SOCIAL: 9, RUE MULSANT, A ROANNE

Registre du commerce: Roanne, n° 4126.

*Obligations* 3 0/0 1910-1912 *de* 500 *F.*

## LISTE NUMERIQUE

**1° Des 113 obligations 3 0/0 1910 n^os^ 1 à 5.000 et des 106 obligations 3 0/0 1912 n^os^ 5.001 à 10.000 sorties aux trente-neuvième et trente-septième tirages effectués le 20 mai 1949;**

**2° Des obligations amorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 32 | 1948 | 1.619 | 1946 | 2.705 | 1945 | 4.917 | 1949 | 6.667 | 1947 | 8.322 | 1949 |
| 37 | 1948 | 1.640 | 1949 | 2.710 | 1948 | 4.944 | 1949 | 6.669 | 1947 | 8.336 | 1949 |
| 38 | 1948 | 1.646 | 1949 | 2.711 | 1943 | 4.949 | 1949 | 6.678 | 1947 | 8.343 | 1949 |
| 42 | 1949 | 1.665 | 1948 | 2.720 | 1948 | 4.956 | 1949 | 6.706 | 1947 | 8.349 | 1948 |
| 60 | 1947 | 1.685 | 1948 | 2.725 | 1946 | 4.980 | 1949 | 6.722 | 1948 | 8.369 | 1949 |
| 71 | 1949 | 1.687 | 1948 | 2.726 | 1943 | 5.049 | 1949 | 6.792 | 1948 | 8.371 | 1949 |
| 154 | 1948 | 1.740 | 1941 | 2.727 | 1948 | 5.058 | 1949 | 6.802 | 1949 | 8.381 | 1949 |
| 156 | 1948 | 1.747 | 1947 | 2.728 | 1949 | 5.136 | 1947 | 6.824 | 1947 | 8.385 | 1949 |
| 197 | 1947 | 1.754 | 1947 | 2.731 | 1949 | 5.162 | 1949 | 6.832 | 1947 | 8.408 | 1949 |
| 209 | 1949 | 1.761 | 1949 | 2.736 | 1949 | 5.181 | 1948 | 6.861 | 1948 | 8.430 | 1949 |
| 266 | 1948 | 1.773 | 1948 | 2.737 | 1943 | 5.190 | 1947 | 6.906 | 1948 | 8.431 | 1948 |
| 268 | 1949 | 1.783 | 1948 | 2.747 | 1942 | 5.191 | 1949 | 6.907 | 1948 | 8.433 | 1948 |
| 316 | 1947 | 1.843 | 1948 | 2.749 | 1942 | 5.212 | 1948 | 6.913 | 1948 | 8.455 | 1949 |
| 327 | 1949 | 1.818 | 1941 | 2.750 | 1944 | 5.216 | 1944 | 6.926 | 1949 | 8.491 | 1949 |
| 351 | 1949 | 1.821 | 1949 | 2.767 | 1949 | 5.223 | 1949 | 6.985 | 1949 | 8.509 | 1946 |
| 371 | 1949 | 1.849 | 1946 | 2.769 | 1940 | 5.241 | 1947 | 7.024 | 1949 | 8.511 | 1948 |
| 441 | 1944 | 1.856 | 1948 | 2.771 | 1947 | 5.315 | 1949 | 7.034 | 1948 | 8.556 | 1948 |
| 442 | 1943 | 1.866 | 1948 | 2.779 | 1945 | 5.351 | 1949 | 7.045 | 1949 | 8.637 | 1948 |
| 487 | 1944 | 1.898 | 1948 | 2.781 | 1949 | 5.361 | 1949 | 7.055 | 1949 | 8.667 | 1949 |
| 544 | 1948 | 1.909 | 1945 | 2.782 | 1940 | 5.419 | 1949 | 7.114 | 1948 | 8.674 | 1949 |
| 548 | 1949 | 1.919 | 1946 | 2.791 | 1946 | 5.433 | 1948 | 7.117 | 1949 | 8.681 | 1948 |
| 559 | 1948 | 1.926 | 1947 | 2.796 | 1945 | 5.435 | 1948 | 7.146 | 1949 | 8.711 | 1949 |
| 563 | 1948 | 1.947 | 1939 | 2.797 | 1945 | 5.448 | 1948 | 7.151 | 1949 | 8.722 | 1949 |
| 580 | 1949 | 1.949 | 1949 | 2.799 | 1942 | 5.462 | 1949 | 7.177 | 1949 | 8.742 | 1948 |
| 582 | 1944 | 1.963 | 1949 | 2.843 | 1949 | 5.483 | 1947 | 7.202 | 1948 | 8.756 | 1949 |
| 584 | 1949 | 1.983 | 1947 | 2.883 | 1948 | 5.508 | 1947 | 7.222 | 1948 | 8.775 | 1948 |
| 587 | 1949 | 1.985 | 1949 | 2.885 | 1947 | 5.522 | 1949 | 7.241 | 1948 | 8.793 | 1948 |
| 602 | 1949 | 1.996 | 1941 | 2.898 | 1949 | 5.569 | 1945 | 7.249 | 1948 | 8.812 | 1948 |
| 637 | 1949 | 1.997 | 1945 | 2.927 | 1947 | 5.577 | 1949 | 7.263 | 1948 | 8.819 | 1949 |
| 651 | 1943 | 2.095 | 1949 | 2.928 | 1949 | 5.578 | 1948 | 7.269 | 1949 | 8.837 | 1949 |
| 658 | 1948 | 2.116 | 1945 | 2.950 | 1948 | 5.580 | 1947 | 7.367 | 1949 | 8.875 | 1949 |
| 669 | 1949 | 2.122 | 1949 | 2.982 | 1949 | 5.596 | 1949 | 7.368 | 1949 | 8.877 | 1949 |
| 705 | 1948 | 2.135 | 1947 | 3.025 | 1949 | 5.604 | 1949 | 7.440 | 1948 | 8.886 | 1948 |
| 723 | 1945 | 2.138 | 1948 | 3.105 | 1949 | 5.620 | 1949 | 7.463 | 1949 | 8.901 | 1949 |
| 748 | 1947 | 2.166 | 1949 | 3.164 | 1949 | 5.652 | 1949 | 7.482 | 1948 | 8.932 | 1948 |
| 749 | 1949 | 2.167 | 1947 | 3.174 | 1949 | 5.715 | 1946 | 7.496 | 1949 | 8.937 | 1948 |
| 789 | 1949 | 2.169 | 1948 | 3.227 | 1949 | 5.740 | 1949 | 7.501 | 1949 | 8.947 | 1948 |
| 802 | 1948 | 2.174 | 1949 | 3.263 | 1949 | 5.742 | 1946 | 7.503 | 1948 | 8.972 | 1948 |
| 815 | 1949 | 2.205 | 1949 | 3.296 | 1949 | 5.840 | 1948 | 7.528 | 1949 | 8.977 | 1948 |
| 850 | 1949 | 2.234 | 1949 | 3.352 | 1949 | 5.865 | 1947 | 7.548 | 1949 | 8.978 | 1948 |
| 853 | 1947 | 2.280 | 1945 | 3.399 | 1949 | 5.869 | 1949 | 7.549 | 1949 | 9.019 | 1949 |
| 885 | 1948 | 2.296 | 1947 | 3.451 | 1949 | 5.928 | 1949 | 7.559 | 1949 | 9.050 | 1949 |
| 911 | 1947 | 2.300 | 1949 | 3.464 | 1949 | 5.938 | 1948 | 7.565 | 1949 | 9.052 | 1949 |
| 917 | 1945 | 2.356 | 1949 | 3.484 | 1949 | 5.989 | 1945 | 7.567 | 1948 | 9.057 | 1948 |
| 963 | 1949 | 2.361 | 1949 | 3.512 | 1949 | 6.000 | 1949 | 7.606 | 1948 | 9.107 | 1949 |
| 969 | 1948 | 2.366 | 1948 | 3.519 | 1949 | 6.033 | 1949 | 7.613 | 1949 | 9.108 | 1949 |
| 996 | 1947 | 2.371 | 1948 | 3.572 | 1949 | 6.052 | 1949 | 7.621 | 1948 | 9.155 | 1949 |
| 1.023 | 1949 | 2.383 | 1945 | 3.583 | 1949 | 6.080 | 1949 | 7.675 | 1948 | 9.180 | 1948 |
| 1.027 | 1949 | 2.398 | 1948 | 3.595 | 1949 | 6.098 | 1949 | 7.681 | 1949 | 9.199 | 1948 |
| 1.050 | 1948 | 2.431 | 1947 | 3.713 | 1949 | 6.142 | 1949 | 7.706 | 1948 | 9.200 | 1948 |
| 1.066 | 1947 | 2.435 | 1949 | 3.718 | 1949 | 6.196 | 1948 | 7.723 | 1949 | 9.203 | 1949 |
| 1.116 | 1949 | 2.438 | 1949 | 3.803 | 1949 | 6.203 | 1949 | 7.776 | 1949 | 9.270 | 1948 |
| 1.132 | 1948 | 2.442 | 1948 | 3.848 | 1949 | 6.242 | 1949 | 7.823 | 1948 | 9.277 | 1949 |
| 1.140 | 1949 | 2.457 | 1948 | 3.926 | 1949 | 6.247 | 1948 | 7.869 | 1948 | 9.283 | 1949 |
| 1.169 | 1947 | 2.468 | 1949 | 3.932 | 1949 | 6.331 | 1949 | 7.916 | 1949 | 9.313 | 1948 |
| 1.224 | 1947 | 2.504 | 1945 | 3.951 | 1949 | 6.378 | 1948 | 7.921 | 1949 | 9.317 | 1948 |
| 1.227 | 1948 | 2.523 | 1949 | 4.058 | 1949 | 6.394 | 1948 | 7.925 | 1948 | 9.330 | 1949 |
| 1.242 | 1949 | 2.530 | 1949 | 4.068 | 1949 | 6.396 | 1947 | 7.953 | 1948 | 9.389 | 1948 |
| 1.250 | 1947 | 2.541 | 1949 | 4.073 | 1949 | 6.402 | 1949 | 7.982 | 1949 | 9.414 | 1948 |
| 1.287 | 1946 | 2.547 | 1948 | 4.086 | 1949 | 6.417 | 1949 | 7.984 | 1949 | 9.433 | 1948 |
| 1.320 | 1948 | 2.569 | 1948 | 4.106 | 1949 | 6.426 | 1948 | 8.017 | 1948 | 9.469 | 1949 |
| 1.331 | 1949 | 2.570 | 1947 | 4.113 | 1949 | 6.477 | 1947 | 8.036 | 1948 | 9.512 | 1949 |
| 1.370 | 1948 | 2.572 | 1947 | 4.133 | 1949 | 6.500 | 1948 | 8.042 | 1948 | 9.641 | 1949 |
| 1.374 | 1947 | 2.590 | 1949 | 4.159 | 1949 | 6.516 | 1947 | 8.050 | 1948 | 9.647 | 1948 |
| 1.376 | 1947 | 2.601 | 1946 | 4.171 | 1949 | 6.528 | 1949 | 8.053 | 1948 | 9.651 | 1949 |
| 1.378 | 1947 | 2.628 | 1948 | 4.301 | 1949 | 6.548 | 1948 | 8.077 | 1948 | 9.676 | 1948 |
| 1.427 | 1949 | 2.644 | 1948 | 4.414 | 1949 | 6.575 | 1948 | 8.134 | 1949 | 9.677 | 1949 |
| 1.440 | 1949 | 2.645 | 1941 | 4.494 | 1949 | 6.576 | 1947 | 8.178 | 1949 | 9.697 | 1949 |
| 1.455 | 1949 | 2.646 | 1949 | 4.501 | 1949 | 6.579 | 1949 | 8.208 | 1948 | 9.810 | 1948 |
| 1.470 | 1949 | 2.647 | 1946 | 4.504 | 1949 | 6.581 | 1948 | 8.219 | 1949 | 9.861 | 1948 |
| 1.478 | 1949 | 2.648 | 1947 | 4.625 | 1949 | 6.585 | 1948 | 8.224 | 1948 | 9.864 | 1949 |
| 1.503 | 1947 | 2.649 | 1946 | 4.671 | 1949 | 6.587 | 1949 | 8.231 | 1948 | 9.870 | 1949 |
| 1.531 | 1947 | 2.653 | 1946 | 4.737 | 1949 | 6.600 | 1949 | 8.247 | 1948 | 9.910 | 1948 |
| 1.539 | 1947 | 2.683 | 1948 | 4.739 | 1949 | 6.619 | 1948 | 8.250 | 1949 | 9.926 | 1949 |
| 1.541 | 1948 | 2.684 | 1949 | 4.758 | 1949 | 6.632 | 1947 | 8.264 | 1948 | 9.934 | 1948 |
| 1.577 | 1933 | 2.694 | 1948 | 4.809 | 1949 | 6.637 | 1948 | 8.284 | 1948 | 9.972 | 1949 |
| 1.581 | 1939 | | | | | | | | | | |

Le remboursement des obligations sorties au tirage du 20 mai 1949 s'effectuera à partir du 1^er^ juillet 1949.

**Liste des titres de l'emprunt**

DU

## Gouvernement Norvégien 3 1/2 °/o 1900

**Numéros sortis au tirage pour remboursement le 1er juillet 1949.**

*Lettre A.* — Nos 190, 251, 311, 350, 498, 596, 612, 657, 734, 740, 749, 799, 824, 832, 859, 843, 848, 863, 907, 935, 1050, 1124, 1151, 1273, 1298, 1301, 1354, 1419, 1423, 1424, 1440, 1490, 1535, 1538, 1541, 1609, 1743, 1747, 1812, 1831, 1847, 1886: 42 obligations à 5.000 F = ..... F **210.000**

*Lettre B.* — Nos 2075, 2076, 2087, 2111, 2121, 2234, 2259, 2333, 2363, 2434, 2473, 2504, 2505, 2643, 2655, 2722, 2754, 2758, 2784, 2855, 2863, 3012, 3059, 3136, 3204, 3299, 3397, 3402, 3421, 3430, 3436, 3500, 3508, 3633, 3652, 3660, 3790, 3792, 3845, 3892, 3889, 4006, 4015, 4166, 4255, 4261, 4342, 4357, 4366, 4369, 4375, 4384, 4397, 4469, 4530, 4556, 4565, 4611, 4658, 4743, 4745, 4783, 4785, 4819, 4821, 4847, 4852, 4864, 4884, 4972, 5113, 5186, 5217, 5370, 5412, 5449, 5458, 5557, 5570, 5572, 5582, 5734, 5746, 5909, 5994, 5997, 6009, 6480, 6510, 6521, 6579, 6668, 6794, 6821, 6955, 6960, 6982, 6992, 6995, 7015, 7080, 7156, 7176, 7188, 7189, 7259, 7273, 7285, 7326, 7332, 7355, 7372, 7417, 7472, 7605, 7661, 7662, 7674, 7680, 7703, 7721, 7746, 7781, 7782, 7783, 7790, 7801, 7839, 7873, 8011, 8114, 8208, 8241, 8234, 8282, 8486, 8555, 8622, 8637, 8747, 8775, 8800, 8836, 8870, 8891, 8896, 8899, 8976, 8994, 9064, 9070, 9135, 9140, 9180, 9292, 9326, 9371, 9487, 9572, 9582, 9604, 9639, 9683, 9689, 9734, 9822, 9869, 9937, 9947, 9978, 10073, 10078, 10136, 10163, 10187, 10264, 10383, 10391, 10392, 10428, 10445, 10470, 10497, 10552, 10563, 10792, 10796, 10829, 10853, 10912, 10921, 10954, 11050, 11072, 11115, 11139, 11248, 11341, 11351, 11468, 11470, 11580, 11598, 11645, 11736, 11824, 11840, 11913, 11983: 209 obligations à 1.000 francs = ..... F **209.000**

*Lettre C.* — Nos 12020, 12047, 12125, 12220, 12253, 12317, 12442, 12490, 12614, 12682, 12760, 12944, 12974, 12979, 13059, 13103, 13160, 13190, 13203, 13252, 13383, 13633, 13736, 13741, 13776, 13819, 13852, 13973, 14003, 14005, 14087, 14091, 14190, 14229, 14249, 14282, 14410, 14561, 14709, 14759, 14774, 14780, 14781, 14872, 14898, 15018, 15078, 15083, 15087, 15097, 15110, 15171, 15189, 15204, 15375, 15415, 15473, 15550, 15554, 15685, 15687, 15700, 15719, 15723, 15734, 15761, 15827, 15968, 16027, 16035, 16142, 16211, 16227, 16254, 16266, 16319, 16373, 16388, 16597, 16633, 16819, 16920, 16939, 17113, 17116, 17163, 17164, 17238, 17299, 17323, 17368, 17402, 17445, 17447, 17448, 17487, 17525, 17575, 17581, 17594, 17607, 17823, 17861, 17896, 17914, 18021, 18043, 18064, 18078, 18079, 18086, 18089, 18104, 18110, 18147, 18244, 18481, 18486, 18613, 18614, 18627, 18654, 18694, 18708, 18710, 18715, 18860, 18898, 18902, 18927, 18933, 18985, 18987, 18988, 19025, 19075, 19110, 19112, 19188, 19252, 19353, 19438, 19514, 19526, 19615, 19686, 19908, 20006, 20007, 20017, 20028, 20169, 20235, 20315, 20316, 20419, 20458, 20485, 20590, 20627, 20720, 20725, 20735, 20792, 20834, 20854, 21002, 21105, 21143, 21165, 21221, 21286, 21321, 21326, 21455, 21501, 21506, 21536, 21636, 21658, 21670, 21685, 21710, 21767, 21806, 22100, 22131, 22170, 22211, 22215, 22270, 22379, 22392, 22394, 22407, 22792, 22869, 22959, 22966, 23037, 23055, 23179, 23268, 23348, 23385, 23386, 23639, 23646, 23743, 23746, 22843, 23966, 23971, 24020, 24040, 24205, 24278, 24287, 24298, 24345, 24357, 24436, 24544, 24574, 24579, 24724, 24844, 24850, 24852, 24853, 24955, 25040, 25069, 25072, 25113, 25134, 25158, 25216, 25217, 25221, 25222, 25137, 25459, 25469, 25479, 25554, 25633, 25698, 25841, 25861, 25864, 25929, 25936, 25937, 25983, 25992, 26002, 26025, 26032, 26045, 26100, 26102, 26103, 26229, 26311, 26338, 26341, 26355, 26397, 26616, 26690, 26732, 26828, 26852, 26990, 26997, 26999, 27124, 27342, 27401, 27542, 27582, 27588, 27807, 27853, 27861, 27889, 27929, 27943, 27986, 28024, 28127, 28135, 28252, 28361, 28417, 28418, 28423, 28429, 28432, 28502, 28519, 28666, 28677, 28763, 28802, 28826, 28863, 28907, 28999, 29032, 29040, 29048, 29054, 29073, 29111, 29152, 29227, 29244, 29265, 29389, 29450, 29453, 29602, 29621, 29727, 29807, 29828, 29906, 29994, 29998, 30018, 30044, 30164, 30181, 30202, 30205, 30209, 30312, 30333, 30334, 30421, 30486, 30622, 30629, 30644, 30653, 30654, 30787, 30789, 30851, 30873, 30874, 30892, 30902, 30927, 30976, 31114, 31121, 31188, 31259, 31323, 31356, 31494, 31592, 31732, 31790, 31796, 31817, 31916, 31931, 31932, 31934, 31952, 32098, 32099, 32109, 32126, 32231, 32401, 32424, 32450, 32583, 32632, 32695, 32741, 32841, 32860, 32863, 32883, 32913, 32948, 33001, 33011, 33015, 33065, 33068, 33111, 33194, 33244, 33293, 33336, 33341, 33387, 33613, 33629, 33661, 33698, 33738, 33743, 33765, 33766, 33782, 33791, 33815, 33837, 33848, 33859, 33936, 33999, 34084, 34117, 34121, 34136, 34137, 34236, 34284, 34356, 34408, 34478, 34578, 34579, 34595, 34604, 34607, 34650, 34672, 34683, 34731, 34751, 34783, 34917, 34957, 35039, 35041, 35042, 35076, 35117, 35166, 35178, 35210, 35247, 35262, 35277, 35565, 35587, 35603, 35629, 35890, 35927, 35934, 35978, 35993, 36030, 36034, 36209, 36224, 36243, 36294, 36295, 36392, 36396, 36426, 36430, 36466, 36553, 36556, 36564, 36654, 36756, 36809, 36830, 36871, 36895, 36915, 36917, 36936, 36961, 36980, 36981, 36991, 37189, 37273, 37504, 37538, 37615, 37709, 37774, 37778, 37786, 37811, 37822, 37852, 37862, 37866, 37871, 37968, 37996, 38018, 38146, 38156, 38164, 38221, 38236, 38282, 38311, 38327, 38399, 38404, 38451, 38505, 37527, 38563, 38566, 38606, 38628, 38629, 38703, 38726, 38748, 38768, 38872, 38876, 38935, 38946, 38975, 39030, 39060, 39075, 39183, 39288, 39348, 39382, 39475, 39477, 39510, 39552, 39580, 39598, 39665, 39680, 39689, 39690, 39716, 39957, 39969, 40104, 40231, 40281, 40408, 40479, 40529, 40536, 40574, 40601, 40647, 40704, 40756, 40808, 40846, 40885, 40920, 40977, 41082, 42097, 41106, 41110, 41135, 41206, 41471, 41472, 41490, 41541, 41589, 41765, 41768, 41898, 41955, 42022, 42027, 42028, 42085, 42107, 42113, 42130, 42149, 42167, 42241, 42243, 42385, 42480, 42556, 42577, 42579, 42755, 42797, 42871, 42924, 42959, 43061, 43163, 43207, 43268, 43342, 43348, 43431, 43444, 43501, 43530, 43531, 43615, 43642, 43686, 43755, 43843, 44044, 44078, 44182, 44183, 44317, 44332, 44371, 44393, 44399, 44429, 44468, 44503, 44620, 44718, 44737, 44740, 44745, 44746, 44757, 44784, 44885, 44969, 45031, 45097, 45188, 45230, 45411, 45435, 45464, 45467, 45485, 45627, 45674, 45780, 45791, 45814, 45822, 45829, 45861, 45922, 45941, 46010, 46057, 46074, 46153, 46158, 46162, 46174, 46240, 46275, 46281, 46340, 46431, 46436, 46624, 46626, 46646, 46695, 46751, 46771, 46809, 46874, 46909, 46961, 47023, 47033, 47054, 47063, 47072, 47073, 47126, 47177, 47180, 47275, 47321, 47519, 47650, 47657, 47701, 47738, 47762, 47850, 47875, 47919, 47920, 47933, 48009, 48122, 48200, 48302, 48341, 48369, 48407, 48476, 48639, 48711, 48749, 48804, 49001, 49162, 49167, 49171, 49211, 49308, 49311, 49416, 49425, 49527, 49564, 49587, 49589, 49723, 49738, 49806, 49911, 49913, 49925, 49927, 50106, 50119, 50126, 50136, 50298, 50312, 50594, 50711, 50730, 50788, 50812, 50837, 50988, 51016, 51027, 51164, 51201, 51257, 51410, 51444, 51673, 51766, 51773, 51794, 51807, 51821, 51881, 51883, 51887, 51986, 52036, 52038, 52043, 52143, 52152, 52155, 52182, 52190, 52229, 52248, 52249, 52258, 52339, 52404, 52432, 52465, 52468, 52472, 52509, 52615, 52713, 52727, 52754, 52836, 52839, 52840, 52938, 52959, 52970, 53029, 53070, 53088, 53108, 53116, 53171, 53290, 53301, 53306, 53368, 53357, 53362, 53565, 53571, 53574, 53586, 53593, 53632, 53637, 53768, 53781, 53807, 53885, 53939, 54018, 54022, 54046, 54109, 54113, 54116, 54134, 54215, 54256, 54310, 54389, 54406, 54415, 54491, 54492, 54541, 54567, 54647, 54671, 54675, 54697, 54698, 54701, 54769, 54770, 54772, 54773, 54780, 54788, 54802, 54803, 54816, 54880, 54906, 54908, 54951, 55022, 55028, 55105, 55138, 55159, 55182, 55223, 55351, 55415, 55419, 55521, 55528, 55538, 55619, 55633, 55662, 55672, 55675, 55722, 55885, 55891, 55897, 55985, 55996, 55998, 56014, 56031, 56155, 56208, 56224, 56274, 56293, 56294, 56339, 56350, 56351, 56376, 56378, 56433, 56463, 56509, 56638, 56639, 56659, 56768, 56838, 56907, 56959, 56959, 56961, 57056, 57076, 57092, 57095, 57113, 57131, 57144, 57171, 57230, 57236, 57266, 57442, 57595, 57635, 57660, 57771, 57793, 57823, 57829, 57843, 57858, 57865, 57887, 57934, 57955, 57966, 58022, 58023, 58052, 58183, 58187, 58188, 58192, 58222, 58226, 58229, 58331, 58393, 58398, 58441, 58510, 58803, 58865, 58944, 58959, 58960, 58992, 59006, 59076, 59081, 59108, 59275, 59292, 59301, 59305, 59456, 59476, 59490, 59493, 59647, 59677, 59741, 59785, 59876, 59881, 59899, 59914, 59938, 59947, 59958, 60032, 60036, 60044, 60097, 60196, 60249, 60290, 60313, 60341, 60354, 60385, 60465, 60480, 60485, 60525, 60719, 60748, 60881, 60904, 60934, 60939, 60945, 60980, 60991, 60997, 61011, 61028, 61047, 61055, 61058, 61072, 61078, 61236, 61293, 61306, 61311, 61331, 61332, 61416, 61443, 61523, 61699, 61717, 61726, 61750, 61935, 61950, 61996: 1.030 obligations à 500 F = .. F **515.000**

Total ..... F **934.000**

Oslo, le 21 mars 1949.

*Le ministère des affaires.*

## SOCIETE GRAMES

CAPITAL: 4 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: L'ISLE-ADAM (SEINE-ET-OISE)

R. C.: Seine 3850 C. A. E.

**Obligations 4 1/2 0/0 1943.**

Suivant la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission des obligations 4 1/2 0/0 1943, cette société a procédé au rachat en Bourse de 80 obligations de 2.000 F de nominal de cet emprunt, dont l'amortissement était prévu pour le 1er août 1949.

En conséquence, il n'y aura pas de tirage au sort cette année.

**Numéros des obligations sorties aux tirages précédents et non encore remboursées.**

*Tirage* 1948.

631 à 636.

*Tirage* 1945.

751 à 759 — 1.003 à 1.006.

*Tirage* 1941.

Néant.

## Société anonyme des Forges Stéphanoises

AU CAPITAL DE 15 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL:

RUE BARROUIN, A SAINT-ETIENNE (LOIRE)

R. C.: Saint-Etienne n° 13420 - 1921.

*Obligations* 4 3/4 0/0 1947 *de* 5.000 F.

**Deuxième tirage du 12 avril 1949**

Les quatre-vingt-trois obligations nos 2.438 à 2.447 et 2.453 à 2.522 sont remboursables à partir du 1er juin 1949 à 5.000,50 F.

En raison du rachat en Bourse de neuf obligations, le présent tirage a porté sur quatre-vingt-trois obligations au lieu des quatre-vingt-onze prévues au tableau d'amortissement.

**Série contenant des obligations 4 3/4 0/0 1947 amorties au tirage du 11 mars 1948 et non encore remboursées.**

2.731 à 2.810.

# ANNONCES JUDICIAIRES ET LÉGALES

## SEQUESTRES

Par ordonnance en date du 30 avril 1949, le président du tribunal civil de la Seine a, au titre des biens ennemis, donné mainlevée du séquestre placé sur les biens de la société Favorit, 8, rue de Monthyon, à Paris, ordonnance de mise sous séquestre du 4 octobre 1939.

Par ordonnance en date du 12 mai 1949, le président du tribunal civil de Nantes a donné mainlevée du séquestre apposé le 5 février 1945 sur les biens de Prunet (Rémy), demeurant 4, rue de l'Arche-Sèche, à Nantes.

Par ordonnance en date du 3 mai 1949, le président du tribunal civil de Nantes a donné mainlevée du séquestre apposé le 27 février 1946 sur les biens de Courtade (Eugène) fils, demeurant 4, rue Jeanne-d'Arc, à Nantes.

Par ordonnance en date du 3 mai 1949, le président du tribunal civil de Nantes a donné mainlevée du séquestre apposé le 22 novembre 1941 sur les biens de Boulet (Emile), demeurant avenue du Bocage, à Nantes.

Par ordonnance en date du 2 mai 1949, le président du tribunal civil de Nantes a donné mainlevée du séquestre apposé le 9 mai 1946 sur les biens de Sinant (Louis), demeurant 11, rue d'Alger, à Nantes.

Par ordonnance en date du 21 mai 1949, le président du tribunal civil de Nantes a donné mainlevée du séquestre apposé le 28 juin 1945 sur les biens de Moyon (Charles), expéditeur de poisson, demeurant à Saint-Joachim (Loire-Inférieure).

Par ordonnance en date du 21 mai 1949, le président du tribunal civil de Nantes a donné mainlevée du séquestre apposé le 1er mars 1945 sur les biens de Viteur (Constant), industriel à Bouguenais (Loire-Inférieure).

Par ordonnance en date du 21 mai 1949, le président du tribunal civil de Nantes a donné mainlevée du séquestre apposé les 28 juin 1945, 15 septembre 1945 et 19 novembre 1947 sur les biens de Vincendeau (Ernest), demeurant aux Couëts en Bouguenais (Loire-Inférieure).

Par ordonnance en date du 12 mai 1949, le président du tribunal civil de Nantes a donné mainlevée du séquestre apposé le 30 mars 1945 sur les biens de Meurillon (Bertie) dit Bicquet, demeurant 25, rue des Dervallières, à Nantes.

Par ordonnance en date du 12 mai 1949, le président du tribunal civil de Nantes a donné mainlevée du séquestre apposé le 15 décembre 1945 sur les biens de Couturier (Raymond), demeurant à Château-Bougon en Bouguenais (Loire-Inférieure).

Par ordonnance en date du 12 mai 1949, le président du tribunal civil de Nantes a donné mainlevée du séquestre apposé le 8 août 1945 sur les biens de Guérin (Albert), demeurant à Pont-Lavigne en Bouguenais (Loire-Inférieure).

Par ordonnance en date du 21 mai 1949, le président du tribunal civil de Nantes a donné mainlevée du séquestre apposé le 18 novembre 1946 sur les biens des époux Auvrignon et de M. Vallée, solidaires de la société à responsabilité limitée Auvrignon et Vallée, épicerie en gros, à Machecoul (Loire-Inférieure).

Par ordonnance en date du 21 mai 1949, le président du tribunal civil de Nantes a donné mainlevée du séquestre apposé le 9 septembre 1946 sur les biens de la société à responsabilité limitée Auvrignon et Vallée, épicerie en gros, à Machecoul (Loire-Inférieure).

Par ordonnance en date du 21 mai 1949, le président du tribunal civil de Nantes a donné mainlevée du séquestre apposé les 29 juin et 29 août 1945 sur les biens de Michel (Bienaimé), hôtelier, demeurant 31, boulevard Garibaldi, à Paris.

Par ordonnance en date du 21 mai 1949, le président du tribunal civil de Nantes a donné mainlevée du séquestre apposé le 27 juillet 1945 sur les biens de Huchet (Hélène), marchande de légumes, demeurant à Guérande (Loire-Inférieure).

Par ordonnance en date du 14 mai 1949, le président du tribunal civil de Meaux a donné mainlevée du séquestre des biens, droits et intérêts, situés dans l'arrondissement de Meaux et appartenant au sieur Segers (Jacobus), né le 7 avril 1910 à Den Bommen (Hollande), domicilié à Changis-sur-Marne (Seine-et-Marne), ordonnance de mise sous séquestre en date du 11 mars 1946.

Par ordonnance en date du 9 mai 1949, le président du tribunal civil de Meaux a donné mainlevée du séquestre des biens, droits et intérêts appartenant à Mme Raymonde Humblot, épouse de M. Georges-Léon Gundermann, avec qui elle demeurait ci-devant à Wurtzburg (Bavière), et demeurant actuellement, ladite dame, à Bar-le-Duc (Meuse), 51, rue Polval, ordonnance de mise sous séquestre, au titre des biens ennemis, en date du 25 novembre 1944.

# PUBLICITÉ

CONCERNANT LES DÉPARTEMENTS

du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

## AVIS

Dans la faillite ouverte sur les biens du sieur Eugène Sutter, représentant de commerce à Mulhouse, 15, quai du Forst, par jugement du tribunal de première instance de Mulhouse en date du 4 mars 1949, les créanciers sont invités à se présenter, le 6 juillet 1949, à dix heures, à la salle 22 du tribunal cantonal de Mulhouse, à l'effet d'entendre le rapport du syndic sur l'état de la faillite, de délibérer, s'il y a lieu, et de consentir un concordat éventuel, ou de former l'union des créanciers.

Mulhouse, le 10 juin 1949.

*Tribunal cantonal, n° 1/49.*

# Demandes de changement de nom

Mme Lamoureux (Madeleine-Agnès), 17, rue Alphonse-de-Neuville, Paris, demande, en qualité de tutrice légale de ses enfants mineurs: 1° Claude-Georges-Yves Hammer, né à Paris, le 14 février 1938; 2° Jean-François-Didier Hammer, né à Bergerac (Dordogne), le 7 août 1943, l'autorisation de changer leur nom patronymique en celui de Lamoureux.

M. Georges Cohen-Salmon, négociant en vins et spiritueux en gros, né à Mostaganem, département d'Oran (Algérie), le 2e août 1907, demeurant à Paris (15e), 23, rue du Laos, sollicite le changement de son nom en celui de Salmon.

# AVIS D'ADJUDICATIONS

**Secrétariat d'Etat aux postes, télégraphes et téléphones.**

*Reconstruction de l'hôtel des postes de Toulon (partie C).*

## Avis d'attribution de travaux sur appel d'offres

Il sera procédé prochainement à un appel d'offres sur soumissions fermées et au forfait des lots suivants concernant les travaux de reconstruction de l'hôtel des postes de Toulon (partie C):

6e lot: chauffage central. — Montant approximatif: 2.500.000 F.

7e lot: électricité. — Montant approximatif: 1.900.000 F.

Le présent avis a pour objet la liste des candidats admis à soumissionner.

A cet effet, les demandes d'admission à soumissionner devront parvenir à la direction régionale des services postaux à Marseille, service des bâtiments, 13, rue Henri-Barbusse, le 30 juin 1949 au plus tard.

Elles seront accompagnées des pièces prévues aux articles 2 et 3 du cahier des charges générales de l'administration des postes, télégraphes et téléphones du 10 janvier 1936, modifiés par l'article 4 du cahier des charges spéciales, soit notamment:

*a)* Deux certificats délivrés sur timbre par des hommes de l'art et ayant moins d'un an de date et d'une liste de références avec indication de la date et du montant des travaux exécutés;

*b)* Une pièce justifiant que le candidat est patenté pour la spécialité objet du marché;

*c)* Un certificat délivré par un organisme qualifié dépendant du ministère du travail et de la sécurité sociale attestant la régularité de la situation du candidat en matière de sécurité sociale;

*d)* Une pièce justifiant qu'il appartient à l'une des professions dont relèvent les travaux envisagés;

*e)* Une pièce authentique constatant la qualité de Français du candidat ou des pièces visées à l'article 2 du cahier des charges générales s'il s'agit d'une société constituée sous le régime de la loi française.

Les entreprises figurant déjà sur une liste d'admissibilité des entrepreneurs autorisés à effectuer des travaux pour le compte de l'administration des postes, télégraphes et téléphones sont dispensés de fournir ces pièces.

Il est précisé que les entreprises constituées en société peuvent avoir déposé, une fois pour toutes, les pièces justificatives prévues à l'article 2 du cahier des charges générales. Si elles ne l'ont pas effectué, elles ont la faculté de le faire. Dans les deux cas, le chef du service détenteur du dossier délivre, à la demande de la société, une attestation de dépôt, valable pendant un mois, ladite attestation remplaçant les pièces justificatives précitées à condition de mentionner la mise à jour du dossier depuis son dépôt.

Le cahier des charges spéciales, les plans et devis descriptif seront adressés ultérieurement aux candidats admis à soumissionner. Tous renseignements complémentaires pourront être obtenus à l'adresse indiquée ci-dessus, les jours ouvrables, de neuf heures à onze heures et de quinze heures à dix-sept heures.

Le cahier des charges générales peut être acquis dans tous les bureaux de poste moyennant le prix de 100 F (référence administrative *Bulletin officiel* des postes, télégraphes et téléphones n° 21 de 1947, page 412). Ce document peut être également consulté dans toutes les directions des postes, télégraphes et téléphones.

*Le directeur des services postaux de la région de Marseille,*
Signé: BRACHET

# BILANS DE SOCIÉTÉS

## CREDIT FONCIER DE FRANCE

19, RUE DES CAPUCINES, PARIS (1er)

**Situation au 30 avril 1949.**

ACTIF

| | | |
|---|---|---|
| Espèces en caisse et à la Banque de France | | 107.337.746 |
| Effets et valeurs diverses | | 1.657.754.561 |
| Effets divers du Sous-Comptoir des Entrepreneurs | | 344.625.113 |
| Avances sur dépôts de titres | | 6.922.524 |
| Correspondants | | 7.665.773.734 |
| Prêts fonciers : | | |
| Sur fonds d'obligations | 16.188.513.506 | |
| Sur avance de l'Etat | 361.901.354 | 16.553.414.859 |
| Prêts maritimes | | 40.952.709 |
| Prêts communaux : | | |
| Sur fonds d'obligations | 41.749.511.208 | |
| Sur avance de l'Etat | 1.915.215.634 | |
| Sur fonds de modernisation et d'équipement | 1.934.175.836 | 45.598.935.677 |
| Prêts sur fonds du capital social et des réserves | | 1.499.117.656 |
| Prêts. Réparations de dommages de guerre (lois du 12 juillet 1941) | | 561.819.720 |
| Divers débiteurs | | 975.902.355 |
| Comptes d'ordre et divers | | 1.599.574.940 |
| Immeubles sociaux et immeubles acquis | | 86.141.198 |
| Résultats | | » |
| | | 76.700.672.162 |

PASSIF

| | | |
|---|---|---|
| Dépôts en comptes courants | | 2.708.428.587 |
| Correspondants | | 1.565.011.386 |
| Fonds national d'amélioration de l'habitat (ordonnance du 28 juin 1945) | | 1.461.545.343 |
| Versements différés sur prêts | | 8.161.456.551 |
| Trésor public. Son compte avance de 3 milliards (convention du 3 décembre 1936) | | 2.299.200.784 |
| Fonds de modernisation et d'équipement (convention des 11-13 octobre 1948) | | 2.841.903.986 |
| Obligations foncières : | | |
| Montant au pair en circulation | 16.947.535.200 | |
| A déduire : | | |
| Primes à amortir | 633.201.514 | 16.313.941.686 |
| Obligations communales : | | |
| Montant au pair en circulation | 9.921.719.000 | |
| A déduire : | | |
| Primes à amortir | 337.874.351 | 39.583.845.349 |
| Bons à lots en circulation | | 66.632.245 |
| Obligations à rembourser et intérêts échus à payer | | 532.203.876 |
| Créditeurs divers | | 1.154.497.100 |
| Comptes d'ordre et divers | | 2.385.802.803 |
| Provisions pour l'amortissement des emprunts | | 689.933.382 |
| Réserves et provisions diverses | | 838.248.944 |
| Capital social | | 1.200.000.000 |
| Résultats | | » |
| | | 76.700.672.162 |

Certifié conforme aux écritures :

*Le gouverneur,*
HENRI DEROY.

HORS BILAN

Effets représentatifs de crédits à moyen terme circulant sous l'endos du Crédit foncier de France : 1.873.295.269 F.

# DÉCLARATIONS D'ASSOCIATIONS

Prix des insertions des déclarations d'associations : 75 fr. la ligne
(Décret du 16 avril 1948, art. 1er.)

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

16 mai 1949. Déclaration à la préfecture de police. UNION SPORTIVE DE LA BONNETERIE DE NANTERRE. But : éducation physique, sports, activités de plein air. Siège social : 10-12, rue Joseph-Terneau, Nanterre.

17 mai 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Montbéliard. STADE AUDINCOURTOIS. But : pratique des exercices physiques. Siège social : 11 *bis*, rue de Seloncourt, à Audincourt.

17 mai 1949. Déclaration à la préfecture du Puy-de-Dôme. L'Association sportive économe prend le nouveau titre d'ETOILE DU CENTRE et maintient son siège social au 25, rue de la Rotonde, Clermont-Ferrand.

20 mai 1949. Déclaration à la sous-préfecture d'Avranches. AMICALE SPORTIVE DE VIREY. But : éducation physique omnisports. Siège social : école de garçons de Virey.

20 mai 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Morlaix. UNION SPORTIVE LANMEURIENNE. But : pratique de tous les sports : football, basket-ball, volley-ball, ping-pong, cyclisme et athlétisme. Siège social : salle des mariages, mairie de Lanmeur, place de la Mairie, Lanmeur.

20 mai 1949. Déclaration à la préfecture de Seine-et-Oise. AMICALE DES VEUVES DE GUERRE. But : défendre les intérêts moraux et matériels des veuves des deux guerres et victimes civiles. Siège social : 2, rue Maris-Charles, Conflans-Sainte-Honorine.

21 mai 1949. Déclaration à la préfecture de police. UNION SOCIALISTE FRANÇAISE. But : propager la pensée socialiste en France et dans les pays d'outre-mer. Siège social : 3, rue Séguier, Paris.

21 mai 1949. Déclaration à la préfecture de police. ASSOCIATION DES ANCIENNES ÉLÈVES DU COLLÈGE TECHNIQUE DE JEUNES FILLES DE VITRY-SUR-SEINE. But : maintenir entre ses membres les relations amicales créées à l'école par une éducation commune et établir dans leur intérêt des liens de mutuel appui. Siège social : collège technique de jeunes filles, route de Fontainebleau, Vitry-sur-Seine.

23 mai 1949. Déclaration à la préfecture de police. COMITÉ CULTUREL INTERNATIONAL. But : diffuser tous documents internationaux de culture et faire connaître les formes d'art et de pensée propres à chaque groupement humain, les moyens d'action étant le théâtre, l'exposition d'art, la publication, la radio, la télévision, et plus généralement tous moyens d'action culturels. Siège social : maison internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris.

23 mai 1949. Déclaration à la préfecture d'Oran. JEUNESSE DE LA FÉDÉRATION SIONISTE ALGÉRIENNE (section d'Oran). But : aider et patronner des œuvres juives pour l'éducation des jeunes en vue de la défense du judaïsme français; aider l'organisation sioniste mondiale dans son action pour le progrès du foyer national juif en Israël. Siège social : 22, rue de Vienne, à Oran.

24 mai 1949. Déclaration à la préfecture d'Oran. UNION DES POLICIERS RETRAITÉS. But : défense des intérêts et poursuite de toute amélioration de la situation des retraités; entr'aide et assistance. Siège social : 6, boulevard de Mascara, Oran.

24 mai 1949. Déclaration à la préfecture de police. ASSOCIATION AMICALE NATIONALE DES INGÉNIEURS RETRAITÉS DE L'INDUSTRIE MINIÈRE. But : entr'aide, placement. Siège social : 13, rue Auber, Paris.

27 mai 1949. Déclaration à la préfecture de police. SAINTE-CÉCILE D'AUBERVILLIERS transfère son siège social du 112, avenue de la République, au 21, avenue de la République, à Aubervilliers.

27 mai 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Sétif. ASSOCIATION DES ANCIENNES ÉLÈVES DE L'E. P. S. ET DU COLLÈGE MODERNE DE SÉTIF. But : prolonger l'influence morale de l'école; continuer les relations de bonne camaraderie; prêter aide et assistance. Siège social : collège moderne, rue d'Aumale, à Sétif.

28 mai 1949. Déclaration à la préfecture de police. UNION DES ÉTUDIANTS GUYANAIS. But : défendre les intérêts des étudiants guyanais; resserrer les liens de solidarité; faire connaître la Guyane par des manifestations culturelles, artistiques et sportives. Siège social : 184, boulevard Saint-Germain, Paris.

30 mai 1949. Déclaration à la préfecture de police. GROUPEMENT AMICAL ET PROFESSIONNEL DES CHEFS DE CONDUITE DE LA RÉGION OUEST. But : consolider les liens de fraternité et de camaraderie et étudier les questions strictement professionnelles; manifestation de sympathie pour un départ en retraite et assistance à la famille en cas de décès de l'un des membres de l'association. Siège social : 116, rue Saussure, Paris.

30 mai 1949. Déclaration à la préfecture de police. L'Amicale des vérificateurs des travaux de bâtiment des P. T. T. modifie ses statuts et son titre, qui devient L'AMICALE DES DESSINATEURS ET DES VÉRIFICATEURS DES TRAVAUX DE BÂTIMENT DES P. T. T. Siège social : 11, rue du Marché-Saint-Honoré, Paris.

31 mai 1949. Déclaration à la préfecture de police. ASSOCIATION AMICALE DES ANCIENS ÉLÈVES DE L'ÉCOLE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE DU TRAVAIL (A. E. O. S. T.). But : poursuivre en commun l'étude des problèmes d'organisation scientifique du travail et apporter à ses membres son aide intellectuelle, morale ou matérielle. Siège social : 57, rue de Babylone, Paris.

1er juin 1949. Déclaration à la préfecture de la Somme. ASSOCIATION SPORTIVE D'ALBERT. But : pratique des exercices physiques. Siège social : 46, route de Bapaume, Albert.

7 juin 1949. Déclaration à la préfecture de police. CERCLE CULTUREL DU CONSERVATOIRE. But : susciter parmi les élèves du Conservatoire national de musique le désir d'une vie intellectuelle, philosophique et artistique plus intense. Siège social : 14, rue de Madrid, Paris.

7 juin 1949. Déclaration à la préfecture de la Mayenne. AMICALE SPORTIVE DE LA BAZOUGE-DE-CHÉMÉRÉ. But : éducation physique, sports. Siège social : mairie de la Bazouge-de-Chémeré.

8 juin 1949. Déclaration à la préfecture de la Manche. ART ET ACTION. But : promouvoir, soutenir et favoriser les œuvres d'éducation populaire. Siège social : presbytère de Folligny.

10 juin 1949. Déclaration à la préfecture de police. LES AVETTES DE LONGCHAMP. But : grouper la jeunesse féminine de Notre-Dame-de-Boulogne; saine détente, colonies de vacances, instruction religieuse. Siège social : 41, rue de l'Est, Boulogne-sur-Seine.

## ASSOCIATIONS ÉTRANGÈRES

(Décret du 16 août 1901.)
(Décret-loi du 12 avril 1939.)

27 janvier 1949. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Déclaration à la sous-préfecture de Béthune du 27 mai 1949.) ASSOCIATION DE L'UNIVERSITÉ OUVRIÈRE IGNACE-DASZYNSKI. But : diffusion pour les émigrés polonais en France de la science pure et appliquée et de la culture physique. Siège social : chez M. Pawlik, rue Jean-Jaurès, à la mairie de Marles-les-Mines.

Paris. — Imp. des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.